

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'INTERVENTION JAPONAISE EN SIBÉRIE : DE LA STRATÉGIE MILITAIRE À
L'ACTION POLITIQUE (1917-1922)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
À LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR JOANIE TREMBLAY

OCTOBRE 2022

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Pendant très longtemps, la possibilité de conclure ce travail m'est apparue comme une chimère. J'ai songé plusieurs fois à rebrousser chemin, trop éprise de mes anxiétés, de ces longs jours de sécheresse devant une page trop blanche avec des doigts trop frileux. Je suis pourtant restée, parfois à contre-cœur, parfois dans un sursaut de détermination, et la finalité que j'aperçois enfin aujourd'hui me rend plutôt émotive. Il va sans dire que l'aboutissement de ce travail n'aurait jamais été possible sans tout le support qui m'a été accordé.

Je tiens à remercier ma mère Chantal d'abord, sans qui je ne me serais peut-être jamais engagée sur le chemin de l'histoire qui me passionne, et mon père André, pour son soutien et sa compréhension sans borne. J'aimerais aussi remercier mon frère Guillaume pour son humour sans faille et sa capacité à me ramener un peu plus près du sol. À Catherine, je te remercie pour ces longues soirées à partager nos craintes et nos espoirs, grâce auxquelles je me suis toujours sentie un peu moins seule dans mon parcours, et pour ton support inconditionnel à chaque petit pas accompli. À mes amis qui me sont chers, Chérilyne, Noémie, Jérémie, Chloé et Florence, merci d'avoir égayé ces mois d'isolement avec nos élans de créativité collectifs et de m'avoir stimulée (gentiment ou pas) dans l'écriture.

Je souhaite aussi remercier ma directrice Olga Alexeeva pour sa patience infinie, ses encouragements, ainsi que son travail d'édition et de correction sur l'ensemble de ce mémoire. Enfin, je voudrais remercier le Département d'histoire de l'UQAM pour le soutien financier qui m'a été octroyée en début de parcours.

DÉDICACE

À mon amour de toujours,
Je te dédie ces quelques mots pour t'immortaliser.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| REMERCIEMENTS | i |
| DÉDICACE | i |
| TABLE DES MATIÈRES | iv |
| LISTE DES FIGURES | i |
| RÉSUMÉ | i |
| INTRODUCTION | 1 |
| État de la recherche..... | 4 |
| Intervention interalliée en Sibérie..... | 6 |
| Le Japon dans le système international de l’entre-deux-guerres | 16 |
| L’impérialisme japonais | 21 |
| Problématique..... | 28 |
| Cadre spatio-temporel..... | 31 |
| Méthodologie et sources..... | 33 |
| Plan du mémoire..... | 37 |
| CHAPITRE I LES NÉGOCIATIONS ALLIÉES | 40 |
| 1.1 La France dans l’urgence de la guerre | 42 |
| 1.2 Une opportunité qui divise le Japon..... | 52 |
| 1.3 L’accord interallié | 60 |
| CHAPITRE II L’INTERVENTION JAPONAISE ET LA COOPÉRATION INTERALLIÉE | 71 |
| 2.1 Entre diplomatie et action militaire, la dissonance de l’intervention japonaise | 75 |
| 2.2 L’ingérence politique du Japon en Sibérie et en Russie extrême-orientale | 83 |

| | |
|---|-----|
| 2.3 L'intervention japonaise en Sibérie et la diplomatie interalliée | 94 |
| CHAPITRE III L'INTERMINABLE INTERVENTION | 109 |
| 3.1. L'intervention japonaise repensée | 112 |
| 3.2. La fidélité aux alliances et la crise de l'impérialisme japonais | 123 |
| 3.3. L'intervention sibérienne et la balance du pouvoir impérial | 131 |
| 3.4. Le long rapatriement et la fin de l'intervention japonaise | 142 |
| CONCLUSION | 151 |
| BIBLIOGRAPHIE | 166 |
| Fonds d'archives..... | 166 |
| Source imprimée..... | 167 |
| Monographies | 167 |
| Articles et chapitres d'ouvrages collectifs..... | 169 |
| Thèses | 171 |
| Ressources numériques | 171 |

LISTE DES FIGURES

| | |
|--|-----|
| Figure 1.1 La guerre civile russe, juin-juillet 1918 | 63 |
| Figure 1.2 Estampe japonaise « L'arrivée de l'armée japonaise – accueillie par toutes les nations à Vladivostok », 1919..... | 67 |
| Figure 2.1 Carte du bassin de l'Amour | 73 |
| Figure 2.2 Situation des armées adverses en Extrême-Orient à la date du 4 septembre 1918 | 82 |
| Figure 2.3 Carte du chemin de fer Transsibérien en 1918 | 98 |
| Figure 3.1 Estampe japonaise « La marche de l'armée japonaise dans Vladivostok », 1919 | 110 |
| Figure 3.2 Carte de la Russie extrême-orientale à l'été 1921..... | 115 |

RÉSUMÉ

L'effondrement de l'Empire tsariste à la suite de la Révolution russe bouleverse le fragile équilibre des puissances qui régnait au nord-est de l'Asie. Pour les pays de l'Europe en guerre, l'inquiétude monte face à la possibilité de voir l'Allemagne s'engouffrer dans ce vide politique. Une intervention militaire conjointe, en Sibérie d'abord, apparaît comme la solution pour contrer la menace du « germano-bolchevisme ». Le Japon, fort de sa nouvelle puissance militaire et économique, prend la tête de cette expédition sibérienne, qu'il perçoit comme une opportunité pour élargir sa sphère d'influence en Asie.

Ce mémoire s'inscrit dans le sillage de l'histoire globale qui tente de « mondialiser » le récit de la Première Guerre mondiale, en restituant à l'Asie un rôle actif dans la construction de l'espace et du temps historiques. À partir de sources françaises, il se questionne sur la nature de l'intervention japonaise en Sibérie, ainsi que sur les conséquences sur le statut du Japon sur la scène internationale de l'entre-deux guerres. Pour la France, une intervention en Russie est nécessaire pour empêcher l'Allemagne de concentrer la totalité de ses forces à l'ouest. Malgré sa méfiance à l'égard des ambitions impérialistes du Japon en Asie, Paris championne la cause de son implication militaire, persuadée de pouvoir réorienter la mission japonaise selon les intérêts de l'Europe. La réalité de l'intervention japonaise diffère rapidement de la prédiction : de la stratégie militaire alliée, elle devient une action politique antibolchevique axée sur l'agrandissement de l'empire en Mandchourie et en Russie extrême-orientale. Ni la France ni le cadre interallié de l'intervention ne parvient à contraindre le Japon dans sa démarche militaire. La Sibérie se transforme en microcosme d'un nouvel équilibre du pouvoir en Asie, terrain privilégié des rivalités impériales qui s'articuleront durant la période de l'entre-deux guerres.

MOTS CLÉS : Intervention sibérienne, Première Guerre mondiale, Japon contemporain, guerre civile russe

INTRODUCTION

L'intervention japonaise en Sibérie constitue l'une des entreprises militaires les plus singulières de l'histoire du 20^e siècle, résultant à la fois des événements de la Première Guerre mondiale ainsi que des efforts expansionnistes de l'Empire nippon en Asie. Suite aux bouleversements de la Révolution russe, les forces de l'Entente s'accordent pour lancer une expédition interalliée en Russie et en Sibérie dans le but de procéder au sauvetage de troupes alliées, ainsi que de bloquer l'« expansion allemande » sur le territoire russe. Le Japon participe à l'intervention sibérienne en tant qu'allié de l'Entente, déployant un nombre d'hommes, d'argent et de ressources supérieur à celui de chacune des autres puissances. Entre 1918 et 1922, l'intervention japonaise ne tarde pas à dépasser le cadre militaire prescrit par l'Entente, puis à adopter une orientation impérialiste spécifique au développement des intérêts continentaux du Japon. La France, qui est dès 1917 fortement investie sur le plan diplomatique dans l'idée d'une intervention en Russie, produit une quantité importante de documents détaillant l'expédition militaire interalliée et japonaise en Sibérie. Très peu touché par la recherche, le point de vue français servira de base à ce mémoire pour analyser l'intervention japonaise en Sibérie. C'est à partir de la perspective française que l'on cherchera à approfondir la compréhension de l'intervention japonaise en Sibérie et à évaluer en quoi celle-ci participe à l'affirmation du Japon sur la scène internationale de l'entre-deux-guerres.

La prise de pouvoir par les bolcheviques en novembre 1917 fait basculer la Russie dans la révolution et chamboule le cours du premier conflit mondial. La terrible guerre civile russe qui s'ensuit ne sera pas un simple affrontement entre les « Rouges » d'une part, et les « Blancs » d'autre part, mais un conflit entre plusieurs forces, nationales comme étrangères. À la fin de l'année 1917, la principale préoccupation des Alliés à l'égard du mouvement révolutionnaire en Russie est de voir le front de l'Est s'effondrer avec le retrait des Russes, car une telle capitulation permettrait aux Allemands de transférer l'ensemble de leurs forces sur le front à l'Ouest. Ainsi, les possibilités d'une intervention alliée en Russie se dessinent rapidement. Elle viserait à porter assistance aux forces antibolcheviques, les Russes blancs, pour prévenir la « pénétration allemande » et pour rétablir le front de l'Est en empêchant le retour des soldats ennemis sur le front occidental, l'accès aux ressources naturelles de la Russie et la récupération du matériel de guerre par les Allemands¹.

Pour le Japon, l'éclatement de l'Empire russe représente à la fois une menace pour ses intérêts nationaux en Extrême-Orient et une opportunité d'accroître sa zone d'influence dans la région en profitant du chaos de la guerre civile russe². Depuis la fin du siècle dernier, suivant l'ouverture forcée de ses frontières au commerce international par le biais de navires de guerre américains, le Japon a encouru un effort de modernisation massif de tous les pans de la société qui lui a permis, graduellement, de se hisser au rang de puissance impérialiste d'envergure en Asie et dans le Pacifique. La Restauration Meiji met fin en 1868 au gouvernement shogunal des Tokugawa et réinstaure le pouvoir de l'empereur au centre d'un nouveau régime constitutionnel inspiré du système britannique. La militarisation du pays est tout aussi rapide et profonde. La nouvelle élite réformiste japonaise se tourne vers la conquête militaire et l'expansion impériale, à commencer par l'acquisition de l'archipel

¹ Ilya Somin, *Stillborn Crusade. The Tragic Failure of Western Intervention in the Russian Civil War, 1918-1920*, Nouveau-Brunswick, N.J., Transaction Publishers, 1996, p. 27-34.

² James W. Morley, *The Japanese Thrust into Siberia, 1918*, New York, Columbia University Press, 1957, p. 36-37.

Ryûkyû au sud, pour transformer le statut du Japon sur la scène internationale, suivant avec succès le mouvement impérialiste du 19^e siècle qui était jusqu'alors l'apanage des puissances américaine et européennes³. De fait, l'armée impériale ne tarde pas à prendre une position centrale au sein de la société, galvanisée par les victoires successives de la guerre sino-japonaise en 1894-1895, puis du conflit russo-japonais en 1904-1905. La défaite de l'Empire tsariste aux mains d'une nation non-occidentale fait particulièrement éclat à l'international et établit le Japon comme une puissance militaire montante en Asie de l'Est. C'est dans ce contexte que le Japon se joint aux forces de l'Entente lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale, profitant de l'occasion pour débarrasser l'Asie et le Pacifique de la présence coloniale allemande. Ainsi, l'avènement de la Révolution russe, puis de la possibilité d'une intervention alliée sur le continent semblent, à bien des égards, renouveler cette opportunité d'expansion impériale offerte par les circonstances de la Grande Guerre. Très tôt, dès le mois de janvier 1918, un premier navire japonais arrive à Vladivostok pour s'assurer que les stocks de matériel de guerre qui s'y accumulent depuis plusieurs mois ne tombent pas entre les mains des bolcheviques ou des Allemands. Toutefois, la planification d'une véritable intervention militaire en Sibérie est une source de vives tensions au sein du gouvernement japonais, scindé entre plusieurs factions qui ont une vision différente de l'expédition et de ses objectifs. C'est seulement après huit mois d'intenses négociations avec les Alliés, mais aussi de délibérations au sein même du gouvernement japonais, que le Japon annonce le début de son intervention en Sibérie en août 1918⁴.

Le revirement de la situation en Sibérie, lorsque des troupes tchécoslovaques engagent les hostilités contre les anciens prisonniers austro-hongrois et les forces bolcheviques locales, sert de prétexte à l'envoi du corps expéditionnaire japonais. L'objectif principal de la mission

³ Xu Guoqi, *Asia and the Great War: A Shared History*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p.19.

⁴ Paul E. Dunscomb, *Japan's Siberian Intervention, 1918-1922. "A Great Disobedience Against the People"*, Plymouth, Lexington Books, 2011, p. 47-64.

est d'assurer la protection des troupes tchécoslovaques et de reprendre le contrôle du Transsibérien afin d'assurer leur évacuation jusqu'à Vladivostok⁵. L'expédition japonaise en Sibérie a officiellement des allures d'action humanitaire. Puis rapidement, un nouvel argument en faveur de l'intervention apparaît : aider les Russes à sortir de l'anarchie en favorisant les factions les plus susceptibles de freiner l'expansion bolchevique. L'action japonaise en Sibérie ne tarde pas à prendre une tournure opportuniste et se transforme en intervention antibolchevique axée sur la réalisation des objectifs impérialistes de Tokyo. Malgré le départ éventuel des Alliés en 1920, alors qu'ils sont confrontés à la défaite inévitable des Russes blancs, les troupes japonaises restent sur place jusqu'en 1922. Elles occupent alors une portion de la Russie extrême-orientale ainsi que l'île de Sakhaline en espérant y étendre la sphère d'influence politique et économique du Japon. Ainsi, de 1918 à 1922, le Japon s'engage dans une entreprise militaire en Sibérie qui mobilise plus d'hommes et de ressources que tous leurs alliés et qui se solde malgré tout par ce qui semble être à première vue un échec cuisant⁶.

État de la recherche

Dans l'historiographie de langues anglaise et française, il existe peu d'études portant directement sur l'intervention japonaise en Sibérie. Toutefois, l'expédition interalliée en Russie n'est pas, dans son ensemble, un sujet délaissé par la recherche, puisque l'incongruité de l'événement a attiré un bon nombre d'historiens qui ont cherché à comprendre les motivations des belligérants tout autant que les raisons de leurs échecs au terme de cette curieuse entreprise. Les travaux des historiens américains prédominent au sein de

⁵ Dunscomb, *op. cit.*, p. 65-67.

⁶ Morley, *op. cit.*, p. 307-309.

l'historiographie occidentale qui étudie surtout l'intervention américaine. Le rôle du Japon y est considéré à partir de sa rivalité avec les Américains en Sibérie et n'est que peu étudié pour lui-même ou dans son rapport avec les autres forces alliées. Ainsi, aucune étude n'aborde le cas spécifique du Japon du point de vue français en explorant les documents d'archives françaises.

Le même problème peut être attribué, dans une certaine mesure, aux ouvrages qui traitent de l'intervention de façon plus globale et qui tendent aussi à privilégier, volontairement ou non, le point de vue américain ou britannique⁷. Encore une fois, la prépondérance des historiens anglophones, américains pour la plupart, mais aussi britanniques et canadiens, dans le champ de recherche de l'intervention interalliée favorise la production d'une historiographie qui est essentiellement anglo-centrique⁸. Pour construire un bilan historiographique sur la question de l'intervention japonaise en Sibérie, il a donc été nécessaire de composer avec les manques et les limites de l'historiographie anglaise et française sur le sujet. Bien que nombreuses, les études de langue japonaise, ainsi que de langue russe, nous restent inaccessibles pour des raisons linguistiques et constituent un manque évident à la bibliographie de ce mémoire. Un aperçu de ces deux historiographies peut être établi grâce aux travaux de chercheurs japonais et russes qui ont été traduits ou rédigés en français ou en anglais.

Le bilan suivant est organisé de façon thématique en trois sections : « Intervention interalliée en Sibérie », « Le Japon dans le système international de l'entre-deux-guerres » et « L'impérialisme japonais ». La première section permet de faire le point sur l'état de la

⁷ La thèse de Ian Moffat, par exemple, qui souhaite se détacher du récit national omniprésent dans la recherche sur l'intervention alliée, se questionne sur le chaos diplomatique entre les puissances interventionnistes, mais s'appuie malgré tout sur des sources anglaises, canadiennes et américaines. Ian Moffat, *The Allied Intervention in Russia, 1918-1920: The Diplomacy of Chaos*, thèse de Ph.D. (histoire), Royal Military College of Canada, 2012, p. iv.

⁸ Par contraste, il n'existe qu'une seule monographie sur le rôle joué par la France dans l'intervention en Russie, soit Michael J. Carley, *Revolution and Intervention: the French Government and the Russian Civil War, 1917-1919*, Kingston, McGill-Queen's University Press, 1983, 265p.

recherche sur l'intervention alliée en Sibérie dans son ensemble et de souligner la place occupée par le Japon dans les travaux de chercheurs en majorité occidentaux. L'intervention japonaise ne se déroule pas en vase clos : il est important de la situer dans le contexte élargi de la coalition militaire alliée qui s'implique en Russie, et qui essaie tour à tour d'amadouer, d'influencer ou de contraindre le Japon en Sibérie. La deuxième section réunit des travaux adressant l'évolution du statut international du Japon à la fin de la Première Guerre mondiale, résultant notamment de sa participation à l'intervention sibérienne. Il faut se pencher sur la relation entre le Japon et le nouvel ordre mondial qui se dessine à Versailles pour comprendre la dimension quasi-contestataire que prend l'intervention japonaise, alors pilotée par de fervents militaristes résolus à poursuivre le projet d'expansion impériale dans l'Extrême-Orient russe malgré une opposition interne et externe grandissantes. Enfin, la dernière section traite de l'impérialisme japonais qui est une composante cruciale des objectifs nationaux fixés par le Japon lors de son engagement dans la Grande Guerre puis dans l'intervention en Sibérie.

Intervention interalliée en Sibérie

Dans l'historiographie de l'intervention interalliée en Sibérie, deux ouvrages traitent directement de l'expédition militaire japonaise : *The Japanese Thrust into Siberia* de James Morley et *Japan's Siberian Intervention* de Paul E. Dunscomb. Dans *The Japanese Thrust into Siberia*, James Morley retrace avec soin le processus décisionnel du gouvernement japonais au cours de l'année 1918, malgré les limites imposées par le manque d'accès aux sources de l'époque au moment de sa recherche. Il fait état de la dynamique complexe à l'intérieur même du gouvernement japonais qui est divisé entre plusieurs factions détentrices de pouvoir, un état de fait qui met à mal la capacité du gouvernement de prendre une décision

unilatérale sur les modalités de l'intervention en Sibérie. Morley distingue deux tendances au sein du gouvernement : les « interventionnistes » qui souhaitent privilégier une approche pro-Asie et les « non-interventionnistes », composés des membres plus modérés du gouvernement, qui souhaitent poursuivre une politique de rapprochement avec les Occidentaux, en particulier avec les États-Unis. Les premiers insistent sur la nécessité d'une intervention de grande envergure pour occuper le bassin d'Amour afin de sécuriser et d'élargir l'influence du Japon en Extrême-Orient, tandis que les seconds refusent de procéder à une intervention en Sibérie sans l'accord des États-Unis⁹. Pour Morley, l'expédition en Sibérie est une victoire en apparence seulement de la faction plus libérale du gouvernement. Alors que celui-ci annonce en août 1918 la mise en œuvre d'une expédition de taille réduite en harmonie avec les objectifs américains et alliés, la faction interventionniste prend rapidement le contrôle de la mission pour réaliser son projet originel d'intervention dans le bassin de l'Amour, avec pour objectif l'établissement d'un régime pro-japonais en Sibérie orientale¹⁰. L'ouvrage de Morley, bien que publié à la fin des années 1950, reste un incontournable de l'historiographie occidentale sur l'intervention japonaise en Sibérie. Dans ce mémoire, il est particulièrement utile à la compréhension de la structure du gouvernement japonais en 1917-1918, et des personnages clés qui négocient et déterminent les modalités de l'intervention. Puisque le premier chapitre de ce mémoire retrace les mois de négociation qui précèdent l'intervention, il va aussi bénéficier de l'analyse de Morley des vastes conflits internes qui déchirent le gouvernement japonais, divisés en factions aux objectifs différents qui tentent chacune d'imposer leur vision de l'intervention sibérienne.

Ouvrage plus récent que celui de Morley, le livre de Paul E. Dunscomb tâche de combler une lacune de l'historiographie en s'intéressant à la totalité de l'entreprise militaire en Sibérie au lieu de s'en tenir uniquement aux premières années de celle-ci. Il s'attarde donc moins à

⁹ Morley, *op. cit.*, p. 310-312.

¹⁰ *Ibid.*, p. 308-309.

comprendre les motifs et les objectifs qui poussent le Japon à participer à cette expédition, mais adopte une perspective large qui inclut à la fois le contexte politique japonais et celui de la nouvelle conjoncture internationale qui émerge à la fin de la Première Guerre mondiale. Cette volonté de restituer l'entièreté de l'intervention japonaise en Sibérie, en y incluant les années 1920-1922 souvent négligées par la recherche, fait de l'ouvrage de Dunscomb un ajout fondamental à l'analyse de ce mémoire, qui a pour même ambition de traiter l'intervention japonaise dans sa totalité. Dans son étude, Dunscomb tente de dégager le récit particulier de l'intervention sibérienne des différentes trames historiques que celle-ci occupe afin de lui redonner sa juste place dans le développement de la politique étrangère et nationale du Japon depuis le début de l'ère Meiji. Conséquemment, il réserve une portion notable de son œuvre à démontrer l'influence de l'entreprise militaire sur la reconstruction d'une identité japonaise moderne dans le monde de l'entre-deux-guerres. Dans cette optique, l'expédition sibérienne fait figure de test pour déterminer si le Japon peut conserver le rôle important que ses conquêtes impériales lui ont permis d'obtenir au sein, cette fois, d'un nouveau système international fondé sur les principes wilsoniens de démocratie et de libéralisme¹¹. Sur le plan de la politique étrangère, le Japon cherche à la fois à assurer ses intérêts sur le continent asiatique et à éviter la confrontation avec les Occidentaux, en particulier avec les États-Unis. Dunscomb identifie ici, à l'instar de Morley, un schisme au sein du gouvernement japonais qui explique la politique contradictoire menée par le Japon en Sibérie. S'il reprend brièvement la distinction entre « interventionnistes » et « non-interventionnistes », le nœud de l'opposition se situe, selon lui, entre le cabinet dit « de parti politique » mené par le premier ministre, Hara Takashi¹² (1856-1921), et l'État-major de l'armée japonaise¹³. L'intervention sibérienne fait donc la démonstration de la capacité d'un gouvernement « démocratique », car dirigé pour la première fois par un chef de parti politique

¹¹ Dunscomb, *op. cit.*, p. 4-5.

¹² Les noms des personnages historiques japonais sont écrits ici dans l'ordre traditionnel japonais, soit le nom de famille avant le prénom.

¹³ Dunscomb, *op. cit.*, p. 48, 76-77.

et non pas par un protégé des vieux oligarques aristocratiques, de mener à bien la volonté du peuple. L'échec de l'intervention symbolise un point critique du désenchantement général de la population japonaise à l'égard de la démocratie autant que du militarisme. Le gouvernement japonais se montre incapable de satisfaire les attentes de la population à son égard, tandis que l'armée impériale échoue lamentablement à obtenir des gains promis en Sibérie¹⁴. Ce mémoire ne profite pas seulement de l'apport descriptif de l'ouvrage de Dunscomb, mais aussi de sa perspective d'analyse qui permet de souligner les conséquences de l'intervention sibérienne sur le développement politique, national et international, du Japon à la fin de la Première Guerre mondiale.

Les historiens japonais Ono Keishi et Yamasaki Yukiko ont signé respectivement un chapitre d'ouvrage collectif et un article sur l'intervention japonaise en Sibérie. Dans le chapitre *The Siberian Intervention and Japanese Society*, Ono brosse un bref portrait de l'intervention et de son contexte, avant de s'intéresser aux conséquences de l'expérience sibérienne sur différentes facettes de la société japonaise, incluant les milieux économiques et militaires. Il indique que l'intervention japonaise en Sibérie, à la différence de son engagement militaire en 1914, a un impact direct et profond, bien que de courte durée, sur le Japon en raison de la mobilisation massive de ses troupes et ressources¹⁵. L'expédition sibérienne est, selon Ono, une réponse « naturelle » du Japon face au bouleversement de la balance du pouvoir traditionnelle en Asie de l'est; le départ des Russes de la Mandchourie à la suite de la Révolution d'octobre et la menace de l'expansion américaine en Asie et dans le Pacifique encouragent le Japon à se lancer dans cette entreprise coûteuse pour combler un vide de pouvoir opportun¹⁶. Tout comme Dunscomb, Ono identifie le déclin du prestige de l'armée impériale comme une conséquence importante de l'intervention sibérienne, qui est

¹⁴ Dunscomb, *op. cit.*, p. 5-6.

¹⁵ Keishi Ono, « The Siberian Intervention and Japanese Society », dans Oliviero Frattolino (éd.), *Japan and the Great War*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015, p. 93

¹⁶ *Ibid.*, p. 94-95.

rapidement considérée comme injustifiable dans l'opinion publique japonaise. Cette hostilité nouvelle à l'égard de l'armée, jusqu'alors très peu touchée par la critique, apprend à l'appareil militaire à se méfier des médias et de la Diète, puis à ignorer ou à contrôler le discours public lorsque possible¹⁷. L'auteur théorise en effet que l'intervention sibérienne constitue une leçon pour l'armée impériale japonaise, autant sur le plan stratégique qu'idéologique¹⁸. Le déploiement des soldats japonais en Sibérie représente, après tout, l'expérience la plus accomplie du Japon dans la Grande Guerre : c'est à travers celle-ci que l'armée japonaise conçoit, par exemple, l'importance de la « guerre totale » qui implique la mobilisation complète d'une société en guerre. Ono trace ainsi des liens directs entre l'expérience sibérienne et la teneur du militarisme des années 1930, un argument notable que ce mémoire compte effleurer, mais qui mériterait une analyse beaucoup plus poussée de la question.

Yamasaki Yukiko, quant à elle, étudie l'intervention sibérienne par le biais du public intellectuel français. Il s'agit d'une perspective enrichissante, voire un complément d'analyse, pour ce mémoire qui s'attarde principalement au point de vue militaire et politique français. En étudiant le contenu de plusieurs revues et publications françaises, Yamasaki dégage la perception des milieux intellectuels français du plan d'intervention japonais en Sibérie. Elle identifie trois questions majeures qui divisent l'opinion française : la possibilité de voir une mainmise allemande sur la Russie, la nécessité de collaborer avec les bolcheviques ou de les combattre après le traité de Brest-Litovsk, puis la fiabilité du Japon en tant qu'allié¹⁹. Ainsi l'image du Japon est changeante au début du siècle : tantôt ennemi tantôt allié, c'est par sa proximité avec l'Allemagne, réelle ou imagée, que le Japon se définit au regard des Français. L'insurrection bolchevique transforme à nouveau cette perception, alors que Paris repose ses

¹⁷ Ono, *op. cit.*, p. 107.

¹⁸ *Ibid.*, p. 110-111.

¹⁹ Yukiko Yamasaki, « L'intervention japonaise en Sibérie vue par les intellectuels français (1918-1920) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 256, n° 4, 2014, p. 93-94.

espoirs interventionnistes sur une importante contribution militaire japonaise en Sibérie²⁰. Les conclusions présentées dans cet article vont contribuer à l'analyse de ce mémoire, qui souhaite approfondir en particulier la question de la « loyauté » ambiguë du Japon, telle que perçue par les Français au cours de la guerre puis de l'intervention sibérienne.

Du côté russe, l'historien Anatol Shmelev relève le manque d'études au sujet des Russes blancs dans l'historiographie occidentale de l'intervention interalliée²¹. La propension des chercheurs occidentaux à problématiser les motivations des puissances interventionnistes accorde, selon lui, une importance démesurée à l'action des nations étrangères en Russie. Cette importance est renforcée, dans une certaine mesure, par les Russes blancs qui rangent leurs espoirs de contre-révolution derrière l'intervention et qui, face à l'échec subséquent de leur mouvement, vont à leur tour blâmer les Alliés de ne pas leur avoir fourni suffisamment d'aide²². Or, à la suite des événements de 1917, le principe d'intervention n'est pas reçu de façon unanime parmi les différentes factions blanches. Alors que des émigrés russes plaident les Alliés de « sauver » la Russie de l'anarchie, la perspective d'une expédition militaire japonaise dans la Russie extrême-orientale fait craindre à d'autres l'exécution d'un projet impérialiste mené par Tokyo dans la région²³. Le déclenchement de l'intervention japonaise donne rapidement raison à la méfiance des Russes. Shmelev précise toutefois que les Russes blancs de Sibérie perçoivent la présence des Américains comme un problème plus criant que celle des Japonais, dans la mesure où leurs intentions réelles sont opaques. L'armée japonaise et ses objectifs de conquête prévisibles offrent un confort ironique face aux forces américaines qui prétendent obéir à des principes ambigus et mécompris des Russes blancs. Il devient évident que, vu la concentration des troupes américaines à l'est du lac Baïkal, les États-Unis souhaitent servir de contrepoids à la présence japonaise plutôt que d'aider les

²⁰ Yamasaki, *op. cit.*, p. 104-105.

²¹ Anatol Shmelev, « The allies in Russia, 1917–20: Intervention as seen by the whites », *Revolutionary Russia*, vol. 16, n° 1, 2003, p. 87-88.

²² *Ibid.*, p. 104.

²³ *Ibid.*, p. 90.

Russes blancs à enrayer les bolcheviques²⁴. La nuance apportée par Shmelev au sentiment antijaponais des Russes blancs est notable, en particulier dans sa superposition avec les relations avilies qu'entretiennent les factions russes avec les autres puissances occidentales.

Tout au contraire, l'article de Tatiana Linkhoeva sur l'émergence de l'anticommunisme japonais présente un portrait très différent de la dynamique sibérienne lors de l'intervention. Les forces blanches, affirme-t-elle, nourrissent bien souvent un patriotisme chauvin, discriminatoire et souvent raciste à l'égard des Japonais. Elle ajoute que la presse, l'intelligentsia et les marchands russes locaux s'opposent aussi fermement à la présence japonaise en Sibérie orientale²⁵. L'arrogance des Japonais, qui n'hésitent pas à manifester leur sentiment de supériorité par des exactions militaires, leur support continu à des atamans sanguinaires et les nombreux abus infligés à la population locale sont d'autant de facteurs qui contribuent au sentiment antijaponais chez les Russes. Les Japonais ne réussissent pas à établir une stratégie politique durable en Sibérie orientale, conduisant même les habitants de la Sibérie à développer davantage de sympathie pour les bolcheviques qui les combattent²⁶.

Parmi les autres ouvrages sur l'intervention interalliée, nombreux sont ceux qui, comme mentionné plus tôt, traitent du rôle du Japon dans le contexte de la rivalité croissante qu'il entretient avec les États-Unis en Extrême-Orient et dans le Pacifique. Une certaine tendance historiographique estime que les suspicions des dirigeants américains envers les intentions du Japon en Sibérie orientale, ainsi que la crainte d'une expédition militaire unilatéralement japonaise ont encouragé les États-Unis à faire une offre d'intervention conjointe à ce dernier. On peut citer par exemple les œuvres des historiennes Betty Miller Unterberger²⁷ et Carol

²⁴ Shmelev, *op. cit.*, p. 97.

²⁵ Tatiana Linkhoeva, « The Russian Revolution and the Emergence of Japanese Anticommunism », *Revolutionary Russia*, vol. 31, n° 2, 2018, p. 266.

²⁶ *Ibid.*, p. 266.

²⁷ Betty Miller Unterberger, *America's Siberian Expedition, 1918-1920: A Study of National Policy*, Durham, Duke University Press, 1956, p. 88.

Willcox Melton²⁸ qui argumentent en ce sens pour expliquer en partie le revirement des Américains qui sont jusqu'en 1918 foncièrement opposés à toute idée d'intervention. Exception notable, le politologue américain, Ilya Somin, se positionne à contre-courant en affirmant que la décision américaine d'intervenir n'est que minimalement inspirée par l'inquiétude des dirigeants américains à propos des motivations du Japon sur le continent asiatique. C'est plutôt en contemplant les actions du Japon en Sibérie, comme l'augmentation rapide du nombre de troupes déployées au mépris des promesses faites en août 1918, que les suspicions des Américains se cristallisent et influent réellement sur l'orientation de la mission en Sibérie²⁹. La démonstration de Somin, malgré une perspective sur l'intervention alliée qui dépasse le seul cadre national, ne prête toutefois qu'une attention marginale à la contribution japonaise. Il s'intéresse avant tout au caractère moral de l'intervention interalliée, qu'il présente comme une première confrontation entre « régime totalitaire » et démocratie libérale. Somin soutient que le Japon est uniquement préoccupé par ses intérêts nationaux et qu'il n'agit pas en fonction d'un sens quelconque d'obligation morale, à l'inverse des puissances anglo-saxonnes qui constituent le point focal de son étude. L'analyse de l'intervention japonaise ne lui semble donc pas utile, puisque l'objectif principal de son œuvre est de souligner les vertus de l'expédition interalliée et de son opposition aux bolcheviques³⁰.

The Allied Intervention in Russia, 1918-1920: The Diplomacy of Chaos est une thèse récente d'Ian Moffat qui traite aussi de l'intervention interalliée d'un point de vue plus global. Il présente une analyse principalement diplomatique des causes de l'échec de l'intervention interalliée en Russie. Reprochant à l'historiographie de s'être trop restreinte au cadre national pour analyser l'intervention, Moffat vise à restituer la pleine complexité de celle-ci en s'attardant aux actions de tous les acteurs majeurs³¹. Pour expliquer les échecs de

²⁸ Carol Willcox Melton, *Between War and Peace: Woodrow Wilson and the American Expeditionary Force in Siberia, 1918-1920*, Macon, Mercer University Press, 2001, p. 55.

²⁹ Somin, *op. cit.*, p. 14-110.

³⁰ *Ibid.*, p. 6-7.

³¹ Moffat, *op. cit.*, p. viii-ix.

l'intervention il utilise le concept de « chaos diplomatique », qui, selon Moffat, résulte d'une mauvaise coordination entre Alliés, d'un manque de communication et d'opportunités manquées. Ce chaos se nourrit également de l'intransigeance de certaines personnalités impliquées et de la poursuite d'agendas nationaux secrets qui portent obstacle à l'accomplissement de buts communs³². Dans cette étude d'envergure, la région sibérienne est analysée à part, comme le théâtre d'une rivalité américano-japonaise, rivalité qui devient un facteur important du chaos général de l'intervention. Cette partie de l'argumentation est utile à ce mémoire afin de traiter de la dynamique diplomatique de l'année 1918-1919 en Sibérie, dominée par les rapports conflictuels entre Tokyo et Washington. Moffat retrace le processus de négociation qui mène à des discussions isolées entre les États-Unis et le Japon, malgré la participation diplomatique active de la Grande-Bretagne et de la France qui cherchent à convaincre les Américains et les Japonais d'intervenir en Sibérie dès la fin de 1917. Il insiste notamment sur la personnalité du président américain Wilson, en particulier sur son arrogance chauvine et son idéalisme naïf, pour expliquer comment elle influence à la fois la tenue des négociations et la structure même de l'intervention sibérienne³³. À l'instar de Somin, Moffat adopte le point de vue britannique et américain pour traiter de la dimension japonaise de l'intervention. Néanmoins, la perspective diplomatique élargie de la thèse de Moffat va permettre de bonifier l'analyse de la première phase de l'intervention japonaise qui se constitue avant tout dans un cadre politique et militaire interallié.

Enfin, l'ouvrage de Michael J. Carley aborde une facette relativement délaissée de l'intervention en s'intéressant à la réponse du gouvernement français à la Révolution russe, ainsi qu'à la contribution politique et militaire française à l'expédition alliée en Russie. Les prises de position initiales de l'État-major de l'armée française et du ministère des Affaires étrangères témoignent d'une division au sein du gouvernement français sur la conduite à

³² Somin, *op. cit.*, p. 8.

³³ Moffat, *op. cit.*, p. 132-133.

adopter vis-à-vis à la situation en Russie. L'État-major, préoccupé par l'issue de la guerre contre l'Allemagne, favorise d'abord une politique de rapprochement avec les bolcheviques qui sont considérés comme l'unique groupe capable d'unifier la Russie et de faire obstacle à l'expansion allemande en Europe. À l'inverse, le Quai d'Orsay perçoit d'emblée les bolcheviques comme une menace politique, militaire et économique et souhaite adopter une politique foncièrement hostile à ceux-ci³⁴. Dès la fin de l'année 1917, les Français, comme les Britanniques, accordent leur support à une intervention japonaise en Sibérie, mais c'est à l'été 1918, lorsque la politique française devient ouvertement interventionniste, que l'attention de la France se concentre sur la région sibérienne³⁵.

Parmi les facteurs qui contribuent à la cessation de toute tentative de rapprochement avec les bolcheviques, la question de l'intervention japonaise en Sibérie fait figure, selon Carley, de cataclysme. Elle renforce la position du Quai d'Orsay en accélérant le développement d'une franche opposition aux bolcheviques axée sur la protection des intérêts économiques et politiques de la France. Supporter une intervention japonaise en Sibérie est, en effet, une position fondamentalement incompatible avec un rapprochement entre la France et la Russie bolchevique³⁶. Les Français tentent par la suite de s'arroger une position influente au sein de l'intervention sibérienne par l'entremise du commandement de la Légion tchèque et par la mise en place d'une commission interalliée qui ne verra jamais le jour. Carley démontre l'échec de la France à s'imposer en Sibérie : disposant de peu de moyens pour assurer la protection de ses intérêts, elle est rapidement confrontée à des rivalités interalliées auxquelles elle ne peut pas faire face sur le terrain³⁷. Ainsi, l'étude de Michael Carley est particulièrement utile pour rendre compte du point de vue français sur l'intervention japonaise en Sibérie. Elle déroge par ailleurs du cadre habituel de la rivalité nippo-américaine

³⁴ Carley, *op. cit.*, p. 37-41.

³⁵ *Ibid.*, p. 71-73.

³⁶ *Ibid.*, p. 50-53.

³⁷ *Ibid.*, p. 87-88.

pour traiter de l'interaction entre le gouvernement français et la mission japonaise, ce qui offre une perspective particulièrement intéressante pour ce mémoire. Si l'ouvrage de Paul Dunscomb est nécessaire, dans la rédaction de ce mémoire, à la compréhension globale de la participation japonaise à l'intervention sibérienne, celui de Michael Carley l'est tout autant pour le penchant français de l'expédition militaire, qui constitue la perspective d'ancrage de l'analyse.

Le Japon dans le système international de l'entre-deux-guerres

Lorsque l'intervention japonaise en Sibérie débute en août 1918, elle se réalise en parallèle avec la transformation profonde de l'ordre mondial qui lui impulse déjà une signification nouvelle au niveau international tout autant que japonais. Le second thème de ce bilan adresse donc la question de l'insertion du Japon dans le système international de l'entre-deux-guerres. Il s'agit d'y soulever la position particulière de l'intervention sibérienne, souvent représentée comme une manifestation désuète et impopulaire de la vieille diplomatie de la canonnière, dans la conjoncture internationale transformée. Bien que la Première Guerre mondiale n'occupe pas une place très importante dans l'historiographie du Japon contemporain, l'émergence d'un nouveau système international dicté par les fameux Quatorze points de Wilson est malgré tout considéré comme un point tournant dans l'histoire du Japon moderne qui adopte jusqu'au début des années 1930 une attitude largement conciliatrice à l'égard des Occidentaux.

Sur ce sujet, l'étude de Frederick Dickinson sur le Japon dans la Grande Guerre est particulièrement éclairante. L'auteur revisite l'impact de la guerre sur le Japon en considérant celle-ci comme un moment charnière de la construction de son identité nationale. Dans cette optique, le caractère oligarchique, autocratique et militariste de l'État japonais est remis en

question par la montée des États-Unis comme nouvelle superpuissance et par l'imposition subséquente de l'ordre mondial wilsonien³⁸. Un tel bouleversement provoque le besoin fondamental de redéfinir l'identité nationale au Japon. Pour Dickinson, l'intervention sibérienne est, comme la Grande Guerre trois ans plus tôt, considérée comme une opportunité qui permettrait d'augmenter l'influence japonaise sur le continent asiatique à l'extérieur du cadre des traités internationaux. Seulement, avec l'émergence d'une mouvance internationaliste dénonçant les tendances autocratiques et militaristes, l'expédition en Sibérie trouve difficilement sa justification et se heurte à la transformation radicale de son contexte. L'expédition sibérienne devient en quelque sorte une dernière tentative du gouvernement japonais de s'opposer à cette « nouvelle tendance mondiale », incarnée par les principes de démocratie et de libéralisme, en revigorant les sentiments nationalistes et militaristes au sein de la population japonaise désenchantée³⁹. Ce mémoire s'inspire beaucoup de la perspective d'analyse offerte par l'œuvre de Dickinson qui présente l'intervention sibérienne comme une extension de la Première Guerre mondiale au Japon, ainsi qu'une ultime convulsion du militarisme, devenu impopulaire, qui a présidé à la construction du Japon moderne.

Un article de Yamamuro Shinichi, historien japonais responsable de la création du premier groupe de recherche sur la Première Guerre mondiale au Japon à l'Institut des sciences humaines de l'Université de Kyoto⁴⁰, s'intéresse au rôle que la Grande Guerre a joué dans l'histoire du Japon. Il définit la Première Guerre mondiale comme une « guerre composite », constituée d'actions militaires concrètes contre l'Allemagne et en Sibérie, mais aussi de conflits diplomatiques avec les États-Unis et la Chine⁴¹. L'intervention sibérienne se trouve alors pleinement insérée dans la longue durée du conflit mondial tel que vécu par les Japonais.

³⁸ Frederick R. Dickinson, *War and National Reinvention: Japan in the Great War, 1914-1919*, Cambridge, Harvard University Asia Center, 1999, p. 3-4.

³⁹ *Ibid.*, p. 202-203.

⁴⁰ Shinichi Yamamuro, « L'empire du Japon et le choc de la Première Guerre mondiale », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 249, n° 1, 2013, p. 5.

⁴¹ *Ibid.*, p. 15.

Yamamuro distingue quatre interventions militaires différentes composant l'expédition japonaise en Sibérie : à Vladivostok, en Mandchourie du Nord et dans la région de la Transbaïkalie, sur la frontière sino-coréenne de Jiandao et au nord de Sakhaline. La « guerre diplomatique » avec les États-Unis est, selon lui, « l'axe transversal » de ces conflits et l'élément qui les connecte entre eux⁴².

Dans le cas de l'intervention sibérienne, les enjeux diplomatiques principaux qui opposent les États-Unis au Japon relèvent notamment de la question des chemins de fer, soit de l'obtention de droits particuliers sur le Transsibérien et le chemin de fer de l'Est chinois, ainsi que de l'accès aux ressources naturelles de Sibérie et de Sakhaline. La Première Guerre mondiale constitue de même un choc pour le Japon au niveau de la transformation qu'elle impulse à la nature même de la guerre : la notion de « guerre totale » commence à s'implanter au sein des milieux militaires japonais, ainsi que la nécessité pour le Japon de se préparer à l'éventualité d'un conflit de cette trempe⁴³. Pour Yamamuro, l'intervention sibérienne obéit aussi à cette logique : elle met en jeu la question de l'appropriation des ressources naturelles de la Sibérie, en plus de la Chine et de la Mandchourie, à des fins de mobilisation nationale. À l'instar de Dickinson, l'auteur souligne en même temps le contraste entre l'intervention sibérienne et le changement qui s'opère au niveau des relations internationales après la Grande Guerre. Si la guerre a permis au Japon d'étendre son influence en Extrême-Orient en profitant du retrait des grandes puissances occidentales dans la région, elle le confronte aussi au déclin du statut de l'armée au sein de la société japonaise et à l'intérêt croissant de celle-ci envers les tendances démocratiques et internationalistes émergentes⁴⁴.

Quant aux travaux sur la position du Japon dans le nouveau système international, on peut mentionner l'étude de Thomas Burkman. Il s'intéresse au rôle du Japon au sein de la Société

⁴² Yamamuro, *loc. cit.*, p. 15.

⁴³ *Ibid.*, p. 17-18.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 29-30.

des nations, ainsi qu'à l'existence d'un courant internationaliste⁴⁵ au sein du gouvernement japonais aidant à structurer la politique étrangère japonaise au cours des années 1920. Si le cadre du livre dépasse celui de l'intervention japonaise en Sibérie, il est néanmoins utile pour comprendre le tournant politique et diplomatique dans lequel celle-ci s'inscrit, alors que le Japon redéfinit sa place comme nation « impérialiste respectable » sur la scène internationale de l'entre-deux-guerres. Dans un chapitre qui traite de la Grande Guerre, l'auteur aborde brièvement les enjeux de la Révolution russe et de l'intervention en Sibérie. Cette dernière contribue à l'isolement diplomatique du Japon en ternissant sa réputation mondiale, puisque les actions de ses militaires sur le terrain enfreignent systématiquement les promesses faites aux puissances alliées et exacerbent leurs suspicions à l'égard des intentions du Japon en Asie. En parallèle, il se développe au Japon un mécontentement généralisé envers le militarisme qui s'accompagne d'une nouvelle rhétorique de la « conformité à la tendance mondiale »⁴⁶. Qualificatif par excellence du mouvement internationaliste de l'entre-deux-guerres, il s'incarne chez ses principaux tenants par le désir de réaliser les ambitions impérialistes du Japon en Extrême-Orient tout en poursuivant une politique de rapprochement avec l'Occident. Les internationalistes japonais sont sensibles à la position diplomatique précaire du Japon, seule nation non-occidentale à siéger à la table des grandes puissances, et très soucieux d'empêcher son isolement diplomatique⁴⁷. Ainsi, l'intervention sibérienne se situe en porte-à-faux dans le contexte de l'internationalisme japonais émergent, responsable parmi d'autres de la perte de prestige du Japon.

⁴⁵ À la fin de la Première Guerre mondiale, avec la création de la Société des Nations, beaucoup de personnalités influentes japonaises militent publiquement en faveur des idéaux de démocratie et de paix mondiale incarnés par des organisations ou des mouvements transnationaux voués à la coopération internationale. Néanmoins, l'internationalisme des dirigeants japonais n'est pas forcément pacifique, mais plutôt « accommodateur », puisqu'il vise à rallier les objectifs de l'expansion territoriale et économique du Japon avec les impératifs nouveaux de l'ordre mondial wilsonien. Sur le sujet, voir Thomas W. Burkman, *Japan and the League of Nations: Empire and World Order, 1914-1938*, Honolulu, University of Hawaii Press, 2008, p. xiii-xiv.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 22-26.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 24-26.

Dans un ouvrage intitulé *L'histoire du monde se fait en Asie*, Pierre Grosser propose une version nouvelle de l'histoire mondiale du 20^e siècle qui repense le rôle de l'Asie dans une perspective décentralisée, détachée du biais ordinaire qui fait de l'Occident le théâtre privilégié de l'histoire des relations internationales. Ouvrage ambitieux, il accorde néanmoins une attention considérable au rôle du Japon, ce qui le rend particulièrement intéressant dans le cadre de cette recherche. Grosser y démontre notamment l'importance globale du rôle joué par le Japon dans le conflit mondial, alors que celui-ci est transformé par la guerre en une puissance industrielle et internationale. Le Japon devient un véritable « allié global » et il s'impose au même titre comme acteur de premier plan en Asie : les relations américano-japonaises, en l'occurrence, sont déterminantes pour la stabilité de l'Asie et du Pacifique, ainsi que pour celle de l'ordre international et de l'équilibre du pouvoir entre les grandes puissances⁴⁸. Le cadre théorique de ce mémoire s'appuie largement sur l'approche de Grosser à l'histoire mondiale en Asie durant le 20^e siècle, soit à la reconnaissance de l'espace asiatique comme centre moteur de l'histoire et non pas une simple périphérie du monde occidental. Il y a volonté, dans nos recherches, de réintégrer l'intervention japonaise en Sibérie dans cette histoire mondiale, de souligner la connexion longtemps négligée du Japon et de l'Asie à la Grande Guerre ainsi que ses conséquences sur la réorganisation de l'ordre mondial après la guerre.

Or, dans l'optique élargie de Grosser, l'intervention japonaise en Sibérie n'est pas seulement un prolongement de la Première Guerre mondiale, mais une quasi-reprise de la guerre russo-japonaise de 1905. Le Japon profite de la conjoncture en Russie pour tenter de s'étendre en Chine et en Sibérie. Il tâche ainsi de se débarrasser de l'ennemi traditionnel russe en plus de se tailler une sphère d'influence élargie en Mandchourie, en Mongolie et à l'est du lac Baïkal⁴⁹. De façon plutôt originale, Grosser propose donc de voir l'intervention comme une

⁴⁸ Pierre Grosser, *L'histoire du monde se fait en Asie. Une autre vision du XX^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 2017, p. 83-85.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 85-87.

guerre russo-japonaise tronquée par les pressions diplomatiques des États-Unis qui mettent un frein aux ambitions expansionnistes du Japon en Russie. L'échec de l'intervention japonaise repose sur l'association du Japon avec des forces « blanches » impopulaires auprès de la population russe, sur l'opposition militaire des forces « rouges » et enfin, sur les pressions exercées par Washington⁵⁰. Une guerre fortement critiquée à l'intérieur tout autant qu'à l'extérieur du Japon, l'intervention sibérienne discrédite partiellement l'armée japonaise et permet aux partisans du contrôle des armements de s'imposer à Tokyo. Enfin, l'analyse de Grosser illustre aussi la transformation du contexte international à la fin de la Première Guerre mondiale et son impact sur l'intervention japonaise en Sibérie : pour retrouver sa crédibilité perdue aux yeux de la communauté internationale, le Japon doit abandonner ses ambitions sibériennes.

L'impérialisme japonais

La troisième section de ce bilan historiographique est consacrée au thème de l'impérialisme japonais. Il s'agit d'une composante essentielle de l'expédition japonaise en Sibérie, puisque les objectifs de celle-ci prennent rapidement une tournure ouvertement expansionniste en Sibérie orientale, en Mandchourie du Nord et dans l'Extrême-Orient russe. Il est donc nécessaire de souligner la position occupée par l'expédition sibérienne dans l'historiographie de l'impérialisme japonais. En 1914, l'empire japonais s'étire sur Taiwan, le sud de Sakhaline, la Corée et le sud de la Mandchourie. L'impérialisme japonais est particulier, car tardif et non-occidental, et l'historiographie a souvent cherché à l'expliquer par l'existence de pressions externes ou internes ayant entraîné le Japon dans l'aventurisme impérial.

⁵⁰ Grosser, *op. cit.*, p. 99.

William Beasley, dans son étude synthétique sur l'impérialisme japonais, favorise une interprétation plurielle de celui-ci. L'auteur explique qu'il est le résultat de divers facteurs internes, comme la force de l'appareil militaire et la croissance économique japonaise, et externes, comme la recherche de sécurité et d'autonomie, qui lui confèrent en même temps son expression distincte⁵¹. La Grande Guerre transforme la conjoncture asiatique et entraîne également le développement des objectifs et des méthodes de l'impérialisme japonais. Il y a une tentative de rapprochement avec la Chine, alors que l'idée d'une coopération sino-japonaise accrue fraie son chemin parmi les impérialistes japonais favorisant une politique « pro-Asie ». Cette alliance ne serait pas fondée sur une égalité de statut entre les deux pays, mais sur un rapport de pouvoir asymétrique voulant que la Chine se range sous la tutelle du Japon. L'idée présuppose une « relation spéciale » entre les deux nations qui justifierait l'abandon du principe de la « porte ouverte »⁵² en Chine au profit de la création d'une zone de « coexistence et de coprosperité » sino-japonaise⁵³. Beasley précise toutefois que le concept d'une coopération sino-japonaise ne contredit pas les ambitions expansionnistes des impérialistes japonais en Mandchourie : celle-ci est considérée comme un territoire vital pour la survie de la nation japonaise et doit éventuellement être conquise par le Japon⁵⁴. Ainsi, l'auteur démontre que l'élaboration de l'intervention sibérienne s'articule en accord avec ces deux aspects de l'impérialisme japonais : ses partisans prônent à la fois l'importance d'une « alliance » avec la Chine et la réalisation des objectifs expansionnistes du projet impérial japonais en Mandchourie. Quant à sa réalisation sur le terrain, l'intervention sibérienne opère en réalité dans la plus parfaite tradition des actions indépendantes de l'armée en Mandchourie⁵⁵.

⁵¹ William G. Beasley, *Japanese imperialism, 1894-1945*, New York, Oxford University Press, 1987, p. 6-13.

⁵² Doctrine formulée par le Secrétaire d'État américain John Hay en 1899 qui assure un accès égal au marché chinois à toutes les puissances étrangères, de façon à empêcher la domination politique et économique du pays par une seule d'entre elles. *Ibid.*, p. 70-71.

⁵³ *Ibid.*, p. 118-121.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 118-119.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 160-162.

Un article de Asada Masafumi reprend, d'un point de vue proprement militaire cette fois, la question de cette « alliance » sino-japonaise dans le contexte de l'expansion japonaise en Mandchourie durant l'intervention sibérienne. L'auteur propose une approche comparative des impérialismes en Mandchourie en analysant la compétition impériale dans la région comme une relation triangulaire entre le Japon, la Chine et la Russie. Surnommée la « poudrière de l'Asie de l'Est », la Mandchourie est le théâtre d'une opposition continue entre des puissances impériales qui maintiennent un équilibre du pouvoir délicat. De 1906 à 1918, l'équilibre du pouvoir militaire en Mandchourie passerait d'une « alliance » russo-japonaise à une « alliance » sino-japonaise avec les événements de la Révolution russe et l'effondrement subséquent de l'Empire tsariste⁵⁶. En d'autres termes, les événements de la Grande Guerre d'abord et de la Révolution ensuite affaiblissent considérablement le pouvoir militaire de la Russie en Mandchourie, permettant au Japon d'y obtenir la supériorité militaire et de forcer la Chine dans une relation de dépendance économique, politique et militaire.

Néanmoins, la Chine pose aussi obstacle à la domination japonaise puisqu'elle profite de l'effondrement russe pour intervenir en Mandchourie et prendre le contrôle des lignes du chemin de fer de l'Est chinois en expulsant les soldats russes qui tiennent la garde⁵⁷. Ce faisant, dans la perspective de l'intervention sibérienne qui se dessine, la coopération militaire avec la Chine devient un impératif pour le Japon : celui-ci arrache un accord de défense mutuelle avec la Chine en 1918 qui lui permet de déployer les troupes japonaises stationnées en Mandchourie dans le nord⁵⁸. L'originalité de l'approche de Asada Masafumi réside dans sa manière de présenter la compétition impérialiste en Mandchourie comme une relation militaire triangulaire incluant non seulement la Russie et le Japon, mais aussi la Chine. La Révolution russe provoque l'effondrement de cette relation triangulaire, alors que

⁵⁶ Masafumi Asada, « The China-Russia-Japan Military Balance in Manchuria, 1906–1918 », *Modern Asian Studies*, vol. 44, n° 6, 2010, p. 1285.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 1308.

⁵⁸ *Ibid.*

l'intervention sibérienne consacre un glissement de la Mandchourie dominée par une coopération fragile entre la Russie et le Japon à une sorte de brève « alliance » sino-japonaise. Selon l'auteur, la Mandchourie constitue un espace dans lequel seules les nations ou les groupes dotés d'une force militaire substantielle réussissent à protéger et à maintenir leurs intérêts⁵⁹. L'analyse de Asada Masafumi approfondit la rhétorique de Beasley sur un impérialisme japonais à caractère dualiste, entre rapprochement avec la Chine et conquête militaire. Asada y souligne le bouleversement de l'équilibre impérial dans la zone mandchourienne, un point repris dans ce mémoire pour témoigner de la transformation de la balance du pouvoir impérial en Asie de l'est à la fin de la Grande Guerre.

Ensuite, il est à noter qu'il existe de nombreuses études sur la position spéciale que la Mandchourie occupe dans l'entreprise impériale du Japon. Constamment présente dans la rhétorique des impérialistes japonais, la Mandchourie est rapidement représentée comme la « ligne de vie » de la nation et de l'Empire. Par exemple, l'ouvrage collectif *The Japanese Informal Empire in China*, dirigé par Peter Duus, Ramon Myers et Mark Peattie, dénote toute l'importance de la région pour l'Empire en traitant de l'implication économique, militaire, politique et culturelle du Japon en Chine et démontre aisément qu'après 1905, la Mandchourie devient le point focal du Japon sur le continent asiatique. L'impérialisme en Chine s'incarne d'abord de façon majoritairement « informelle », soit par le biais du système des traités inégaux auquel le Japon participe avec les pays occidentaux. Le Japon doit s'accommoder à la fois de la souveraineté chinoise et des intérêts des autres puissances qui s'adonnent à la politique de la « porte ouverte » en Chine⁶⁰.

Par contraste, c'est en Mandchourie que l'armée japonaise prend pied sur le territoire chinois à l'issue de la guerre russo-japonaise. En d'autres termes, le développement colonial de la

⁵⁹ Asada, *loc. cit.*, p. 1311.

⁶⁰ Peter Duus, Ramon H. Myers et Mark R. Peattie (éd.), *The Japanese informal empire in China 1895-1937*, Princeton, Princeton University Press, 2014, p. xi-xix.

Mandchourie est lié de façon presque intrinsèque à l'implantation de l'armée impériale japonaise. Les chapitres sur la Société des chemins de fer de la Mandchourie du Sud⁶¹, ainsi que sur l'armée du Kwantung⁶² démontrent bien l'influence prépondérante de l'armée dans l'entreprise impérialiste qui se dessine en Mandchourie. Le caractère très militaire de l'impérialisme japonais est un thème récurrent des études qui traitent du sujet et plusieurs ont soulevé l'importante composante militaire de la domination coloniale japonaise en Mandchourie, découlant notamment de sa position spéciale au sein de l'Empire japonais.

Enfin, sur le même sujet, Masataka Yoshihisa propose une étude détaillée de la colonisation de la Mandchourie par le Japon de 1904 à 1932, soit du moment où le Japon acquiert sa première sphère d'influence au sud de celle-ci jusqu'à la création de l'État fantoche du Mandchoukouo. Dans cet ouvrage, Masataka identifie la période de la Grande Guerre comme le sommet de l'expansion impériale japonaise avant les années 1930. À ce moment, le Japon manifeste une politique particulièrement agressive à l'égard de la Chine en profitant du retrait momentané des Occidentaux en Asie pour tenter de s'imposer comme la puissance dominante sur le continent⁶³. Cependant, l'impérialisme japonais entre en crise lors de la seconde moitié de la guerre, lorsque les dirigeants japonais prennent conscience que l'expansion continue de l'Empire nécessite dorénavant une reformulation des stratégies

⁶¹ Fondée en 1906, la Société des chemins de fer de la Mandchourie du sud est une entreprise japonaise semi-privée qui opère dans la zone ferroviaire de la Mandchourie du Sud, laquelle a été acquise par les Japonais après leur victoire sur les Russes en 1905. La Société agit comme une véritable institution étatique en s'occupant à la fois de tâches commerciales ordinaires et d'activités culturelles et administratives qui en font un instrument important de l'impérialisme japonais « informel » en Mandchourie. Sur le sujet, voir Ramon H. Myers, « Japanese Imperialism in Manchuria: The South Manchuria Railway Company, 1906-1933 » dans Peter Duus et al. (éd.), *The Japanese informal empire in China 1895-1937*, Princeton, Princeton University Press, 2014, p. 101-132.

⁶² Aussi créée en 1906, l'armée du Kwantung est une force militaire de l'armée impériale japonaise stationnée au sud de la Mandchourie, dont la fonction est liée à la défense des lignes de chemin de fer et des zones d'influence du Japon dans la région. Elle joue un rôle prépondérant dans l'escalade des tensions entre la Chine et le Japon au cours des années 1930, étant la principale responsable, entre autres choses, de l'incident de Moukden qui entraîne l'invasion de la Mandchourie en 1931. Voir Alvin D. Coox, « The Kwantung Army Dimension » dans Peter Duus et al. (éd.), *op. cit.*, p. 395-441.

⁶³ Yoshihisa Masataka, *The Making of Japanese Manchuria, 1904-1932*, Cambridge, Harvard University Asia Center, 2001, p. 186.

adoptées de façon à s'adapter au nouveau contexte international. Au Japon, les impérialistes convaincus doivent donc trouver de nouvelles justifications en faveur de leur projet d'expansion pour faire face à une population de plus en plus désintéressée par la course impériale⁶⁴.

Dans son analyse de l'impérialisme japonais en Mandchourie, Masataka souligne le rôle spécifique joué par l'armée dans le contexte mouvant de la fin de la guerre et de la transformation de l'ordre mondial. Ce changement de contexte déclenche une véritable crise au sein de l'armée japonaise qui doit se découvrir de nouvelles prérogatives. La chute de l'Empire tsariste en 1917 réduit dramatiquement les risques d'un conflit avec la Russie en Mandchourie, ce qui constituait jusqu'alors la raison principale du statut privilégié de l'armée au sein de l'institution militaire du Japon. L'armée japonaise fait ainsi face à un besoin urgent de redéfinir sa mission et ses objectifs pour conserver sa position prioritaire en matière de défense nationale. L'intervention sibérienne est endossée par les dirigeants de l'armée comme une extension naturelle de la stratégie traditionnelle de défense du Japon au nord du continent asiatique. Elle est en quelque sorte présentée comme une mutation du scénario de guerre contre la Russie⁶⁵. Suivant cette logique, l'intervention permettrait de stabiliser la situation dans l'Extrême-Orient russe en faveur du Japon et de s'assurer de l'élimination finale de toute menace potentielle dans la région. L'armée japonaise devrait empêcher les « forces du chaos » de se répandre en Extrême-Orient et faire obstacle en même temps aux puissances occidentales, en particulier les États-Unis, qui souhaiteraient profiter de la situation au détriment du Japon⁶⁶.

Néanmoins, peu de gens hors des sphères de l'armée voient l'intérêt d'une entreprise militaire aussi massive et coûteuse. L'intervention est globalement impopulaire et contribue au déclin

⁶⁴ Masataka, *op. cit.*, p. 187.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 229-230.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 230.

du prestige de l'armée impériale qui échoue à convaincre de la nécessité de cette politique d'expansion dans l'Extrême-Orient russe. C'est par le biais d'un recul général des avancées impérialistes faites par le Japon au cours de la guerre que celui-ci tâche de regagner sa légitimité auprès de la communauté internationale, un recul jugé nécessaire à son intégration au nouvel ordre mondial⁶⁷. L'analyse de Masataka présente donc l'intervention japonaise en Sibérie comme le fait de l'armée impériale japonaise et des partisans d'un impérialisme agressif en Extrême-Orient. Ces derniers tentent à la fois de redorer le prestige en déclin de l'armée et le projet d'expansion impérial en jouant sur le vieux danger russe et celui, plus récent, de la présence américaine en Asie. Le rôle joué par l'armée japonaise étant fondamental à la compréhension de l'intervention sibérienne, Masataka offre un complément utile à l'argumentaire de Frederick Dickinson, qui souligne déjà l'importance de la Première Guerre mondiale comme point de rupture dans la construction identitaire du Japon moderne.

Au terme de ce bilan historiographique, il est aisé de constater le rôle secondaire joué par l'intervention japonaise en Sibérie dans les études de langue anglaise ou française portant sur l'expédition militaire alliée en Russie. Plus encore, dans ces nombreuses analyses qui privilégient le point de vue des puissances anglo-saxonnes, c'est à la fois l'apport du Japon et celui de la France qui sont occultés par l'historiographie. Parmi les quatre puissances majeures qui participent à l'intervention, soit la Grande-Bretagne, les États-Unis, le Japon et la France, les contributions des deux dernières restent les moins étudiés. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce manque : certaines se rapportent par exemple à l'importance du rôle joué par les acteurs sur le terrain, tandis que d'autres témoignent plutôt d'un biais européocentrique des chercheurs qui se penchent sur le sujet. Du côté de la France, malgré une implication minimale en Sibérie qui fait contraste à l'ampleur de l'intervention japonaise, elle se trouve dès le départ parmi les plus fervents partisans de l'intervention. Il est par ailleurs utile de souligner que le premier plan d'intervention interalliée établi à la suite de la

⁶⁷ Masataka, *op. cit.*, p. 262.

Révolution russe est une proposition du Maréchal Foch qui suggère de réaliser une expédition conjointe à majorité japonaise et américaine. La contribution diplomatique de la France, à l'inverse peut-être de celle de ses troupes en Russie, n'est donc pas à négliger dans l'histoire de l'intervention interalliée.

Cette observation permet de jeter un regard sur un autre élément négligé par l'historiographie actuelle qui découle en partie de l'attention inégale portée aux puissances alliées de l'intervention, soit les rapports entre la France et le Japon dans le contexte de l'expédition en Russie et en Sibérie. Ces rapports sont moins substantiels que ceux qui unissent, par exemple, le Japon et les États-Unis, mais ils constituent tout de même une dynamique relativement méconnue entre deux acteurs majeurs de l'intervention interalliée. De façon générale, il n'y a que peu d'études qui portent sur les relations franco-japonaises de l'entre-deux-guerres, celles-ci s'effaçant souvent derrière les événements des années 1940. L'historiographie de l'intervention interalliée ne fait pas exception sur ce point. Néanmoins, les Français ont produit une quantité non-négligeable de documents relatifs à l'intervention alliée en Russie et en Sibérie ce qui démontre un intérêt notable pour les événements qui s'y déroulent.

Problématique

La problématique de ce mémoire s'inspire de ce portrait historiographique de l'intervention japonaise et alliée en Sibérie pour faire l'interrogation des motivations du Japon d'abord, puis de la France, et de la dynamique politique qui relie les deux nations au cours de cet épisode particulier de la guerre civile russe. En partant du point de vue des dirigeants militaires et politiques français, il s'agit de déterminer quels sont les objectifs du Japon dans l'intervention sibérienne et d'en retracer l'évolution entre 1917 et 1922 en fonction de la conjoncture militaire, politique et diplomatique en Sibérie, en Extrême-Orient et à

l'international. En traitant de la perspective française de l'intervention japonaise en Sibérie, il est possible de greffer à cette interrogation les questions suivantes : d'abord, pourquoi les Français, malgré une méfiance égale à celle des autres puissances occidentales envers le Japon, accordent-ils un support aussi rapide à l'idée d'une intervention majoritairement japonaise ? Puis, comment l'interprétation des objectifs du Japon, ainsi que de leur mise en œuvre sur le terrain, influence-t-elle la conception française du Japon en tant que puissance alliée ? Le premier objectif de cette recherche est donc d'approfondir la compréhension des motivations, ainsi que du rôle joué par le Japon dans l'intervention alliée en Sibérie par l'entremise de documents d'archive français qui ont été jusqu'à aujourd'hui relativement peu étudiés. Un second objectif est d'évaluer l'importance de l'intervention sibérienne pour l'ascension du Japon sur la scène internationale dans les années 1920 et 1930. C'est en rendant compte de la perspective française de l'intervention sibérienne, ainsi que de ses répercussions sur la conception française du Japon comme nation alliée, que ce présent mémoire souhaite contribuer à la connaissance de l'insertion du Japon, et plus largement de l'Asie, dans une histoire internationale du début du 20^e siècle.

Pour répondre à la problématique centrale de ce mémoire, une première hypothèse est avancée: entre 1917 et 1922, les objectifs de l'intervention japonaise en Sibérie passent de la stratégie militaire visant l'accomplissement de buts alliés communs, tel que le sauvetage des troupes tchécoslovaques, à une action politique antibolchevique rattachée aux intérêts spécifiques de l'Empire japonais. Cette action politique se définit par une tentative d'établir un régime antibolchevique et pro-japonais en Sibérie orientale qui permettrait à Tokyo de dominer la région du bassin de l'Amour, ainsi que par les efforts de l'armée japonaise d'élargir les zones d'influence de l'Empire au nord de la Mandchourie et de l'île de Sakhaline. En guise de seconde hypothèse, on peut affirmer que la nécessité de la guerre d'abord, puis la crainte de voir les Japonais agir de façon unilatérale en Sibérie ou de se tourner vers les Allemands en cas de frustration avec les Alliés, poussent les Français à accepter rapidement

l'idée d'une intervention à majorité japonaise malgré la méfiance qu'ils conservent à leur égard. La France est en effet persuadée que le Japon va intervenir en Sibérie avec ou sans l'accord des forces de l'Entente et qu'il est donc plus judicieux d'intégrer l'inévitable expédition militaire japonaise dans un cadre déterminé de façon conjointe par les Alliés⁶⁸. C'est par le biais d'une intervention commune et de la pression des alliances que Paris espère restreindre les ambitions de Tokyo en Extrême-Orient.

La crainte de voir le Japon se rapprocher de l'Allemagne n'est pas nouvelle pour les Français, qui ont tendance à se méfier des tendances germanophiles connues de certains cercles politiques et militaires japonais. De plus, le caractère autocratique et militariste de l'État japonais est parfois assimilé à une sorte d'équivalent asiatique du « militarisme prussien belliciste »⁶⁹. Les proclamations de Wilson, qui prétendent donner le ton à la construction d'un nouvel ordre mondial basé sur des principes démocratiques et libéraux, s'imposent donc difficilement auprès de la classe politique japonaise.

Une troisième hypothèse permet d'avancer que l'intervention japonaise en Sibérie devient une mesure de l'intégration du Japon dans le système international. Celle-ci s'inscrit d'abord dans un cadre interallié qui légitime les actions japonaises sur le continent asiatique, mais la priorisation rapide des objectifs du Japon par l'armée impériale, au détriment des modalités de l'accord interallié, impute une dimension de conquête agressive à l'intervention japonaise qui se rattache ouvertement aux intérêts de son Empire. Ce faisant, la participation japonaise à l'expédition sibérienne aliène rapidement ses alliés et aggrave la menace de l'isolement diplomatique du Japon sur la scène internationale. La fin de l'intervention, annoncée officiellement lors de la conférence internationale de Washington de 1921, s'inscrit dans le

⁶⁸ Carley, *op. cit.*, p. 49-50.

⁶⁹ Grosser, *op. cit.*, p. 89.

contexte d'un recul général de l'impérialisme japonais en Asie qui consacre l'intégration du Japon dans le système international de l'entre-deux-guerres.

Cadre spatio-temporel

Le cadre chronologique de ce mémoire s'étire de novembre 1917 à octobre 1922. Ces deux balises temporelles correspondent respectivement au début de la Révolution russe, avec le renversement du gouvernement provisoire par les bolcheviques, et au retrait des dernières troupes japonaises de la Russie. La périodisation retenue permet donc de couvrir l'ensemble de l'intervention japonaise en Sibérie. Néanmoins, la nature de la problématique implique de s'attarder davantage aux premières années de l'intervention qui sont les plus déterminantes pour celle-ci. L'étude de cette période, entre la fin de 1917 et celle de 1919, permet au mieux de saisir l'évolution des objectifs militaires et politiques du Japon en Sibérie. Les sources y sont aussi plus nombreuses, l'intérêt des Français pour le front sibérien étant généralement plus marqué à cette époque-là qu'au cours des années subséquentes. Les mois qui précèdent le début de l'intervention, de novembre 1917 jusqu'en août 1918, incluent tout le processus de négociations interalliées pour décider de la mise en œuvre d'une expédition militaire en Russie. Il s'agit d'une période importante pour l'étude diplomatique de l'intervention japonaise, qui va entamer sa première phase dans une opération encadrée par la conclusion d'un accord interallié. C'est en s'attardant aux négociations entre le Japon et les pays de l'Entente qu'il est possible de déterminer les objectifs initiaux de l'intervention japonaise, ainsi que la façon dont ceux-ci sont compris par les Français à ce moment.

La période s'étalant de la fin de l'année 1918 jusqu'à la fin de l'année 1919 est sans doute le moment le plus déterminant de l'intervention. L'année en question concentre d'une part la majeure partie des affrontements militaires entre les troupes alliées et les forces pro-

bolcheviques et d'autre part, la formation de plusieurs gouvernements en Sibérie opposés aux bolcheviques et appuyés par les Alliés. Ces événements propres à la guerre civile russe se déroulent en parallèle avec une série de bouleversements régionaux et internationaux qui influencent le cours de l'expédition militaire, à commencer par la signature de l'armistice du 11 novembre 1918. Les années subséquentes, de 1920 à 1922, sont davantage pertinentes pour observer les conséquences de l'intervention sur le statut international du Japon. L'année 1920 signe la fin de l'intervention interalliée avec le départ des forces alliées de la Russie ; dans le cas de la France, la mission militaire française en Sibérie prend symboliquement fin en avril 1920 avec le départ du général Janin de la ville de Harbin⁷⁰. De 1920 à 1922, le Japon reste embourbé dans ce qui s'apparente dorénavant à une intervention unilatéralement japonaise en Sibérie sous l'œil méfiant de la communauté internationale.

Quant au cadre spatial de l'analyse, il s'agit avant tout de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient russe. Le Japon possède de vastes intérêts économiques dans ces régions, exacerbés par les besoins de guerre de la Russie, qui ont notamment transformé le port de Vladivostok en avenue d'exportation extrêmement importante pour le Japon⁷¹. À l'intérieur de cet espace, c'est le bassin de l'Amour, longeant le fleuve Amour au nord de la Mandchourie, qui constitue le cœur des ambitions économiques et politiques japonaises en Sibérie. Par ailleurs, les actions japonaises se limitent à l'extrémité orientale de la Sibérie, dans une zone déterminée à l'ouest par le lac Baïkal que le Japon refuse de dépasser avec ses troupes malgré les sommations de ses alliés. Au-delà de la Sibérie, l'Asie de l'Est est le cadre large obligé de cette analyse : la Chine, la Mandchourie, la Corée et l'île de Sakhaline font partie, à différents degrés, de la zone d'influence de l'Empire japonais et sont des espaces déterminants à la compréhension des ambitions impérialistes du Japon dans la région. Enfin, l'utilisation de documents d'archives françaises nécessite l'ajout des colonies et des zones

⁷⁰ Richard M. Connaughton, *The Republic of the Ushakovka. Admiral Kolchak and the Allied Intervention in Siberia, 1918-20*, Londres, Routledge, 1990, p. 173.

⁷¹ *Ibid.*, p. 36.

d'influence que possèdent la France en Asie au cadre spatial. Le point de vue français sur l'intervention japonaise peut ainsi être nuancé en rappelant les intérêts et les inquiétudes spécifiques du Quai d'Orsay en Extrême-Orient.

Méthodologie et sources

Le cadre méthodologique retenu pour orienter l'analyse de ce mémoire s'appuie sur l'histoire globale. L'histoire globale, qui est tour à tour considérée synonyme et distincte de l'histoire mondiale, est un courant historiographique profondément diversifié qui favorise des approches globalisantes de l'histoire du monde, des récits transnationaux ou supranationaux qui dévoilent l'interconnectivité des espaces, des peuples et de la temporalité historique. Parmi les approches multiples de l'histoire globale, c'est la perspective née de la critique des « périphéries » à l'encontre d'une histoire mondiale euro-centrique qui appuie l'analyse de ce mémoire⁷². Celui-ci s'inspire de la méthode adoptée par Pierre Grosser dans *L'histoire du monde se fait en Asie*, une œuvre qui, comme mentionné plus haut, tente d'intégrer l'Asie dans une histoire mondiale du 20^e siècle qui se veut « globale », soit en reliant les événements asiatiques aux évolutions mondiales et en dégageant le récit historique de ses carcans traditionnels euro-centriques. Grosser propose dans son ouvrage un nouveau cadre méthodologique pour aborder l'histoire des relations internationales du 20^e siècle qui fait de l'Asie le prisme par lequel l'histoire mondiale est considérée. La perspective historique est « désoccidentalisée » et élargie pour inclure l'Asie, non comme un espace périphérique de l'histoire mondiale, mais comme une véritable région motrice des événements majeurs qui ponctuent le 20^e siècle. Dans le cas de cette recherche, le déplacement du point focal du

⁷² Pour une contextualisation critique du courant historiographique de l'histoire globale/mondiale, voir Pierre Grosser, « L'histoire mondiale/globale, une jeunesse exubérante mais difficile », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 110, n° 2, 2011, p. 3-18.

théâtre européen à celui de l'Asie de l'Est permet d'analyser l'intervention sibérienne dans ses relations étroites avec la Première Guerre mondiale. Bien qu'elle dépasse les bornes temporelles traditionnelles de la Grande Guerre, l'expédition peut être considérée comme un véritable prolongement du premier conflit mondial. Ce faisant, ce mémoire compte aussi s'inspirer de l'ouvrage de Frederick Dickinson sur le Japon dans la Grande Guerre qui réinterprète l'impact de cette dernière dans l'histoire du Japon moderne. En considérant la Première Guerre mondiale comme un moment de rupture ou de redéfinition nationale pour le Japon, la nature profondément conflictuelle de l'intervention sibérienne émerge aisément dans l'analyse.

Pour aborder la question de l'intervention japonaise en Sibérie du point de vue français, le corpus de sources de ce mémoire est principalement constitué des fonds d'archives de l'Armée de Terre conservées au Service historique de la Défense (SHD) au Château de Vincennes, en France. Ces documents, rédigés en majorité par les attachés militaires français à Londres, Tokyo et Pékin à l'attention du président de la Troisième République, Raymond Poincaré, et du ministre de la Guerre, Georges Clemenceau, comprennent des rapports, des notes et des télégrammes qui font état de la situation en Sibérie, en Russie et au Japon entre 1917 et 1922, ainsi que de la mise en œuvre de l'intervention japonaise et interalliée. Ces documents sont issus du Fonds Clémenceau, des archives de l'État-major général et du Grand Quartier Général.

Les archives du Fonds Clémenceau comprennent surtout des rapports et de la correspondance des attachés militaires des ambassades françaises à Londres, Pékin et Tokyo consacrés à l'intervention alliée en Sibérie entre 1917 et 1919. Il s'y trouve aussi une quantité de télégrammes envoyés par l'ambassadeur de la France au Japon à l'adresse du ministère des Affaires étrangères, Stephen Pichon (1857-1933), et du président de la Troisième République. L'usage de ces sources permettra d'analyser de quelle façon les dirigeants militaires français conçoivent les objectifs du Japon, mais aussi de relever le jugement qu'ils imposent à la

conduite du Japon durant l'intervention. Avec l'appui des documents diplomatiques produits par les ambassadeurs français, il sera possible de diversifier le regard posé sur les événements de l'intervention japonaise et aussi, peut-être, de souligner certains écarts entre les considérations militaires et diplomatiques françaises.

Les documents de l'État-major général comprennent principalement des bulletins d'information sur le Japon, ainsi que des renseignements et de la correspondance de l'attaché militaire français à Tokyo, le commandant Henri de Lapomarède. Ils permettront d'analyser la compréhension des militaires de la situation interne du Japon et, possiblement, de voir quelle influence cette même compréhension peut avoir sur le rapport franco-japonais à la lumière des recommandations, des commentaires et des inquiétudes qui y sont soulignés.

Quant aux archives du Grand Quartier Général, elles se composent avant tout de notes sur la coopération japonaise avec le camp allié en Sibérie. Ces documents serviront à saisir le regard critique des Français et à dénoter comment ceux-ci s'accommodent du Japon comme allié dans l'expédition militaire. Ils permettront de retracer, dans une certaine mesure, la réaction au décalage perçu entre les objectifs annoncés par le Japon et les actions de ses troupes sur le terrain.

Enfin, l'usage unique de la documentation française pour traiter de l'intervention sibérienne présente certaines limites et difficultés. Produites en majorité par des militaires, les sources sélectionnées rendent compte de l'intervention japonaise avec une perspective qui ne s'apparente pas forcément à l'ensemble du gouvernement français. Les opinions avancées par les dirigeants militaires français ne sont pas toujours représentatives de la position du Quai d'Orsay, qui diffère par moment de celle de l'État-major. Les considérations de l'appareil militaire français possèdent certainement leur logique propre⁷³. Dans le contexte de la fin de la Grande Guerre, c'est la nécessité militaire, et spécifiquement la menace

⁷³ Carley, *op. cit.*, p. 34-36.

allemande, qui dicte l'attitude de l'État-major face à la réalisation d'une intervention alliée en Sibérie. Il est donc possible de trouver certaines omissions, simplifications ou exagérations qui reflètent les biais explicites et implicites des auteurs des documents. L'amalgame fréquent entre les bolcheviques et les Allemands produit par exemple une surenchère du rôle joué par les prisonniers de guerre austro-allemands ayant rejoint les rangs de l'Armée rouge. De plus, les sources françaises témoignent du chaos diplomatique général de l'intervention sibérienne. Les États participant à l'expédition agissent chacun en fonction d'un agenda national particulier, souvent tenu secret, et nourrissent une méfiance plus ou moins accrue envers nombre de leurs propres alliés. De fait, l'intervention sibérienne ne parvient jamais à se doter d'une véritable unité militaire et politique. Cette confusion est reflétée à juste titre dans les documents d'archives françaises, parfois même sous la forme de frustrations ouvertement véhiculées par les représentants de Paris.

En tenant compte de ces particularités de contexte ainsi que des limites naturelles du corpus de sources, ce mémoire cherche ainsi à discerner l'interprétation française des objectifs et des motivations du gouvernement et de l'armée japonaise au cours de l'intervention sibérienne. Découlant de cette analyse, il sera possible de relever, à partir de la perception de militaires français qui s'entretiennent avec ses dirigeants ou côtoient parfois même les soldats de l'armée impériale, la conceptualisation nouvelle du Japon comme nation et puissance alliée. Ce regard extérieur sur l'intervention japonaise en Sibérie permettra de surcroît d'en constater les conséquences sur le statut international du Japon qui tente toujours de s'imposer à titre d'égal des puissances impérialistes occidentales. Ainsi, l'objectif de la recherche est d'une part de jeter un nouvel éclairage sur les motifs de l'intervention japonaise et leur évolution à partir de sources peu explorées et d'autre part, de considérer comment celle-ci peut s'inscrire dans le processus d'affirmation du Japon comme nouvelle puissance sur la scène internationale de l'entre-deux-guerres en relevant la dynamique particulière qui s'exécute entre la France et le Japon lors de l'intervention.

Plan du mémoire

Ce mémoire traitera d'abord dans un premier chapitre de la période des négociations s'étirant de novembre 1917 à août 1918. Alors que les bolcheviques s'emparent du pouvoir en Russie et que s'effondre le faible gouvernement provisoire de Kerenski, les puissances alliées se réunissent rapidement pour discuter de la possibilité de procéder à une intervention militaire sur le continent russe. De longs mois de négociations y succèdent et se concluent seulement à la fin de l'été 1918 par le biais d'un accord interallié prévoyant la mise en place d'une opération de secours du « Corps tchécoslovaque de Russie » (*Československé vojsko na Rusi*). Ce chapitre s'attardera ainsi sur l'attitude initiale de la France face à l'intervention japonaise en relevant l'agenda national particulier de Paris qui pousse le pays à encourager l'envoi de troupes en Sibérie à tout prix, de façon à combattre le « germano-bolchevisme » et à rétablir le front de l'Est à la suite du retrait des forces russes. Un second aspect étudiera ensuite, sous la perspective française, l'attitude du Japon vis-à-vis la question sibérienne au moment des négociations. Réticent à s'impliquer dans ce qu'il considère comme une extension de la guerre en Europe, le Japon se démontre à la fois ferme dans son refus de s'engager en Russie d'Europe et hésitant sur les modalités mêmes de l'intervention, trahissant le schisme intérieur qui sévit en politique japonaise entre des factions interventionniste et modérée. La dernière partie de ce chapitre traitera de la conclusion de l'accord interallié du 2 août 1918 et de l'interprétation française de l'adhésion du Japon à celui-ci. La conclusion éventuelle d'un accord interallié fondé sur un plan d'intervention américain donne espoir à la France de voir les modérés du gouvernement japonais l'emporter sur le parti dit « militaire ». Elle demeure optimiste sur le fait que, avec des éléments plus conciliants à la barre, le Japon pourrait se démontrer davantage malléable dans le sens des priorités françaises et, plus largement, européennes.

Le second chapitre de ce mémoire couvrira la période de l'intervention interalliée en Sibérie depuis ses débuts en août 1918 jusqu'à sa fin officieuse en avril 1920, lorsque l'ensemble des troupes alliées à l'exception des forces japonaises quittent la Russie. Rapidement, le Japon instrumentalise le cadre interallié et fait transition vers une action militaire antibolchevique qu'il rattache expressément à ses ambitions impérialistes en Extrême-Orient. La première partie de ce chapitre exprimera donc les frustrations particulières de la France à l'égard de l'état discordant de la diplomatie japonaise et de l'action concrète de ses militaires sur le territoire russe. On dénote déjà le dépassement des limites prescrites par le cadre interallié, ainsi qu'une tendance à vouloir apaiser l'opinion internationale par des réassurances diplomatiques auxquelles le Japon ne donne pas suite. Ensuite, l'ingérence politique du Japon dans les affaires intérieures sibériennes sera analysée plus en profondeur. La France soupçonne notamment l'État-major japonais de vouloir encourager les séparatismes en Russie afin de morceler le territoire russe et d'y installer une série de gouvernements faibles qui seraient aisément dominés par le Japon. C'est finalement le rapport diplomatique entre le Japon et les Alliés qui sera étudié, alors que la rivalité nippo-américaine émerge, exacerbée, au cœur de l'intervention sibérienne.

Le troisième chapitre, enfin, adressera la phase de l'intervention japonaise unilatérale en Russie extrême-orientale. Succédant au départ des troupes alliées en avril 1920, les forces japonaises persistent dans leur occupation d'une partie de la Russie extrême-orientale jusqu'en octobre 1922, ainsi que du nord de l'île Sakhaline jusqu'en 1925. Le passage vers une intervention unilatéralement japonaise concrétise de ce fait l'abandon du cadre et des objectifs interalliés au profit d'une action politique et militaire rattachée aux intérêts de l'Empire japonais. Ce chapitre soulèvera d'abord les efforts du gouvernement japonais pour redéfinir l'intervention sibérienne, qui ne peut plus s'appuyer sur aucune légitimité conférée par un cadre interallié. L'expédition est officiellement repensée comme une opération militaire axée sur la protection des frontières de l'Empire et de ses ressortissants en Extrême-

Orient. La section suivante traitera d'une part de la position ambiguë de l'intervention sibérienne dans la politique étrangère japonaise et de ses impacts sur son intégration au système international selon la perspective française. D'autre part, la crise de l'impérialisme japonais y sera étudiée comme conséquence de l'expédition en Russie, dans le contexte transformé de la fin de la guerre et de la popularité descendante des institutions militaires au sein même de la population japonaise. Finalement, le chapitre conclura sur l'analyse de l'intervention sibérienne et de son importance dans l'ascension du Japon comme puissance impérialiste sur la scène internationale au début du 20^e siècle. L'intervention sibérienne exprime de façon précoce la nouvelle dynamique régionale ainsi que les rivalités impériales qui vont ponctuer l'espace asiatique redéfini de l'entre-deux guerres.

CHAPITRE I

LES NÉGOCIATIONS ALLIÉES (NOVEMBRE 1917 – AOÛT 1918)

La montée au pouvoir des bolcheviques au début de novembre 1917 est accueillie par les nations alliées membres de l'Entente avec effarement. Pour les agents de la France en Russie, le renversement du gouvernement provisoire issu de la Révolution de février n'est pas une surprise. Faible et impopulaire, il devait négocier chacune de ses politiques, notamment avec l'armée qui est profondément démoralisée et indisciplinée. Si la chute du gouvernement de Kerenski était anticipée, le coup d'État du 7 novembre par les bolcheviques ne l'est pas. Ouvertement pacifistes, leur arrivée au pouvoir semble sonner le glas de la participation russe à la Première Guerre mondiale. Or, pour le gouvernement français, préoccupé par la perspective de l'effondrement total du front de l'Est, la Révolution d'octobre n'est rien de moins qu'une catastrophe⁷⁴. Dans les premiers mois suivant le changement de régime, la France adopte, à l'instar de la Grande-Bretagne, une politique double et contradictoire vis-à-vis le nouveau gouvernement dirigé par les bolcheviques. Conscient que ce dernier représente à ce moment l'unique élément d'autorité politique tangible en Russie, le gouvernement

⁷⁴ Carley, *op. cit.*, p. 18-19.

français tente à la fois de ne pas aliéner entièrement les bolcheviques et d'encourager secrètement des factions locales hostiles qui pourraient éventuellement constituer une force d'opposition concrète⁷⁵. Dès le début du mois de décembre, le ministère des Affaires étrangères français met à disposition d'agents, soit le diplomate Saint-Aulaire et le général Berthelot, un fond de crédits illimités pour constituer une résistance militaire dans le sud de la Russie dans le but de rétablir l'ordre et de former un gouvernement « légal ». L'idée, telle que formulée par le ministre des Affaires étrangères Pichon, est alors de faire contre-poids à l'anarchie présidée par les autorités bolcheviques au nord et dans le centre de la Russie⁷⁶.

De façon parallèle, l'idée d'organiser une intervention militaire en Russie apparaît rapidement au sein des négociations interalliées suivant la prise de pouvoir des bolcheviques. La question d'une expédition japonaise est soulevée lors de la conférence interalliée à Paris en décembre 1917 et est aussitôt appuyée par les gouvernements français et britannique⁷⁷. L'enthousiasme de la France à l'égard d'une expédition japonaise en Sibérie persiste tout au long des négociations. Dans un contexte de rivalité croissante nippo-américaine en Asie et dans le Pacifique, les États-Unis se méfient de la participation du Japon dans cette entreprise. La France, préoccupée par la nécessité de continuer la guerre en Europe et inquiète de la situation russe, se range avec ferveur derrière la possibilité d'une intervention japonaise, même unilatérale, en Sibérie.

Ainsi ce chapitre s'intéresse-t-il à la période contenue entre la montée au pouvoir des bolcheviques en novembre 1917 et le début officiel de l'intervention sibérienne en août 1918 dans le but d'y relever le point de vue français sur les négociations encadrant la mise en place de l'intervention japonaise et interalliée en Sibérie. L'analyse s'attardera d'abord sur l'attitude française face à la possibilité d'une expédition militaire en Sibérie, de façon à

⁷⁵ Carley, *op.cit.*, p. 18-19.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 26.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 48.

mettre en relief les priorités de la France dans le contexte de la guerre qui fait rage en Europe, mais aussi le point de vue de ses logiques impériales qui la poussent à poursuivre ses intérêts en Russie et en Extrême-Orient. La seconde partie de ce chapitre précisera ensuite l'attitude de Tokyo vis-à-vis de la question russe et de l'expédition sibérienne, tel que comprise par les Français. Aux yeux de ceux-ci, la position des Japonais, qui souhaitent avant tout de protéger des intérêts de leur empire en Extrême-Orient, fait de l'intervention sibérienne une inévitabilité. Hissée comme fait, cette considération devient un argument de premier ordre dans la diplomatie interalliée menée par les Français pour précipiter une intervention militaire en Sibérie. Enfin, en s'attardant sur les modalités de l'accord interallié passé en août 1918, l'analyse relèvera les soupçons latents du gouvernement français quant à la participation du Japon, accusé de vouloir profiter des déclarations vagues de l'accord pour jouer leur propre jeu. Il décrira également son espoir persistant, sinon naïf, d'orienter l'intervention japonaise dans le sens des priorités françaises, en les conduisant notamment à étendre leur action jusqu'en Russie d'Europe. L'objectif de ce chapitre est donc de démontrer que si la France reconnaît que le Japon privilégie ouvertement les intérêts de son empire au cours des négociations sur la question de l'intervention sibérienne, il y a malgré tout une tentative de réorienter celle-ci en fonction des priorités françaises (et plus largement, européennes) à travers l'encadrement de l'expédition par les nations alliées.

1.1 La France dans l'urgence de la guerre

Peu après le coup d'État bolchevique, les puissances de l'Entente se réunissent au cours d'une conférence le 29 novembre 1917 pour traiter du « problème russe ». Les représentants français y proposent le « plan Foch », un projet d'intervention interalliée en Russie qui serait

dirigée par le Japon et les États-Unis et dont l'objectif premier serait de prendre possession du Transsibérien, de Vladivostok à Moscou⁷⁸. Sûre de ses moyens de transport, la coalition alliée pourrait ensuite se diriger vers l'ouest, au-delà de l'Oural, pour se joindre aux troupes roumaines et reconstituer ainsi le front oriental⁷⁹. Si le plan Foch est rejeté sans équivoque, l'idée d'une éventuelle intervention en Russie continue de germer au sein de l'Entente et les négociations continuent durant les mois qui suivent. La France, tout particulièrement, finit par donner à l'intervention une valeur de nécessité, y voyant la seule solution viable à la menace de l'expansion allemande qui pèse sur une Russie au bord de l'effondrement⁸⁰. De ce fait, la formulation du Plan Foch répond essentiellement aux préoccupations les plus pressantes du gouvernement français concernant la situation en Russie.

À la fin de l'année 1917, la France ne croit plus aux capacités de l'armée russe de reconstituer de façon autonome le front de l'Est. L'arrivée au pouvoir des bolcheviques en novembre, perçu comme le point culminant de l'effondrement militaire de la Russie, consacre cette vision pessimiste⁸¹. La perspective de la désintégration de la Russie fait craindre d'une part le transfert massif de troupes austro-allemandes depuis le front de l'Est à l'ouest du théâtre de guerre. D'autre part, le spectre de la « pénétration allemande », facilitée par l'anarchie régnante et par la présence d'un grand nombre de prisonniers de guerre austro-allemands en Russie, semble menacer le territoire russe. Les bolcheviques ne tardent pas à être identifiés par les puissances alliées comme des agents des Empires centraux. Dans un rapport transmis à Clémenceau en mars 1918, le commandant Pichon, en mission en Sibérie en janvier-février 1918, affirme que la question des prisonniers ennemis est urgente, car ceux-ci auraient déjà accompli la pénétration économique de la Sibérie en s'y installant de manière durable. Ils offrent leur labeur pour remplacer les hommes russes partis sur le front ou tués au combat et

⁷⁸ Morley, *op. cit.*, p. 32-33.

⁷⁹ Dunscomb, *op. cit.*, p. 36.

⁸⁰ Moffat, *op. cit.*, p. 116-117.

⁸¹ Carley, *op. cit.*, p. 17.

participent à la vie civile et politique sibérienne, la majorité étant gagnée à la propagande bolchevique. La conquête de la Sibérie par les bolcheviques signifierait donc la perte de celle-ci aux mains des Allemands qui seraient libres d'y étendre leur influence et d'exploiter ses ressources⁸². De ce fait, la crainte de cette alliance entre les bolcheviques et l'Allemagne, concrétisée par les prisonniers de guerre qui se joindraient à un rythme alarmant aux forces de l'armée rouge, est régulièrement soulignée dans les rapports des officiers français déployés dans la région⁸³. Amalgame du bolchevisme et du danger allemand, la peur du « germano-bolchevisme » agit comme justification majeure au cours des négociations interalliées en faveur d'une intervention militaire en Russie.

De façon globale, les priorités de la France sont reliées à la guerre en Europe, l'intervention s'offrant comme la meilleure solution à la poursuite efficace de la lutte contre les Empires centraux à l'est. Les sources produites par l'État-major général français et ses agents, les attachés-militaires déployés dans les ambassades et légations françaises de Pékin, Tokyo et Londres pour ne nommer que celles-ci, reflètent ce souci vital de reconstituer le front oriental et d'empêcher la Russie de tomber aux mains de l'Allemagne. Néanmoins, ces documents, sur lesquels se basent principalement ce mémoire, vont généralement prioriser les objectifs militaires français et tendent à négliger les autres préoccupations du gouvernement français qui dépassent la seule question de la conduite de la guerre. La question de la dette russe, par exemple, devient rapidement un souci majeur pour la France. En 1919, celle-ci est estimée par Clémenceau à près de 20 milliards de francs or⁸⁴. Déjà, à la fin de novembre 1917, des rumeurs courent sur l'annulation possible de l'ensemble des dettes tsaristes par les

⁸² Service historique de la Défense (SHD), 6N130, « Rapport du Commandant Pichon sur la situation politique et militaire en Sibérie: Bolcheviks et prisonniers de guerre Austro-Allemands », Lapomarde à Clémenceau, 18 mars 1918.

⁸³ Voir par exemple les rapports du capitaine Paul Pellet, attaché militaire adjoint à la Légation française en Chine et commissaire délégué auprès du cosaque Semenov : SHD, 6N130, « Les possibilités actuelles d'action anti-bolshevik et allemande en Sibérie », Pellet à Clémenceau, 17 février 1918 ; 6N310, « Combat de Daouria », Pellet à Clémenceau, 1 mars 1918.

⁸⁴ Patrice Morlat, *Indochine années vingt : le balcon de la France sur le Pacifique (1918-1928)*, Paris, Les Indes Savantes, 2001, p. 56.

bolcheviques ; en décembre 1917 ceux-ci interdisent les transactions et les paiements de coupons sur les emprunts franco-russes. S'étant cruellement endettée au cours de la guerre auprès de ses alliés, la France ne peut pas supporter le poids de la dette russe en plus de la perte de ses intérêts financiers en Russie. Ce souci n'est toutefois pas reflété de manière égale parmi les différentes instances de la République française. En outre, dans les premiers mois qui suivent la révolution bolchevique, une légère division apparaît au sein du gouvernement entre l'État-major et le Quai d'Orsay. Alors que le premier préconise la poursuite de la guerre contre l'Allemagne à tout prix, le second s'oppose en tout point aux bolcheviques et se montre farouchement hostile à tout rapprochement avec ceux-ci⁸⁵. Au moment où la France joue une politique double à l'égard des bolcheviques, c'est le Quai d'Orsay en particulier qui répugne toute coopération. Lorsque Trotsky réclame une aide alliée pour organiser l'armée rouge contre l'Allemagne, le Quai d'Orsay y voit seulement la menace d'une armée révolutionnaire contre les intérêts français en Russie⁸⁶. La situation financière de la France vient aussi justifier l'enthousiasme du gouvernement devant la possibilité d'une intervention militaire en Sibérie, Clémenceau se montrant notamment un franc partisan de la question⁸⁷.

Le choix de la Sibérie comme terrain principal d'une potentielle intervention militaire en Russie s'impose avec une relative évidence. Parmi les forces de l'Entente, il n'y a que le Japon et les États-Unis qui détiennent suffisamment de ressources pour mettre au point une intervention militaire d'envergure en Russie. Il s'agit de deux puissances du Pacifique qui trouveraient un accès relativement facile en Sibérie, et qui pourraient répondre à l'urgence de la situation en se mobilisant rapidement. De plus, une intervention dans la région permettrait d'assurer la protection des ressources naturelles de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe, ainsi que d'empêcher le matériel de guerre stocké à Vladivostok de passer aux mains des Allemands. Selon un rapport traduit du consul britannique à Vladivostok, c'est la

⁸⁵ Carley, *op. cit.*, p. 27.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 33-34.

⁸⁷ Morlat, *op.cit.*, p. 56.

piètre performance de l'administration du Transsibérien combinée à l'insuffisance de matériel roulant au cours de la guerre qui a permis une accumulation dramatique du matériel de guerre dans le port de Vladivostok⁸⁸. Le rapport souligne également l'importance du Transsibérien pour l'effort de la guerre allié comme voie de communication majeure permettant le transport de marchandises et des armements vers la Russie d'Europe⁸⁹. Sans surprise, la question du chemin de fer sibérien reste un enjeu de premier ordre au cours des négociations, puis de l'intervention militaire en Russie. Le contrôle de son administration devient rapidement un point de contention entre les diverses nations qui participent à l'expédition.

Carley considère que la Sibérie devient le point focal de la politique russe de la France à l'été 1918, à la suite du soulèvement des troupes tchécoslovaques circulant le long du Transsibérien contre l'Armée rouge⁹⁰. L'entrée en scène de la légion tchécoslovaque en Sibérie a pour conséquence d'y entraîner l'expédition militaire en lui donnant sa justification première, soit le sauvetage de ses troupes. Toutefois, la Sibérie fait l'objet d'un intérêt particulier chez les Français dès le début des négociations entourant la question d'une intervention en Russie. Un rapport rédigé en février 1918 par le capitaine Pelliot présente une analyse des possibilités d'actions militaires antibolcheviques en Sibérie. Affirmant l'importance de fermer l'accès aux Allemands à la Sibérie, en particulier à sa partie occidentale riche en ressources naturelles, il souligne que la situation actuelle en Russie est un problème « essentiellement sibérien »⁹¹. La population sibérienne a peu à gagner auprès des bolcheviques, estime-t-il, et l'influence de ceux-ci est dispersée ; il n'existe qu'un nombre minimal de centres bolcheviques possédant une organisation militaire

⁸⁸ SHD, 6N155, « Situation à Vladivostok », La Panouse à Clémenceau, 24 novembre 1917, p. 7.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 1.

⁹⁰ Carley, *op. cit.*, p. 71.

⁹¹ SHD, 6N130, « Les possibilités actuelles d'action anti-bolshevik et allemande en Sibérie », Pelliot à Clémenceau, 28 février 1918, p. 2.

d'importance⁹². En appuyant des éléments sibériens locaux antibolcheviques, notamment les troupes cosaques de Grigori Semenov (1890-1946) qui constituent à ce moment le principal centre d'opposition en Sibérie orientale, il serait possible pour les Alliés de réorganiser l'arrière en un gouvernement autonome sibérien qui supporterait la reconduction de l'assemblée constituante dissoute par la force⁹³. Pelliot voit donc dans la situation particulière de la Sibérie un point d'entrée pour les Alliés qui assisteraient à la dislocation de la Russie en favorisant la création d'une organisation autonome sibérienne. Celle-ci serait nominalement russe, mais la réalité du pouvoir serait entre les mains de commissaires alliés, les seuls jugés capables à rétablir l'ordre en Russie. Une telle formation en Sibérie pourrait aussi influencer les événements en Russie d'Europe en contribuant au « retour à l'ordre » et à la liquidation de l'anarchie bolchevique, ou du moins s'agit-il de l'espoir peu convaincu que Pelliot nourrit à cet égard⁹⁴.

Alors que la proposition du plan Foch illustre bien le désir latent de la France « d'eupéaniser » la question sibérienne, cette volonté se transforme à mesure que se développe la situation en Russie. Au tout début des négociations, la Sibérie fait office de tremplin vers la Russie d'Europe. Les considérations de l'État-major français évoluent toutefois en parallèle avec la situation en Russie, suivant les rapports de ses agents en Sibérie. Les constats de Pelliot et Pichon, par exemple, font état d'une situation dramatique sur la montée du « germano-bolchevisme », lequel aurait déjà contaminé la Russie d'Europe au point d'en faire une cause perdue à la faveur des Alliés⁹⁵. Aussi la conception de l'intervention sibérienne change-t-elle progressivement pour supporter un type d'opération

⁹² SHD, 6N130, « Les possibilités actuelles... », *op. cit.*, p.2.

⁹³ *Ibid.*, p. 14-16.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 2.

⁹⁵ SHD, 6N130, « Les possibilités actuelles... », *op.cit.* ; SHD, 6N130, « Rapport du Commandant Pichon... », *op. cit.*

qui attirerait les troupes alliées le plus à l'ouest possible, dans l'espoir toujours latent de reconstituer le front oriental.

Quant à la forme de l'intervention, le gouvernement français privilégie sans contredit une expédition militaire interalliée. N'ayant que peu de ressources à disposer pour une intervention en Sibérie, c'est en insistant sur le caractère interallié de celle-ci que la France espère s'y tailler une position du premier plan. La légion tchécoslovaque, dont le commandement est assuré par un officier français, devient à partir de l'été 1918 le conduit principal par lequel la France maintient son influence, à bien des égards, nominale, au sein de l'expédition sibérienne⁹⁶.

Néanmoins, la France ne se fait que peu d'illusions sur l'identité des principaux protagonistes de l'affaire : toute intervention des puissances alliées en Sibérie serait au mieux une action partagée entre le Japon et les États-Unis, agrémentée de petits contingents alliés dont la présence serait tout au plus symbolique. Le refus péremptoire des États-Unis complique cependant les négociations interalliées qui se déroulent dans un contexte où la domination américaine pèse déjà sur le système international qui se dessine à l'aube de la défaite allemande.

Quant au Japon, à peine plus flexible, son refus préliminaire fait place dans les premiers mois de 1918 à une conception de l'intervention qui serait unilatéralement japonaise et qui se limiterait à la Sibérie orientale⁹⁷. Il ne s'agit pas d'une formule que la France favorise, mais celle-ci est tout de même prête à accepter une intervention qui serait uniquement japonaise, pour autant que des forces alliées soient déployées en Russie. Les réserves de ses dirigeants sont largement tronquées par l'urgence perçue de la situation. La France fait même pression

⁹⁶ Carley, *op. cit.*, p. 78. Voir aussi SHD, 16N3060, « Rapport fait au Ministre. Analyse au sujet de l'envoi du Général Janin à Vladivostok », remis à Clémenceau, juillet 1918.

⁹⁷ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie du point de vue politique », Lapomardède à Clémenceau, 15 janvier 1919.

sur le gouvernement américain pour obtenir son adhésion sans conditions à l'intervention japonaise. Dans son impatience de parvenir à une entente sur la question, la France ne s'attarde pas sur la conduite du Japon, mais blâme avant tout la « lenteur britannique » et la « mauvaise volonté américaine » qui auraient toutes les deux retardées la mise en place de l'intervention à un niveau qu'on juge bientôt inacceptable⁹⁸.

En outre, l'aisance relative avec laquelle la France accepte l'idée d'une intervention japonaise sous toutes ses formes, y compris unilatérale, ne s'explique pas uniquement par le caractère alarmiste de sa politique étrangère en Russie. Il est nécessaire de remettre en perspective l'attitude de la France face au Japon, et au rôle joué par celui-ci dans la guerre, pour comprendre pleinement la nature de cet enthousiasme. Au déclenchement du premier conflit mondial, le Japon prend position du côté de l'Entente et entre en guerre contre l'Allemagne. Il effectue alors une série de courtes opérations militaires dans le Pacifique et en Extrême-Orient qui visent à s'emparer des possessions allemandes dans la région, mais refuse de s'engager au-delà de l'Asie. La somme de la participation japonaise à la guerre se résume donc, en 1917, à quelques altercations avec des forces coloniales allemandes, culminant avec leur expulsion et l'occupation subséquente par le Japon de territoires en Chine (le port de Qingdao, dans la province de Shandong) et dans le Pacifique (les îles Mariannes et Carolines, ainsi qu'à du patrouillage dans les eaux méditerranéennes pour y chasser les sous-marins allemands⁹⁹. Malgré cela, la France espère depuis 1914 voir un engagement plus poussé des troupes japonaises dans le conflit. Clémenceau lui-même s'évertue d'obtenir le déploiement de soldats japonais en Europe en chargeant Delcassé, alors ministre des Affaires étrangères, de négocier avec le Japon en ce sens en octobre 1914¹⁰⁰. La question de la participation du Japon à la guerre ne reste donc pas lettre morte à la suite de ses opérations en Asie. Il est peu

⁹⁸ SHD, 16N3060, « Note pour Monsieur le Président du Conseil. Au sujet de l'intervention japonaise », remis à Clémenceau, 6 avril 1918.

⁹⁹ Dickinson, *op. cit.*, p. 2.

¹⁰⁰ Morlat, *op. cit.*, p. 51.

surprenant que trois années plus tard, le président du conseil Clémenceau, appuyé cette fois de Stephen Pichon qui prend le poste de ministre des Affaires étrangères en 1917, championne la cause d'une intervention militaire japonaise en Sibérie¹⁰¹.

Les discussions qui s'engagent tournent aussi autour de l'Indochine. Le dossier des tarifs douaniers est ouvert : le gouvernement français envisage la possibilité de réduire les frais de douane imposés au Japon en les fixant au niveau préférentiel déboursé par la métropole. Cette proposition est aussi renchérie de la promesse d'une aide financière pour aider au développement économique de la Corée et de la Mandchourie réalisé sous contrôle japonais. De façon extraordinaire, la cession hypothétique de l'Indochine au Japon dans le cas où celui-ci promettrait un envoi massif de troupes en Europe est même suggérée au sein du Conseil des ministres. Delcassé affirme toutefois au retour de négociations que cette préoccupation n'a pas lieu d'être puisque le Japon ne convoite pas l'Indochine, mais qu'il se contenterait d'une révision des tarifs douaniers¹⁰².

Néanmoins, la montée en puissance du Japon au tournant du 20^e siècle fait partie d'une série d'événements qui inquiète l'administration coloniale française. Au début de la guerre, la France détient une place de premier plan dans le Pacifique. L'Indochine française en constitue le centre, englobant alors la colonie de la Cochinchine, les protectorats d'Annam, du Tonkin, du Laos et du Cambodge, ainsi que le territoire à bail de Guangzhouwan dans le Guangdong¹⁰³. La France possède aussi des intérêts non-négligeables en Chine, notamment dans la province du Yunnan, ce qui l'amène à voir d'un œil méfiant les avancées de plus en plus agressives du Japon sur le territoire chinois. Par ailleurs, la guerre permet d'accroître la présence japonaise non seulement en Chine avec l'occupation de territoires allemands au Shandong, mais aussi en Indochine, lorsque le Japon ancre son influence dans le Yunnan

¹⁰¹ Yamasaki, *loc. cit.*, p. 95.

¹⁰² Morlat, *op. cit.*, p. 51.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 43.

limitrophe à partir de 1916¹⁰⁴. Le gouvernement général de l'Indochine s'inquiète donc des visées japonaises, appréhendant la possibilité de voir les Japonais s'immiscer dans les affaires internes de la colonie. Il s'agit d'un point de vue qui n'est pas partagé par le Quai d'Orsay. Ce dernier voit les manœuvres japonaises comme typiques pour la politique étrangère du Japon qui vise avant tout la Chine¹⁰⁵. Cette lecture de la situation est peut-être naïve, mais elle témoigne de l'importance que le Quai d'Orsay accorde au Japon en tant qu'allié dans la guerre, ainsi que de son désir évident de le voir s'engager militairement en Europe.

Dès février 1915, le cabinet du premier ministre Ôkuma Shigenobu élimine toute possibilité d'intervention japonaise en Europe¹⁰⁶. Ce refus ne vient toutefois pas tarir l'intérêt du gouvernement français à l'égard d'une aide militaire quelconque de la part du Japon. Des documents de l'État-major français montrent qu'on continue en effet d'envisager la possibilité d'une intervention japonaise sur différents théâtres de guerre. Une analyse produite en novembre 1916 fait état des avantages à la fois pour l'Entente et pour le Japon à mettre en place une intervention militaire japonaise en Europe, affirmant entre autres qu'un tel acte permettrait au pays de consacrer sa position de grande puissance sur la scène internationale¹⁰⁷. Une note sur la coopération japonaise datant de septembre 1917 souligne le caractère positif et désirable d'une intervention japonaise que l'on imagine comme le déploiement de troupes en tant que force d'appoint sur des fronts déjà ouverts¹⁰⁸. Le risque de voir le Japon s'infiltrer dans les affaires européennes, ou réclamer des avantages préjudiciables aux intérêts de l'Entente est soulevé, mais l'aide militaire qui serait apportée est jugée plus bénéfique à la cause des Alliés. Une coopération militaire concrète aurait pour avantage de « [consacrer] la ruine du prestige allemand en Extrême-Orient et de [consolider]

¹⁰⁴ Morlat, *op. cit.*, p. 52.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 54-55.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 51.

¹⁰⁷ SHD, 6N188, « Notes sur l'intervention japonaise en Europe », Le Rond à Clémenceau, 9 novembre 1916, p. 2.

¹⁰⁸ SHD, 16N3021, « Note sur la coopération japonaise », 29 septembre 1917, p. 6-7.

l'union de l'Entente avec le Japon »¹⁰⁹. Ainsi, l'attitude du gouvernement français envers la possibilité d'une intervention japonaise en Sibérie s'inscrit-elle dans une lignée similaire, lignée qui voit l'expédition en Russie comme un prolongement des opérations de la Grande Guerre.

1.2 Une opportunité qui divise le Japon

Au Japon, les nouvelles sur les bouleversements politiques survenus en novembre 1917 en Russie sont reçues avec un mélange d'inquiétude et d'anticipation. La mouvance bolchevique apparaît rapidement comme une menace pour les intérêts économiques et politiques de l'Empire japonais, qui voit ressurgir le spectre de la rivalité russo-japonaise et appréhende l'éclatement du fragile équilibre acquis en Extrême-Orient depuis le début de la Grande Guerre. En contrepartie, l'effondrement de toute instance centralisatrice en Sibérie dans la foulée de la Révolution d'octobre crée un vide politique que le Japon voit comme une opportunité pour faire valoir ses intérêts en Sibérie orientale et dans l'Extrême-Orient russe. Le dilemme se pose alors, à savoir s'il faut malgré tout ménager les bolcheviques en les supposant vainqueurs de la guerre civile, ou s'il faut plutôt se mêler du conflit en s'opposant à ceux-ci dans le but de s'arroger des territoires supplémentaires en Russie d'Asie¹¹⁰. Du point de vue français, le caractère intéressé de la position japonaise apparaît évident : peu concerné par les affaires européennes, le Japon ne cache pas que les préoccupations à la base de sa politique étrangère relèvent avant tout de l'Asie. Alors que le Japon déclare se ranger derrière l'Entente en ce qui concerne l'attitude à adopter vis-à-vis la nouvelle conjoncture en

¹⁰⁹ SHD, 16N3021, « Note sur la coopération japonaise », *op. cit.*, p. 1.

¹¹⁰ Morley, *op. cit.*, p. 36-37.

Russie, il estime que la question sibérienne est directement reliée à ses intérêts particuliers¹¹¹. Il se réserve ainsi le droit d'intervenir en Russie d'Asie dans la mesure où il s'agirait de défendre les frontières de l'Empire japonais et son « périmètre de sécurité », ou encore de « ramener l'ordre » en Extrême-Orient. De ce fait, la France considère que l'intervention japonaise en Sibérie est inévitable au vu de l'avancée continue des bolcheviques. Le Japon prendra pour excuses les torts subis par ses ressortissants aux mains de ceux-ci pour préparer un débarquement unilatéral en Sibérie orientale auquel les Alliés ne pourront s'opposer¹¹². Cette supposition devient en soi un argument pour précipiter une intervention interalliée en Sibérie. Puisque l'implication militaire du Japon leur apparaît inéluctable, il est nécessaire aux yeux des Français de l'encadrer par le biais de troupes alliées pour empêcher que l'intervention sibérienne ne réponde qu'aux intérêts de Tokyo.

Un rapport daté du 15 janvier 1919 et produit par le commandant Lapomardè, attaché militaire au Japon, fait un bref historique de l'intervention japonaise en Sibérie. L'étape des négociations est divisée en trois points, correspondant chacun à une position différente adoptée par le Japon au cours des mois précédant l'intervention. De novembre à décembre 1917, la réponse initiale de celui-ci est de refuser toute idée d'expédition militaire en Sibérie. Le Japon ne souhaite déployer aucune troupe hors de l'Asie, et seulement dans le cas où ses intérêts seraient directement menacés. Les arguments soulevés sont identiques à ceux utilisés pour justifier la qualité restreinte de leur participation à la Grande Guerre : une expédition sibérienne serait trop coûteuse et trop compliquée sur le plan logistique, et le Japon ne pourrait pas fournir la totalité des ressources nécessaires à son exécution. De même, l'idée de recevoir de l'aide matérielle ou de se contenter d'envoyer un petit contingent au sein d'une intervention interalliée aurait pour conséquence de reléguer le Japon au rang de puissances

¹¹¹ SHD, 6N188, Télégramme n°17, Regnault, 14 janvier 1918.

¹¹² SHD, 7N709, « Les possibilités actuelles d'action anti-bolchevik et anti-allemande en Sibérie », *op. cit.*

de second ordre, en opposition avec le rôle alors revendiqué par celui-ci sur la scène internationale¹¹³.

Cette position reflète, d'une part, la connexion qui se crée entre les opérations du conflit mondial et l'intervention sibérienne qui se prépare. Puisque le Japon perçoit cette dernière comme une extension de la guerre, le déploiement de troupes japonaises en Sibérie est également considéré dans le contexte de la participation du Japon à la Grande Guerre. Dans son étude de l'opinion publique japonaise, Paul E. Dunscomb soulève d'ailleurs que l'opposition publique à l'intervention japonaise en Sibérie est principalement fondée sur le refus de voir le pays s'engager en tant que belligérant à part entière dans la guerre mondiale¹¹⁴. D'autre part, c'est la volonté d'être reconnu en tant que grande puissance qui se démarque de l'argumentation du Japon. Celui-ci revendique le nouveau statut qu'il a acquis depuis le début du siècle, soit celui de nation alliée égale aux puissances occidentales. D'emblée, ce n'est pas en tant que force d'appoint que le Japon conçoit participer aux opérations en Sibérie, mais en tant que puissance de premier plan. Du point de vue français, le reproche fait au Japon sur la question est le même que celui sur la participation japonaise à la guerre : on y voit une approche biaisée, tournée vers l'Asie et concentrée sur la défense des intérêts du gouvernement impérial. Lapomarède souligne dans son rapport que si le Japon honore sans contredit le contenu de ses alliances, il ne s'intéresse à la guerre mondiale que dans le cas où il risquerait d'en subir les conséquences¹¹⁵.

Par la suite, au début de l'année 1918, le gouvernement impérial modifie sa position en acceptant dorénavant le principe d'intervention, à condition que celle-ci soit unilatéralement japonaise. Inquiet de la propagation du bolchevisme en Sibérie, véhiculé le long du Transsibérien par le biais de régiments démobilisés, ainsi que des pourparlers entamés entre

¹¹³ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie du point de vue politique », Lapomarède à Clémenceau, 15 janvier 1919, p. 1.

¹¹⁴ Dunscomb, *op. cit.*, p. 48.

¹¹⁵ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie... », *op. cit.*, p.1.

le nouveau régime russe et les puissances germaniques, le Japon commence à y voir un danger sérieux pour l'Extrême-Orient. Tout du moins, c'est le point de vue véhiculé par ce que les documents français identifient comme le « parti militaire », soit la faction interventionniste « pro-Asie » représentée entre autres par Uehara Yûsaku (1856-1933), chef de l'État-major et ministre de la Guerre, et son vice-chef, Tanaka Giichi (1864-1929)¹¹⁶. Ce dernier insiste sur la menace représentée par le bolchevisme si celui-ci s'étendait jusqu'aux portes de la Chine et du Japon, de façon à justifier une nouvelle guerre en Asie qui serait largement avantageuse pour l'Empire¹¹⁷. En outre, les membres de l'Entente ont la conviction grandissante que les bolcheviques ne sont pas solidement implantés en Sibérie, mais qu'ils représentent seulement le groupe le plus uni, et qu'une résistance sérieuse pourrait les renverser sans trop de difficulté. Au mois de décembre, des troupes chinoises stationnées à Harbin, en Mandchourie, se sont opposées à deux régiments bolcheviques et les ont désarmés avec une facilité relative, un incident qui, aux yeux de Français, a semblé témoigner de la faiblesse apparente du bolchevisme en Asie¹¹⁸.

Le déploiement de croiseurs japonais et anglais, ainsi que d'un bateau américain, au début du mois de janvier 1918 dans le but d'assurer la protection du matériel de guerre stocké à Vladivostok, donne un certain espoir à la France de voir l'intervention japonaise débiter enfin à la suite de cette initiative conjointe des Alliés. S'imaginant un débarquement qui donnerait suite à une intervention locale, puis à une expédition militaire d'envergure sur le territoire sibérien, la France est vite déçue par les hésitations continues du gouvernement impérial. Ce dernier ne voit pas encore la situation en Russie comme une menace immédiate pour l'Extrême-Orient¹¹⁹. Bien que le Japon fasse preuve d'inquiétude envers le bolchevisme et qu'il conçoive la « trahison russe » comme une chose inévitable, les déclarations du

¹¹⁶ Dunscomb, *op. cit.*, p. 24.

¹¹⁷ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie ... », *op.cit.*, p. 4.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 3.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 3-4.

premier ministre Terauchi Masatake (1852-1919) et du ministre des Affaires étrangères Motono Ichirô (1862-1918) ne diffèrent pas beaucoup du refus initial : une intervention n'est envisagée que dans le cas où la sécurité de l'Empire serait menacée¹²⁰. Il y a toutefois davantage d'ouverture sur le principe même d'intervention. Motono insiste par exemple sur la responsabilité du Japon comme gardien de la paix en Extrême-Orient, ainsi que sur la nécessité d'être prêt à tout sacrifier pour remplir cette mission, et estime qu'une intervention serait parfaitement envisageable si les bolcheviques en venaient à s'approprier le Transsibérien¹²¹. Une position qui se veut plus concrète, mais qui se refuse encore à y inclure la coopération des forces alliées.

Désireux de se ranger derrière les autres membres de l'Entente, le Japon entend partager la position de ses Alliés dans la conduite à adopter vis-à-vis de la Russie. Les puissances occidentales, en particulier la France et la Grande-Bretagne, ont davantage intérêt à défendre la Russie, et par extension la survie du front oriental, alors que le Japon ne se considère directement impliqué que dans le cas sibérien¹²². Dans cette même logique, le vicomte Motono insiste auprès des représentants alliés pour que l'Entente se dote d'une ligne de conduite spécifique à suivre s'il advenait qu'une paix séparée soit conclue entre la Russie et l'Allemagne. Le Japon jugeait déjà avec scepticisme la politique double de ses alliés à l'égard des bolcheviques, alors que la France et l'Angleterre jonglaient toutes deux entre négociations conciliatrices et encouragement des factions antibolcheviques¹²³. En insistant sur le besoin de se munir d'une politique unanime à suivre en cas du désengagement militaire de la Russie, que le Japon juge imminent, le gouvernement impérial se tarde de voir une opposition alliée unifiée envers le nouveau régime russe. Cette position se traduit dans le contexte de l'intervention par le désir de recevoir un mandat allié pour agir au nom de

¹²⁰ SHD, 6N188, Télégramme n°26-27, Regnault, 23 janvier 1918.

¹²¹ SHD, 6N188, Télégramme n°19, Regnault, 15 janvier 1918; SHD, 6N188, Télégrammes n°26-27, *op. cit.*

¹²² SHD, 6N188, Télégramme n°17, Regnault, 14 janvier 1918.

¹²³ *Ibid.*

l'Entente en Sibérie et ce, malgré le refus persistant du Japon de faire de l'intervention une opération interalliée. Avant de s'engager militairement en Russie, le Japon pose plusieurs conditions. D'une part, Tokyo souligne la nécessité d'obtenir l'assentiment de l'opinion publique, qui peine alors à voir l'utilité d'un tel investissement. D'autre part, il refuse d'agir sans l'approbation unanime du gouvernement, toujours scindé par une opposition réticente à l'intervention, et sans l'obtention du mandat officiel des Alliés¹²⁴. Il n'y a cependant toujours pas d'entente sur les principes d'intervention. Les États-Unis en particulier s'opposent avec véhémence à toute idée d'expédition militaire, ce qui met à mal le projet puisque ceux-ci détiennent une influence marquée sur le Japon, à l'inverse de la France qui ne peut espérer à elle-seule convaincre Tokyo de s'engager en Sibérie. La signature du traité de Brest-Litovsk le 3 mars 1918 annonce la fin de la participation russe à la guerre et augmente notablement le sentiment d'urgence ressenti par les agents alliés. L'État-major japonais persiste malgré tout à préconiser une intervention unilatérale japonaise, sans coopération alliée, et qui se limiterait géographiquement à la Sibérie orientale¹²⁵.

Pour la France, les déclarations de l'État-major japonais, peu préoccupé par la cause alliée, cachent en réalité une volonté de manœuvrer en Sibérie orientale pour s'arroger des gages territoriaux que le Japon pourrait ensuite revendiquer lors de la conférence de la paix. De la guerre, l'État-major espérait une victoire partagée qui se serait soldée par des concessions mutuelles de la part de l'Allemagne sur le front occidental et des forces de l'Entente sur le front russe. Ce faisant, on craint toujours un potentiel rapprochement entre l'Allemagne et le Japon, au vu de la germanophilie avouée de plusieurs milieux influents à Tokyo. Dans l'éventualité où l'opposition des Américains à l'intervention japonaise persisterait, le Japon pourrait décider de se tourner vers l'Allemagne pour obtenir gain de cause dans une Russie vaincue¹²⁶. La perspective d'une alliance nippo-allemande est une angoisse récurrente pour

¹²⁴ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie... », *op.cit.*, p. 5.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 7.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 8.

la France. Les télégrammes de l'ambassadeur français à Tokyo font régulièrement état de la germanophilie des cercles militaires et intellectuels du Japon, non sans s'inquiéter de la solidité de l'allégeance du Japon envers l'Entente¹²⁷. De même, pour la France, la possibilité d'un rapprochement entre l'Allemagne et le Japon accroît la nécessité d'une intervention sibérienne. Pour éviter que le Japon ne dévie de l'Entente au profit de l'Allemagne ou encore, qu'il ne s'engage dans une expédition qui ne défendrait aucunement les intérêts des Alliés, il est nécessaire de venir à bout des oppositions et de mettre en place une véritable intervention interalliée qui permettrait d'encadrer l'inévitable sortie des troupes japonaises en Sibérie.

Au début du mois d'avril 1918, la situation en Extrême-Orient russe semble prendre une tournure plus dramatique. Les troupes bolcheviques font des avancées notables. Elles réussissent à mater l'insurrection anticommuniste déclenchée par l'ataman Gamov à Blagovechtchensk en mars 1918, retournant le pouvoir au Soviet dans la ville. À Vladivostok, les meurtres de trois négociants japonais conduisent au débarquement de deux compagnies du croiseur japonais qui était amarré au port¹²⁸. Les forces alliées, en l'occurrence la France, s'inquiètent de plus en plus de l'organisation des prisonniers de guerre austro-allemands en Sibérie. Une force d'appoint notable au sein de l'Armée rouge¹²⁹, le rôle qu'ils jouent dans la guerre civile prend une place prépondérante dans les observations de leurs adversaires¹³⁰.

¹²⁷ Voir par exemple : SHD, 6N188, Télégramme n°70, Regnault, 25 février 1918; 6N188, Télégramme n°109, Regnault, 20 mars 1918.

¹²⁸ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie... », *op.cit.*, p. 9-10.

¹²⁹ Il y a en effet un nombre significatif d'anciens prisonniers de guerre qui se joignent à l'Armée rouge au cours de la guerre civile russe. On compte par exemple environ 50 000 Hongrois en octobre 1918 sur une force totale approximant 800 000 hommes. Les bolcheviques mènent une propagande active pour rallier ces soldats étrangers à leur cause et forment éventuellement des unités de volontaires « internationalistes » sous la supervision de la Fédération des groupes étrangers du Parti communiste russe. Voir sur le sujet : Peter Whitewood, « Nationalities in a Class War: "Foreign" Soldiers in the Red Army during the Russian Civil War », *Revue d'histoire européenne contemporaine*, vol. 14, n° 3, 2016, p. 342–358 et Ivan Volgyes, « Hungarian Prisoners of War in Russia 1916-1919 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, vol. 14, n° 1/2, 1973, p. 54-85.

¹³⁰ SHD, 6N130, « Les possibilités actuelles d'action anti-bolshevik & allemande en Sibérie », *op. cit.*, p. 2.

En contrepartie, l'organisation des forces antibolcheviques, largement impuissantes, laisse à désirer : le cosaque Semenov en est le principal suppôt et il essuie à ce moment une déroute majeure aux mains des bolcheviques qui le force en retraite au-delà de la frontière chinoise, en Mandchourie¹³¹. L'évolution de la situation pousse ainsi l'État-major japonais à faire une concession majeure vis-à-vis l'intervention espérée en Sibérie : il accepte dorénavant le principe de coopération alliée, à condition toujours d'obtenir un mandat unanime de la part de l'Entente pour s'engager en Sibérie. Lapomarde précise aussi dans son rapport que cette concession succède à l'échec de la grande offensive allemande du printemps 1918, ce qui, selon lui, ne relève pas de la coïncidence mais témoigne plutôt du penchant japonais pour l'Allemagne, qui aurait attendu jusqu'à la toute fin la possibilité d'une victoire pour celle-ci. L'échec de cette éventualité aurait conduit le Japon à accepter la coopération des Alliés, puisqu'il n'y aurait plus aucune entente possible avec une Allemagne au bord de la défaite¹³².

Dans l'espoir d'obtenir l'adhésion des gouvernements alliés, le Vice-chef de l'État-major Tanaka Giichi organise chaque semaine des réunions avec les attachés militaires alliés pour discuter de la question sibérienne et les convaincre du principe d'intervention. Il insiste alors sur le danger du « germano-bolchevisme », sur la vulnérabilité de la Sibérie face à l'envahisseur allemand qui a désormais libre cours, ainsi que sur la nécessité de renforcer les troupes de Semenov, le principal allié russe antibolchevique du Japon. La question de Semenov est soulevée auprès de l'attaché militaire français lorsque Tanaka demande expressément à la France de supporter le cosaque sans condition, y compris dans le cas où les autres alliés s'y opposeraient. La France s'y refuse, ne souhaitant pas aller à l'encontre de la volonté des Alliés¹³³. Prélude à la dissension future entre les Alliés au sujet de Semenov, il ne reste déjà que le Japon pour le soutenir en juin 1918. La France et l'Angleterre ont pratiquement abandonné le cosaque au profit du général Dimitri Khorvat (1858-1937) et de

¹³¹ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie... », *op.cit.*, p. 9-10.

¹³² *Ibid.*, p.11.

¹³³ *Ibid.*, p.12.

l'amiral Alexandre Koltchak (1874-1920), deux Russes « blancs » qui pourraient éventuellement constituer une autorité sibérienne centralisée¹³⁴. Quant au mandat unanime, qui est dorénavant la condition requise pour le Japon pour intervenir en Sibérie, la divergence d'opinion parmi les Alliés est si forte qu'il est impossible de l'obtenir dans les circonstances du moment. Alors que la France s'oppose dorénavant à toute coopération avec les bolcheviques, ce n'est pas le cas de tous, notamment des États-Unis qui préconisent encore une approche plus conciliante envers ceux-ci¹³⁵. Ainsi faut-il attendre le revirement drastique de la situation en Sibérie avec l'entrée en scène des soldats tchécoslovaques pour obtenir un accord interallié qui permet le déclenchement de l'intervention sibérienne.

1.3 L'accord interallié

Au début de l'été 1918, le dernier obstacle à l'intervention sibérienne est le refus persistant des États-Unis, pivot de la politique internationale à la fin de la guerre. Bien que l'État-major japonais soit en faveur de l'intervention, le gouvernement impérial, sous l'influence de Hara Takashi, alors président du parti majoritaire le *Rikken Seiyūkai* (立憲政友会 ou l'Association des amis du gouvernement constitutionnel) dans la Diète, persiste à souhaiter l'adhésion

¹³⁴ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie... », *op.cit.*, p. 13-14. Les puissances européennes estiment que Khorvat et Koltchak sont plus susceptibles de pouvoir former un nouvel état russe fort en Sibérie. Cette préférence est influencée par des sentiments racistes à l'égard des ataman cosaques originaires de l'Extrême-Orient russe et de leurs patrons japonais, combinés à la méfiance ressentie envers les objectifs particuliers de Tokyo dans la région sibérienne. Par contraste, Khorvat et Koltchak sont d'anciens officiers hauts gradés de l'armée tsariste, tous deux originaires de familles nobles de la Russie occidentale. L'amiral Koltchak, en particulier, est loué comme un général « blanc » modéré, sympathique aux principes alliés, et se lie rapidement d'amitié avec les Britanniques qui souhaitent en faire le pilier d'une armée russe reconstituée. Moffat, *op. cit.*, p. 237, 246-247, 264.

¹³⁵ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie... », *op.cit.*, p. 13.

irréfutable des États-Unis au projet¹³⁶. Le Japon espère recevoir le support moral et matériel des Américains de façon « libre et spontanée »¹³⁷, aussi refuse-t-il de se joindre aux autres nations pour faire pression sur Washington. De même, si le gouvernement impérial est d'accord avec les principes de l'intervention interalliée, il s'objecte toujours à la participation du Japon au-delà de la Sibérie orientale, traçant la limite de ses opérations à la ville d'Irkoutsk¹³⁸. C'est le mouvement impromptu des troupes tchécoslovaques en Sibérie qui finit par avoir raison des hésitations de Washington. En juillet 1918, les États-Unis font une proposition d'intervention formelle au Japon dans le but exclusif d'aller porter secours aux Tchécoslovaques.

La légion tchécoslovaque est formée de volontaires tchèques et slovaques capturés sur le front à l'Est souhaitant se battre contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne au nom de l'indépendance des territoires slaves au sein de l'Empire austro-hongrois¹³⁹. Cette importante unité militaire voit le jour en automne 1917 grâce au Conseil national des pays tchèques qui est alors présidé par Thomas Masaryk (1850-1937), futur président de la première République tchécoslovaque de 1918, avec l'autorisation du nouveau ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire russe, Pavel Milioukov¹⁴⁰. L'objectif des troupes tchécoslovaques, avant de s'engager dans le conflit russe, était donc de traverser la Sibérie pour atteindre Vladivostok et rejoindre éventuellement le front à l'ouest. Cependant, le mouvement d'une telle armée dans une région où l'influence des bolcheviques est peu solide, a tôt fait d'alerter les autorités bolcheviques locales qui pétitionnent Moscou dans l'espoir de faire dévier leur passage vers Arkhangelsk et Mourmansk plutôt que Vladivostok, sans succès¹⁴¹. C'est dans ce contexte hautement tendu qu'à la fin du mois de mai 1918, les troupes

¹³⁶ Dunscomb, *op. cit.*, p. 48.

¹³⁷ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie ... », *op.cit.*, p. 16.

¹³⁸ SHD, 6N188, Télégramme n°265, Regnault, 24 juin 1918.

¹³⁹ Antoine Marès, « L'année 1917 : un tournant pour les Tchèques ? », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 49, n° 2, 2017, p. 340-342.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 341.

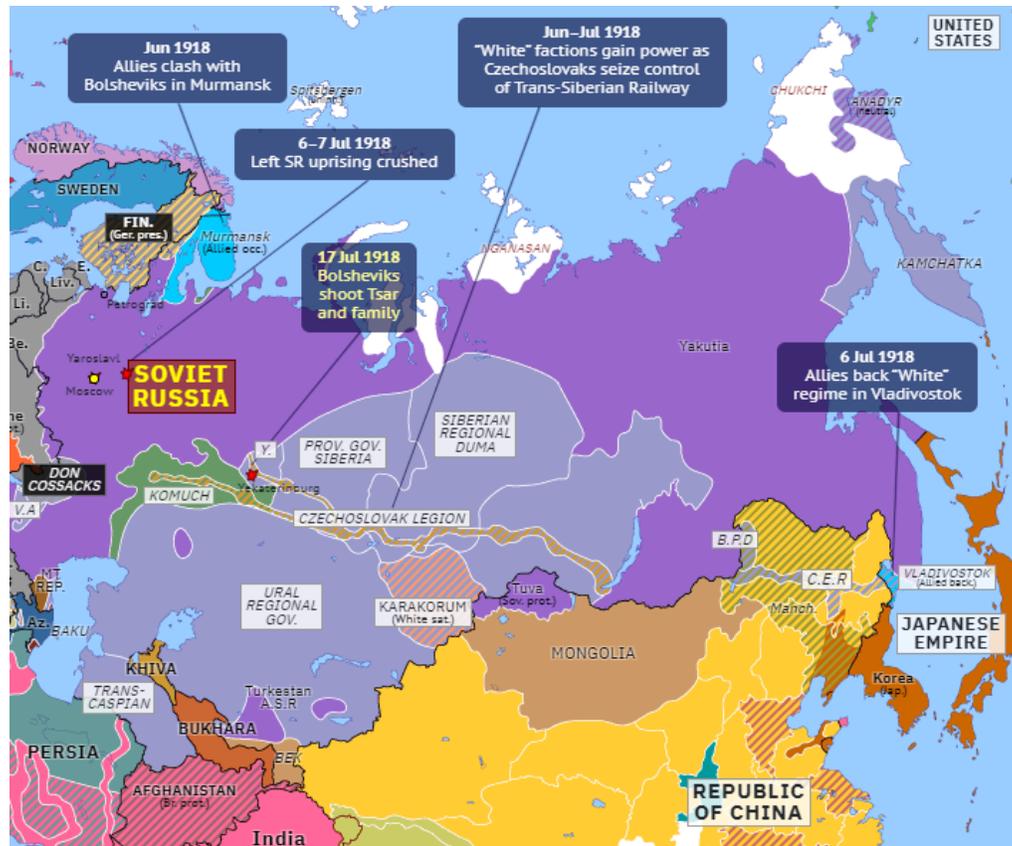
¹⁴¹ Morley, *op. cit.*, p. 233-235.

tchécoslovaques engagent le combat contre les bolcheviques et prennent subséquemment possession des villes le long du Transsibérien. Plusieurs factions russes disparates, de socialistes modérés à la droite aristocratique, en profitent pour établir une série de gouvernements sibériens indépendants. En l'espace d'un mois, la situation en Sibérie est radicalement transformée à la faveur des Alliés et des groupes locaux antibolcheviques¹⁴² (voir figure 1.1). En juin 1918, l'armée tchécoslovaque est scindée en deux, une portion de celle-ci ayant atteint Vladivostok tandis que l'autre est échelonnée le long du Transsibérien au-delà d'Irkoutsk, ville dans laquelle se concentre alors les forces bolcheviques de Sibérie orientale¹⁴³.

¹⁴² Morley, *op. cit.*, p. 236-237.

¹⁴³ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie ... », *op.cit.*, p. 15.

Figure 1.1 La guerre civile russe, juin-juillet 1918



Source : *Omniatlas*, 2016. <https://omniatlas.com/maps/northern-eurasia/19180731/#event-515>, 9 janvier 2022.

Le désir exprimé par les Tchécoslovaques de Vladivostok de venir en aide à leurs compatriotes à l'ouest devient un argument de poids pour précipiter l'intervention sibérienne. Dans le contexte militaire et politique de la Grande Guerre, les Tchécoslovaques sont hissés au rang de minorité luttant noblement contre le germanisme à l'intérieur même des Empires centraux. On perçoit leurs actions en Sibérie de façon similaire, soit dans le sens d'un groupe résistant modèle qui combat l'envahisseur allemand, caché cette fois sous le couvert du

bolchevisme¹⁴⁴. En plus de constituer le nouveau noyau de résistance au bolchevisme en Sibérie, ils peuvent se réclamer, dans leur lutte pour l'indépendance tchécoslovaque, du principe d'auto-détermination des peuples qui est alors si cher à la politique étrangère du président américain, Woodrow Wilson. Le sauvetage des Tchécoslovaques devient une sorte de justification morale pour les Alliés. Les États-Unis, plus notablement, mettent leurs objections de côté pour imposer cet objectif précis à l'intervention sibérienne qui prend aux premiers abords la forme d'une opération de secours.

Quant à la France, elle possède un lien particulier avec les Tchécoslovaques, puisque c'est à Paris que se forme l'embryon d'une nation tchécoslovaque indépendante : le Conseil national des pays tchèques (plus tard « Conseil national tchécoslovaque ») y est fondé en 1916 par les représentants des diasporas tchèques et slovaques à l'étranger¹⁴⁵. À la suite d'un accord conclu entre le gouvernement français et le Conseil, les volontaires tchécoslovaques sont mis sous l'autorité de l'armée française¹⁴⁶. Il s'agit de cette même armée tchécoslovaque se battant en France que les Tchécoslovaques de Sibérie espéraient éventuellement rejoindre. De plus, c'est un officier français qui prend la tête du corps tchécoslovaque de Sibérie et c'est par leur entremise que la France tente par la suite de faire valoir son rôle au sein de l'intervention interalliée. Le ministre des Affaires étrangères Gotô Shinpei (1857-1929), ayant succédé à Motono en avril 1918, affirme par ailleurs que le gouvernement japonais reconnaît les Tchécoslovaques comme faisant partie de l'armée française. Il justifie ainsi le caractère prompt du support matériel fourni gratuitement à ces derniers par le Japon¹⁴⁷.

Les Tchécoslovaques de Vladivostok, comptabilisant quelques 10 000 soldats à ce moment, quittent la ville à la mi-juillet pour se diriger vers Harbin, en Mandchourie, et emprunter la

¹⁴⁴ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie ... », *op.cit.*, p.15-16.

¹⁴⁵ Marès, *op. cit.*, p.334.

¹⁴⁶ *Id.*, « Mission militaire et relations internationales : l'exemple franco-tchécoslovaque, 1918-1925 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 30, n° 4, 1983, p. 560-562.

¹⁴⁷ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie ... », *op.cit.*, p. 17.

direction générale de Tchita et Irkoutsk par le biais du chemin de fer de l'Est chinois¹⁴⁸. Les télégrammes que le général Paris envoie depuis la Mission militaire française accompagnant les volontaires tchécoslovaques dépeignent une situation alarmante : encerclés de groupements hostiles, plus nombreux et mieux armés, et laissant derrière eux une base mal défendue, les Tchécoslovaques courent à la catastrophe. Il insiste sur la nécessité d'envoyer le plus rapidement possible deux divisions japonaises au minimum pour supporter le mouvement des Tchécoslovaques vers l'ouest¹⁴⁹.

Les multiples appels à l'aide ébranlent finalement Washington. Le gouvernement américain fait ainsi une proposition d'intervention au Japon qui viserait à occuper Vladivostok et l'Extrême-Orient russe par le moyen de contingents américains et japonais de 7000 hommes chacun¹⁵⁰. Le plan ne satisfait pas le gouvernement impérial : le Japon ne supporte pas d'établir une limite fixe au nombre d'hommes à déployer et juge le théâtre d'opération trop limité, souhaitant s'engager au-delà de l'Extrême-Orient russe, en Sibérie orientale. Par conséquent, l'État-major japonais établit un plan d'intervention suivant les recommandations du général Paris qui implique la mobilisation d'un minimum de deux divisions japonaises, ainsi que l'extension de l'expédition jusqu'à Tchita, voire Irkoutsk. Accepté par tous à l'exception des Américains, le Japon s'efforce de convaincre Washington d'y adhérer à son tour¹⁵¹. La divergence de points de vue entre le Japon et les États-Unis fait stagner les négociations et retarde la mise en place de l'intervention sibérienne. De même, le débat fait rage au sein du gouvernement impérial, entre le parti militaire qui prône une intervention large aux objectifs profitables à l'Empire et la faction plus modérée, soucieuse de l'opinion des États-Unis, qui souhaite accepter la proposition américaine. Regnault, l'ambassadeur de France au Japon, note l'instrumentalisation de l'intervention sibérienne dans la politique

¹⁴⁸ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie ... », *op.cit.*, p. 18.

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ SHD, 6N188, Télégramme n°317, Regnault, 23 juillet 1918.

intérieure japonaise, alors que le chef de l'État-major, Uehara, menace de faire tomber le cabinet de Terauchi en le forçant à démissionner à sa suite¹⁵². Lorsque le Japon accepte le projet d'intervention, la faction militariste du gouvernement encaisse le coup comme une défaite, un véritable acte de faiblesse du cabinet Terauchi dont la démission est alors exigée pour réparer le tort commis¹⁵³.

Le 2 août 1918, le gouvernement impérial fait une déclaration d'intention pour annoncer l'engagement imminent du Japon en Sibérie. Suivant un accord conclu entre les alliés, la déclaration consacre la fin de mois de négociations difficiles : l'intervention sibérienne est enfin lancée. Le cadre de l'intervention est principalement déterminé par les États-Unis, dont la méfiance envers le Japon et sa politique étrangère aura contribué à la forme particulière donnée au projet d'intervention. De ce fait, celle-ci se veut à première vue une opération restreinte sur le plan numérique, dont l'objectif primordial est de secourir les Tchécoslovaques, puis d'empêcher l'expansion allemande en Sibérie, tout en respectant la volonté du peuple russe et l'intégrité de leur territoire. La déclaration du gouvernement japonais se propose rassurante dans sa formulation : elle s'accorde aux principes de l'intervention interalliée sans faire mention des intérêts particuliers du Japon en Russie, réaffirmant plutôt son respect pour la souveraineté du peuple russe et son adhésion au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures du pays. En contrepartie, les modalités de l'intervention ne sont pas clairement indiquées. Le Japon ne fait aucune déclaration de guerre, ne désigne aucun ennemi particulier outre les ressortissants des Empires centraux contre lesquels l'Entente se bat déjà, et ne fait aucune mention du rôle que jouera ses troupes sur le terrain ou des objectifs personnels du gouvernement impérial¹⁵⁴. En d'autres termes, la

¹⁵² SHD, 6N188, Télégramme n°317, *op. cit.*

¹⁵³ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie ... », *op.cit.*, p. 19-20.

¹⁵⁴ Dunscomb, *op. cit.*, p. 64-65.

formule est suffisamment vague pour permettre au Japon de conserver une marge de manœuvre non-négligeable en Sibérie orientale.

Figure 1.2 Estampe japonaise « L'arrivée de l'armée japonaise – accueillie par toutes les nations à Vladivostok », 1919



Source : Library of Congress, Prints and Photographs Division Washington D.C, États-Unis, ppmsca 08211, <https://www.loc.gov/pictures/item/2005680022/>, 9 janvier 2022.

De son côté, la France soupçonne les visées impérialistes de l'État-major qui est largement dominé par de fervents interventionnistes rêvant d'élargir la sphère d'influence du Japon en Extrême-Orient. Une expédition en Sibérie au nom de la Triple-Entente, et dont les modalités sont assez flexibles, constitue l'occasion idéale pour le Japon qui peut espérer s'ancrer en Sibérie orientale, pour ensuite siéger à la table des vainqueurs à la conférence de la paix en position de force pour réclamer ses gains territoriaux acquis au cours de la guerre. Les

manœuvres du Japon auprès de la Chine, en parallèle avec les négociations interalliées, semblent trahir quelque peu les véritables objectifs du gouvernement impérial sur la question sibérienne. En mai 1918, un accord militaire de défense mutuelle est signé entre la Chine et le Japon, accord que ce dernier souhaitait obtenir déjà en 1917, dans le cadre de l'avancée vers l'est des puissances germaniques¹⁵⁵. Le contexte de la Révolution russe ne fait qu'augmenter le désir du Japon de se rapprocher ainsi de la Chine. La perspective d'une intervention prochaine en Sibérie hisse le principe de coopération militaire sino-japonaise au rang d'impératif pour le gouvernement impérial¹⁵⁶. Aux dires du ministre des Affaires étrangères, l'accord sino-japonais ne servirait qu'à encadrer des questions militaires et ne serait valide que pour la durée de la guerre. Cette réassurance cherche à dissiper les rumeurs qui courent déjà sur le sujet, soit qu'il existerait quelques « clauses secrètes » garantissant la domination militaire, politique et économique du Japon sur la Chine¹⁵⁷.

Considérant la position particulière de la Chine dans le jeu des puissances impérialistes, en tant que territoire convoité dont personne ne possède la domination exclusive, les tentatives de rapprochement du Japon avec la Chine sont reçues avec une profonde suspicion de la part des autres nations alliées. Dans un télégramme datant du mois de février, alors que viennent de débiter les pourparlers sur la possibilité d'une alliance sino-japonaise, le représentant français à Pékin, Damien de Martel, rapporte les propos confidentiels du ministre des Affaires étrangères chinois qui déclare être « conscient des périls que comporte une pareille association » et qui « entend rester en étroite collaboration avec tous les alliés », quitte à se retrouver en conflit avec certains de ses collègues pro-japonais¹⁵⁸. Cet accord sino-japonais permet d'ailleurs au Japon de mobiliser des troupes dans le nord de la Mandchourie, à la frontière de la Russie, sous le prétexte de protéger le territoire chinois ainsi que les limites de

¹⁵⁵ Morley, *op. cit.*, p. 53.

¹⁵⁶ Asada, *loc. cit.*, p. 1308.

¹⁵⁷ SHD, 6N130, Télégramme n°263, Boppe, 18 mai 1918; 6N188, Télégramme n°223, Regnault, 31 mai 1918.

¹⁵⁸ SHD, 6N130, Télégramme n°111, Martel, 28 février 1918.

l'Empire japonais, dans une opération qui se veut distincte de l'intervention interalliée en préparation¹⁵⁹. La ferveur du parti militaire vis-à-vis de l'intervention sibérienne se comprend par l'instrumentalisation qu'il en fait sans attendre pour l'expansion des intérêts du Japon en Mandchourie et en Sibérie. Regnault affirmait dans un télégramme qu'après avoir remanié le cabinet en leur faveur, les interventionnistes déclencheraient ensuite l'opération qui « serait alors exécutée par une action progressivement étendue, suivant les circonstances, mais exclusivement limitée à la sauvegarde des intérêts japonais. Le parti militaire qui a tout préparé n'entend pas laisser échapper les provinces sibériennes et mandchouriennes sur lesquelles il peut mettre la main »¹⁶⁰.

Malgré la méfiance de la France à l'égard des ambitions japonaises, la participation du pays à l'intervention est nettement désirable et supplante le risque potentiel de voir le Japon faire des gains notables en Mandchourie ou encore, s'implanter en Sibérie orientale. D'emblée, Tokyo a apposé ses propres conditions quant à la teneur de l'intervention sibérienne, refusant jusqu'au bout de s'étendre au-delà de la Sibérie orientale, et se gardant une réserve par rapport à la quantité d'hommes à déployer en fonction des besoins de la situation. De l'avis de la France, c'est le parti militaire qui est à blâmer pour les positions chauvines et belliqueuses adoptées par le Japon, suivant une politique tournée vers l'Asie et rivale avec l'Occident. Les concessions de l'État-major sur la nature interalliée de l'intervention, puis l'acceptation du plan américain, quoique sous certaines conditions, apparaissent comme une victoire tentative de la faction plus sympathique à l'Occident. Il y a donc, peut-être, espoir de pouvoir mitiger les ambitions japonaises en Sibérie et en Mandchourie en orientant l'action du Japon selon le cadre interallié prévu. Alors que la France tente sans succès de conserver un certain degré de contrôle sur l'intervention à travers la diplomatie interalliée, l'espoir vague de reconstituer un front oriental s'effrite rapidement, tout autant que la vision

¹⁵⁹ Dunscomb, *op. cit.*, p. 68.

¹⁶⁰ SHD, 6N188, Télégramme n°108, Regnault, 20 mars 1918.

d'un Japon mise sous réserve, alors que ses opérations ne tardent pas à prendre une couleur purement intéressée une fois les troupes japonaises déployées sur le terrain.

CHAPITRE II

L'INTERVENTION JAPONAISE ET LA COOPÉRATION INTERALLIÉE (AOÛT 1918 – AVRIL 1920)

Le mois d'août de l'année 1918 s'entame avec la résolution, convenue après des mois de négociations alliées, d'intervenir militairement en Russie. Le mot officiel est celui d'une opération de secours limitée des soldats tchèques et slovaques, alors disséminés en large partie en Sibérie, qui se défend de toute ingérence alliée dans les affaires intérieures du pays. Suivant cet accord, le Japon commence le 11 août le déploiement des forces de la 12^e division en direction de Vladivostok¹⁶¹ (voir figure 1.2). Le commandement général des forces japonaises de Sibérie est éventuellement donné au général Otani Kikuzô (1856-1923), aussi désigné commandant en chef de toutes les forces alliées en Sibérie orientale, bien que l'application de cette autorité unique reste, dans les faits, plutôt difficile. Le premier acte de l'intervention japonaise s'inscrit donc dans le cadre d'une opération commune alliée en Sibérie. De son côté, la France se joint à cette entreprise de façon nominale en y envoyant un petit contingent pour prendre part à l'effort allié. Son agent principal en Sibérie est le général Maurice Janin (1862-1946). Chef de la mission militaire française en Russie depuis 1916, il

¹⁶¹ SHD, 7N708, « Front Sibérie orientale. Situation 10 août, d'après renseignement de l'E.M.G. Japonais », Service de l'attaché militaire de France, Tokyo, 10 août 1918 ; SHD, 7N708, « Situation Sibérie orientale le 15 août. Renseignements de l'E.M.G. Japonais », Service de l'attaché militaire de France, 15 août 1918.

est attiré au poste de commandant en chef de l'armée tchécoslovaque, ainsi que des forces russes et alliées déployées à l'ouest du Baïkal par le maréchal Foch en 1918. C'est principalement par le biais de Janin que la France tente de faire valoir son influence au sein de la diplomatie interalliée qui se dessine non moins chaotiquement autour de la question sibérienne. Le départ de Janin de la ville de Harbin en avril 1920 met un terme symbolique à la mission militaire française en Sibérie¹⁶². Elle succède aux Britanniques, qui évacuent leurs dernières troupes de Russie à la fin du mois de mars, et aux Américains, dont l'évacuation est ordonnée par le général Graves dès le 8 janvier 1920 avant de se conclure le 1^{er} avril avec le rapatriement du dernier contingent américain de Vladivostok¹⁶³. L'intervention interalliée prend officiellement fin en avril 1920 avec le départ des dernières troupes alliées de Sibérie, ne laissant derrière que les forces japonaises qui occupent la Transbaïkalie et l'Extrême-Orient russe¹⁶⁴.

¹⁶² Connaughton, *op. cit.*, p. 173.

¹⁶³ Moffat, *op. cit.*, p. 438-440.

¹⁶⁴ Dunscomb, *op. cit.*, p. 119, 126.

Figure 2.1 Carte du bassin de l'Amour



Source : James Morley, *The Japanese Thrust into Siberia*, 1956, p.21.

Malgré sa courte durée, l'intervention interalliée ne tarde pas à exposer plusieurs problèmes latents à la surface. En étant le prolongement de la Grande Guerre, elle peine à conserver sa justification une fois l'armistice annoncée et l'évacuation des troupes tchécoslovaques majoritairement terminée, comme c'est le cas déjà à la fin de l'année 1918¹⁶⁵. Le manque de coordination entre les différentes forces alliées, les multiples obstacles à la communication et au transport sur le terrain, les agendas secrets des uns et des autres sont tout autant de facteurs qui compliquent le déroulement des opérations en Sibérie. C'est dans ce contexte que la France se voit confrontée à la réalité de l'intervention japonaise. Rapidement, il y a la réalisation que les objectifs du Japon prennent le dessus sur les buts alliés dans l'orientation

¹⁶⁵ SHD, 7N708, « Situation en Sibérie orientale. Renseignement de l'E.M.G. Japonais », Service de l'attaché militaire de France au Japon, 27 décembre 1918.

de l'intervention. De la stratégie militaire visant au sauvetage du corps tchécoslovaque, l'expédition sibérienne menée par le Japon prend bientôt l'apparence d'une véritable action politique antibolchévique attachée à la poursuite des intérêts spécifiques de l'Empire. En l'occurrence, la France ne possède ni les moyens ni l'influence pour réorienter l'intervention sibérienne comme elle le souhaiterait. En plus d'être frustrée dans la réalisation de ses propres objectifs, la France constate que le développement de l'action japonaise en Sibérie semble être menée à la barre par l'État-major et autres représentants de la faction militariste du gouvernement. Cela laisse craindre à la France un revirement diplomatique de la part du Japon vers un militarisme agressif, isolé sur la scène internationale et hostile à l'Occident.

À partir de cette prémisse, ce deuxième chapitre s'attardera d'abord sur la nature conflictuelle de l'intervention japonaise en Sibérie. Selon Paris, il n'y a que peu de concordance entre l'action diplomatique du Japon et celle de ses militaires sur le terrain, chaque réassurance étant rapidement dépassée par les initiatives de l'État-major, de leurs soldats ou même de leurs protégés russes. Cet état de fait témoignerait donc d'une tentative du Japon de ménager à la fois l'opinion publique japonaise et alliée, tout en se gardant une marge de manœuvre pour répondre à l'évolution des événements en Sibérie. La question même de l'action politique japonaise en Sibérie sera ensuite abordée. Soupçonné par la France de poursuivre une politique de morcellement et de décentralisation du pouvoir en Sibérie, le Japon y favoriserait son action personnelle en profitant notamment de l'absence d'une quelconque politique alliée commune dans la région. Ainsi peut-il aisément éluder les questions sibériennes et les demandes de ses alliés tout en persistant à soutenir ses « hommes forts » de Sibérie, tels que l'ataman cosaque Semenov dont les actions deviennent rapidement une source de conflit importante entre le Japon, les autres nations alliées et les différentes factions russes blanches locales. Enfin, ce chapitre adressera la nature des relations diplomatiques entre le Japon et les Alliés dans le contexte de l'intervention en soulevant le caractère fragile de l'alliance entre ceux-ci, tel que perçu par Paris. Pour la France, la rivalité nippo-américaine

qui ponctue l'intervention interalliée pourrait se transformer en facteur aggravant de l'isolement diplomatique du Japon sur la scène internationale. Le désengagement du Japon de la diplomatie alliée, encouragé par une exacerbation des tensions avec les Américains, porte le risque de voir Tokyo se retrancher sur un militarisme agressif à l'image des évènements qui se déroulent alors en Sibérie orientale et dans l'Extrême-Orient russe.

2.1 Entre diplomatie et action militaire, la dissonance de l'intervention japonaise

Au moment même où les nations alliées parviennent à un accord sur la question de l'intervention sibérienne, une série de crises internes secouent le Japon. Dès le 1^{er} août 1918, le pays connaît plusieurs émeutes causées par la hausse du prix du riz, débutant d'abord dans les villages avant de se répandre dans les villes. La réponse du cabinet Terauchi, au fait de la brutalité de la répression menée par l'armée, est vivement dénoncée dans l'opinion publique. On accuse de même le cabinet d'avoir provoqué la spéculation à l'origine de la hausse du prix du riz en entamant les préparations pour intervenir en Sibérie¹⁶⁶. Le mécontentement populaire entraîne une crise politique qui finit par avoir raison du cabinet Terauchi, lequel démissionne le 21 septembre. Il est remplacé quelques jours plus tard par Hara Takashi qui, en tant que chef du *Rikken Seiyūkai*, forme le premier cabinet dit de « parti politique » au Japon. L'ascendance de Hara Takashi comme premier ministre fait acte de transition : les vieux oligarques, architectes de la Restauration Meiji, ainsi que leurs protégés enlisés dans la bureaucratie, laissent ainsi la place à une nouvelle formation politique qui se veut plus

¹⁶⁶ Dunscomb, *op. cit.*, p. 69-70 ; Ono, *op. cit.*, p. 105-106.

représentative car dirigée par l'un des chefs parlementaires de la Diète¹⁶⁷. Politicien d'envergure du Japon de l'avant-guerre, Hara Takashi joue un rôle primordial dans l'établissement d'un système de gouvernement dominé par des partis politiques, gouvernements qui se succéderont par la suite jusqu'à la fin de l'ère Taishô (1912-1926)¹⁶⁸. Évoluant dans un cadre politique pluriel et polarisé, entre une tradition issue de l'ère Meiji et une modernité affirmée au travers de nouvelles tendances internationalistes, Hara tâche tout au long de son mandat de premier ministre de centraliser le pouvoir politique entre les mains du cabinet¹⁶⁹. C'est ainsi qu'à l'exception des ministères de l'Armée et de la Marine qui sont constitutionnellement indépendants du pouvoir civil, des membres de partis politiques sont nommés dans tous les ministères du gouvernement¹⁷⁰.

Du point de vue français, l'arrivée au pouvoir du cabinet Hara est estimée de bon augure. Lapomarède, dans un rapport daté du 1^{er} octobre 1918, fait un parallèle optimiste entre le nouveau gouvernement japonais et la victoire des principes du libéralisme et de la démocratie prônés par l'Entente sur l'autocratie et le militarisme des puissances centrales. Le cabinet de Terauchi, jugé comme une conception dépassée, conservatrice et bureaucratique, de la politique japonaise, est assimilé avec l'idée de l'ancien régime européen : « [...] Le succès des armes allemandes ne fut pas sans contribuer à son élévation [à Terauchi] au pouvoir, et [...] notre triomphe accéléra sa chute »¹⁷¹. Le commandant affirme également qu'au moment

¹⁶⁷ Le terme officiel pour désigner ces vieux oligarques est *genrô* (元老). Il s'agit d'hommes d'État à la retraite considérés comme les « pères fondateurs » du Japon moderne. Le respect qu'on accorde à leur statut leur garantit une autorité notable, bien qu'extraconstitutionnelle, sur le gouvernement impérial. La désignation du premier ministre par exemple se fait traditionnellement par les *genrô*. Même dans le cas de Hara Takashi, sa nomination à la tête du cabinet a été possible grâce au support du *genrô* Yamagata Arimoto. Dunscomb, *op. cit.*, p. 10-11, p.75.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 58.

¹⁶⁹ Tadashi Nakatani, « Making Peace from the Great War: A Generational Shift in Japanese Diplomacy in 1919 » dans Tosh Minohara et Evan Dawley (éd.), *Beyond Versailles: The 1919 Moment and a New Order in East Asia*, Lanham, Lexington Book, 2021, p. 289-290.

¹⁷⁰ Dunscomb, *op. cit.*, p. 13, 75.

¹⁷¹ SHD, 6N188, « Analyse: Rapport de l'Attaché Militaire au Japon », Lapomarède à Clémenceau, 1^{er} octobre 1918, p. 2-3.

même de sa formation en 1916, le cabinet de Terauchi se pose en contradiction avec l'ère du temps, car formé à la vieille méthode, soit sans la consultation des partis et sous l'impulsion des *genrô*¹⁷².

L'évolution du cours de la guerre fait ressortir cet anachronisme : l'intervention des États-Unis dans le conflit mondial, qui s'accompagne de proclamations en faveur de la démocratie et du libéralisme promettant de changer l'ordre mondial, puis l'imminence de la victoire des Alliés sur les empires centraux forment une trame qui vient supporter le revirement politique du Japon. Comme le résume Lapomarède : « il convient d'ajouter qu'incontestablement la victoire de nos principes autant que de nos armes est pour beaucoup dans le mouvement d'opinion auquel vient de céder le vieux Japon »¹⁷³. Ainsi la transition de Terauchi à Hara est-elle perçue comme une étape franchie vers l'établissement d'un véritable système représentatif au Japon, mais aussi comme un symbole de la victoire étendue de l'Entente contre les puissances centrales, de la démocratie contre le militarisme.

La montée de Hara Takashi au pouvoir donne un certain espoir aux agents français qui attendent non sans impatience de voir si la position du nouveau cabinet concernant l'intervention sibérienne conviendra aux objectifs fixés par la France. Reconnu pour sa « politique de compromis », Hara Takashi est soucieux dans sa politique étrangère de favoriser la coopération et la bonne entente avec les États-Unis¹⁷⁴. Au cours des négociations sur l'intervention sibérienne, il s'oppose systématiquement à une opération unilatérale japonaise et finit par se rallier au principe général d'intervention à la condition primordiale que l'Amérique fournisse son plein assentiment¹⁷⁵. Une position qui peut s'avérer problématique pour la France : alors que celle-ci cherche toujours à voir s'accomplir une « marche à l'Oural », qui étendrait l'opération bien au-delà des limites fixées de la Sibérie

¹⁷² SHD, 6N188, « Analyse: Rapport de l'Attaché Militaire au Japon », *op. cit.*

¹⁷³ *Ibid.*, p. 6.

¹⁷⁴ Dunscomb, *op. cit.*, p. 59.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 48.

orientale, la retenue de Hara combinée au désir de ne pas aliéner l'Amérique apparaissent comme autant d'obstacles à la réalisation des objectifs français. À ceux-ci s'ajoutent les objections soulevées par l'État-major japonais, ayant toujours refusé d'entraîner ses armées plus loin que la région du Baïkal, ainsi que l'indifférence absolue de la population qui ne voit pas l'intérêt d'effectuer une telle opération en Sibérie¹⁷⁶. C'est notamment par l'entremise du nouveau ministre de la Guerre, le lieutenant-général Tanaka Giichi, que les agents français espèrent éventuellement modifier la position du gouvernement. Fervent partisan de l'intervention, Tanaka se montre ouvert aux arguments des Alliés et, dans la mesure où il pourrait en tirer des avantages pour l'armée, favorable à élargir l'opération sibérienne au-delà du lac Baïkal¹⁷⁷. À ce stade des opérations, il y a encore un espoir que les échanges entre le général Janin et l'État-major japonais viennent à bout des objections du gouvernement et que la marche à l'Oural, si importante pour la France, puisse être entamée¹⁷⁸.

En parallèle à ces développements politiques, la situation sur le terrain en Sibérie témoigne bientôt d'une réalité qui entre en conflit avec les assurances itérées par le Japon dans son action diplomatique. Alors que s'organise le déploiement des premières troupes japonaises vers la Sibérie, l'État-major insiste pour que s'exécute la mobilisation de la 3^e division, stationnée dans la zone japonaise au sud de la Mandchourie, à la frontière russo-chinoise. La violation de la frontière par des prisonniers austro-allemands ralliés aux bolcheviques permet à l'État-major d'évoquer la convention militaire sino-japonaise pour justifier le mouvement de ses troupes vers le nord¹⁷⁹. Il y a donc distinction entre l'intervention qui se prépare en Sibérie et la concentration des forces japonaises dans la zone frontalière. Cette dernière initiative tient explicitement de la protection de territoires appartenant à la sphère d'influence de l'Empire japonais. Ce faisant, le gouvernement impérial déclare procéder au déplacement

¹⁷⁶ SHD, 6N188, "Analyse: Rapport de l'Attaché Militaire au Japon", *op. cit.*, p. 10.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 7-8.

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 10.

¹⁷⁹ SHD, 7N708, « Front Sibérie orientale. Situation 10 août... », *op. cit.*

de ses troupes au nord de la Mandchourie pour protéger les ressortissants japonais dans la région et assurer la sécurité de la frontière chinoise contre toute pénétration « germano-bolchevique ». Il n'est pas question dans cette initiative de support militaire direct aux opérations entreprises par les Tchèques en Sibérie orientale¹⁸⁰.

Toutefois, le caractère interallié de l'intervention sibérienne n'est pas évacué des considérations de l'État-major japonais. Celui-ci prend soin d'ajouter quelques arguments se ralliant à la cause alliée pour justifier cette mobilisation en Mandchourie. Concentrer les forces de la 3^e division à la frontière permettrait de faire pression sur les troupes bolcheviques, ce qui pourrait éventuellement venir en aide aux Tchécoslovaques en dégagant leur armée¹⁸¹. L'insuffisance numérique des forces antibolchéviques locales et tchécoslovaques offre une deuxième justification. Semenov, détenant la principale « armée blanche » de Transbaïkalie, dirige moins de 2500 hommes contre quelques 60 000 soldats bolcheviques répartis entre le lac Baïkal et la mer¹⁸². Quant aux Tchécoslovaques, dont le gros de l'armée compte environ 8000 hommes, ils ne possèdent ni les effectifs ni les ressources pour occuper la Transbaïkalie et affronter l'hiver qui approche¹⁸³. Enfin, pour insister sur l'urgence de fournir une aide supplémentaire, l'État-major cite la lenteur de la mobilisation alliée, ainsi que l'importance de rassembler avant l'hiver le corps tchécoslovaque scindé en deux¹⁸⁴. Une partie de corps est stationnée en Transbaïkalie et l'autre dans la région d'Oussouri. Bien que le mouvement des troupes en Mandchourie s'aligne avant tout avec les priorités nationales de l'État-major japonais, il y a tout de même un désir d'incorporer ces opérations dans le cadre plus large de l'intervention interalliée de façon à réassurer leurs homologues alliés du bon vouloir du Japon en Sibérie.

¹⁸⁰ SHD, 6N188, Télégramme n°125-126, Lapomarède à Clémenceau, 14 août 1918.

¹⁸¹ SHD, 7N708, « Front Sibérie orientale. Situation 10 août... », *op. cit.*

¹⁸² SHD, 7N708, « Situation Sibérie orientale à la date du 24. Renseignements de l'E.M.G. Japonais », Service de l'attaché militaire de France, Tokyo, 26 août 1918.

¹⁸³ *Ibid.*

¹⁸⁴ *Ibid.*

Après avoir été étudiée par le Conseil supérieur des affaires extérieures¹⁸⁵, la mobilisation de la 3^e division en direction de la « station Manzhuriya »¹⁸⁶ s'effectue selon la volonté de l'État-major sans consultation préalable avec les États-Unis¹⁸⁷. Par conséquent, le nombre de soldats japonais déployés pour prendre part à l'expédition sibérienne supplante bien vite l'objectif de 7000 hommes déterminé par l'entente avec les Américains¹⁸⁸. Loin des termes prévus par celle-ci, l'envergure de l'opération s'apparente davantage au plan d'intervention large proposé au début de l'année 1918 par l'État-major de l'armée japonaise. Il y prévoyait notamment l'occupation de l'Extrême-Orient russe, du nord de la Mandchourie et de la région du Transbaïkalie par trois forces expéditrices¹⁸⁹ (voir figure 2.1). Ces actions contrastent fortement avec les promesses faites par la diplomatie japonaise qui s'était démontrée jusqu'à présent particulièrement soucieuse de la position américaine sur l'intervention. Cette différence met en relief les divisions existantes au sein des instances gouvernementales et militaires japonaises, entre la faction interventionniste radicale et celle plus modérée, qui se faisaient déjà sentir pendant les négociations. Après avoir tempêté contre le principe d'intervention commune imposé par les États-Unis, l'État-major ne tarde pas à prendre en main certaines initiatives qui s'en départissent.

¹⁸⁵ Le Conseil supérieur des affaires extérieures (*Rinji Gaikô Chôsa Iinkai* [臨時外交調査委員会], abrégé en *Gaikô Chôsakai*) est un conseil spécial créé en juin 1917 dans le but de séparer la politique étrangère des conflits partisans de la politique intérieure du Japon en offrant un espace de délibération aux différents groupes agissant sur le cabinet. Il s'agit d'une entité sans pouvoir officiel qui réunit des représentants des éléments décisifs du gouvernement, soit les deux principales bureaucraties militaires (Armée et Marine) et civiles (Affaires étrangères et Intérieur), le Conseil privé et les deux chambres de la Diète. L'intervention sibérienne est la première question d'envergure à être traitée par le conseil. L'action de Hara Takashi en son sein le place au centre de la politique japonaise et transforme le conseil en véritable instance décisionnelle en ce qui a trait à l'intervention. Voir Morley, *op. cit.*, p.24-26 ; Dunscomb, *op. cit.*, p. 25, 59.

¹⁸⁶ Il s'agit d'une gare de Manzhouli du chemin de fer de l'Est chinois construit et géré par les Russes. Ce bourg fut à l'époque la principale passerelle ferroviaire de la Chine à la Russie. Aujourd'hui, cette ville fait partie de la région autonome de la Mongolie intérieure.

¹⁸⁷ SHD, 7N708, « Situation Sibérie orientale à la date du 24. Renseignements de l'E.M.G. Japonais », *op. cit.*, 26 août 1918.

¹⁸⁸ Dunscomb, *op. cit.*, p. 67.

¹⁸⁹ Morley, *op. cit.*, p. 101.

L'augmentation du nombre de soldats japonais soulève sans attendre de nouvelles protestations de la part de Washington. La France, toutefois, défend depuis le début l'idée d'un déploiement plus important en Sibérie en espérant de reconstituer le front de l'Est en Russie. La mission militaire française ne s'y oppose donc pas : en décembre 1918, alors que les effectifs japonais comptent déjà entre 25 et 30 000 hommes, le général Janin ne supporte pas la demande des Américains de réduire ceux-ci au-dessous de ce qu'il estime être un « minimum nécessaire »¹⁹⁰ pour mener à bien les objectifs alliés. Ici encore, les besoins de la situation militaire tronquent les inquiétudes soulevées à propos de l'agenda secret des interventionnistes japonais, d'autant plus que le tournant imputé à l'intervention sibérienne par ceux-ci n'est pas exactement une surprise. En effet, l'ambassadeur Regnault prédisait entre autres le zèle du parti militaire japonais à vouloir étendre l'influence de l'Empire sur les provinces convoitées de la Sibérie orientale et de la Mandchourie en organisant une opération militaire large dans la région¹⁹¹.

Alors que la situation anticipée commence à se dessiner sur le terrain, ces avertissements se heurtent toujours quelques mois plus tard aux considérations pragmatiques des militaires français. À leurs yeux, le principal danger ce n'est pas l'expansion de l'Empire japonais, mais la perte de la Russie aux mains des bolcheviques. De ce fait, ce que le commandant Lapomarde déplore dans son rapport de mai 1919, c'est plutôt le manque de concordance entre les actions militaires et politiques du Japon qui résulte d'une mobilisation fragmentée et d'une utilisation douteuse de ses troupes sur le terrain¹⁹². D'une part, le gouvernement impérial est aux prises avec le souci de ne pas s'aliéner l'opinion publique japonaise, tout en agissant en fonction des exigences américaines qui restreignent naturellement l'étendue des opérations. D'autre part, si l'État-major cherche une mobilisation plus large, l'action militaire

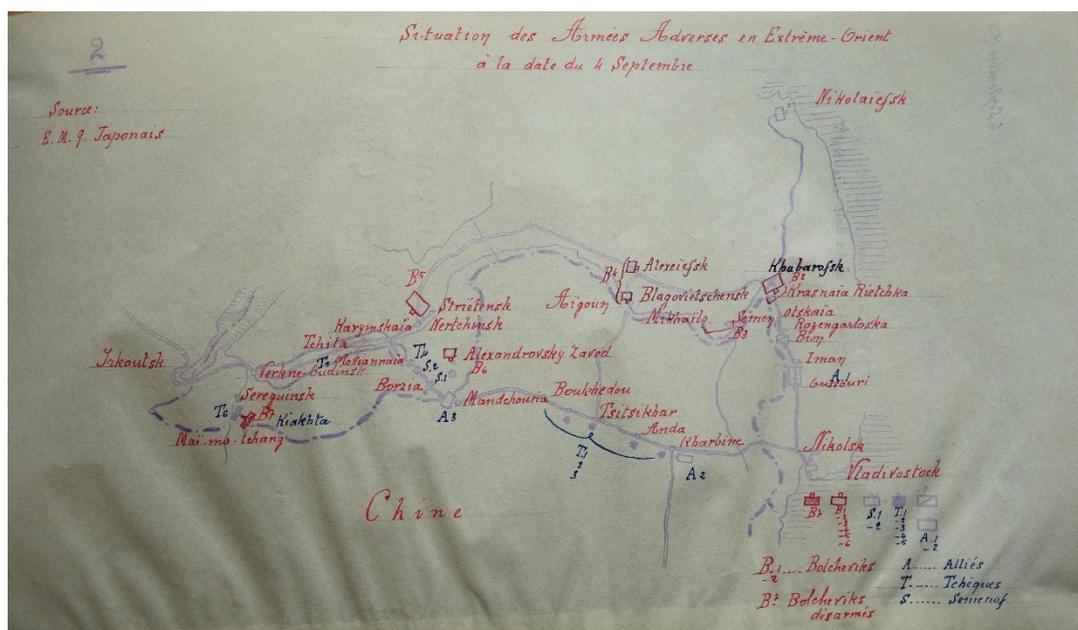
¹⁹⁰ SHD, 6N188, « Occupation militaire japonaise en Sibérie », Lapomarde à Clémenceau, Tokyo, 25 mai 1919, p. 9.

¹⁹¹ SHD, 6N188, Télégramme n°108, Regnault, 20 mars 1918.

¹⁹² SHD, 6N188, « Occupation militaire japonaise en Sibérie », *op. cit.*, p. 10-13.

japonaise ne correspond pas non plus à ce qui était projeté par les Alliés. La France souhaitait, en outre, voir les opérations militaires du Japon s'étendre au-delà du Baïkal d'ici 1919, ce qui n'est toujours pas accompli en date du mois de mai.

Figure 2.2 Situation des armées adverses en Extrême-Orient à la date du 4 septembre 1918



Source : SHD, 6N188, Renseignement de l'État-major japonais, 4 septembre 1918

Au cours des premiers mois de l'intervention, la mobilisation des trois divisions japonaises s'effectue par étapes, selon l'évolution des événements sur le terrain. Une mission différente est aussi assignée à chacune de ces divisions, ce qui empêche une action conjointe et uniforme de la part des troupes japonaises. Il faut attendre le mois de décembre 1918 pour que l'unité de commandement des troupes japonaises soit enfin établi par le général Otani. Ce général japonais devient en même temps le commandant en chef de l'ensemble des troupes alliées déployées en Sibérie orientale ainsi que dans l'Extrême-Orient russe, à une

exception près. Les Américains, motivés par un racisme chauvin et un sentiment antijaponais profond, refusent en effet de se soumettre à un général étranger et asiatique, ce qui ne manque pas de causer des fortes réactions au sein du l'État-major japonais. Un détail que Lapomarède note non sans désapprobation à l'égard de l'attitude insubordonnée des Américains¹⁹³.

Or, déjà en septembre 1918, l'État-major japonais, dont les troupes viennent d'occuper Blagovechtchensk, insiste pour mettre sous son contrôle toute la Transbaïkalie sous prétexte de vouloir empêcher une résurgence du « germano-bolchevisme » tout en assurant les arrières du corps tchécoslovaque¹⁹⁴ (voir figure 2.2). Ces actions militaires unilatérales, combinées avec les hésitations continues de l'État-major à exécuter la vision de ses alliés, sous-entendent la tournure intéressée que prend l'intervention japonaise, tout en illustrant l'incapacité de l'Entente à ramener le Japon sous sa tutelle. Le premier acte de l'intervention sibérienne semble confirmer que le ballotement du Japon, sur les plans diplomatiques et militaires, contrevient dans une certaine mesure à la réalisation des objectifs de la France. On assiste à la réalisation graduelle de Paris que l'encadrement de l'intervention japonaise par les forces alliées ne suffit pas à elle seule à l'orienter en fonction des ambitions françaises. Tout au contraire, le cadre interallié permet d'offrir une justification supplémentaire aux mouvements impromptus des troupes japonaises en Sibérie, alors que l'État-major se réserve une marge de manœuvre non-négligeable pour intervenir selon les « besoins » de la situation.

2.2 L'ingérence politique du Japon en Sibérie et en Russie extrême-orientale

Suivant le début de l'intervention, l'action politique du Japon en Sibérie ne tarde pas à se colorer d'un caractère intéressé répondant aux aspirations premières de l'Empire plutôt que

¹⁹³ SHD, 6N188, « Occupation militaire japonaise en Sibérie », *op. cit.*, p. 10-13.

¹⁹⁴ SHD, 6N188, Télégramme n°227-229, Lapomarède à Clémenceau, 24 septembre 1918.

de la cause commune des Alliés. De son côté, la France soupçonne rapidement le Japon de poursuivre une politique de morcellement et de décentralisation du pouvoir en Sibérie de façon à y favoriser son action personnelle. Puisqu'il n'y a pas de politique alliée commune clairement définie, le Japon peut éluder les questions sibériennes ainsi que les demandes de ses alliés sans trop de difficulté. Le champ lui est à peu près libre pour poursuivre une politique intéressée qui se constitue notamment autour de certains « hommes forts » de la Sibérie orientale. Le cas du cosaque Semenov est particulièrement représentatif de cette dernière. Le Japon favorise de façon générale les cosaques de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient russe, car il considère ceux-ci comme les éléments locaux les plus convenables aux yeux de sa dynamique politique interne¹⁹⁵. Contrairement aux hauts officiers de l'armée blanche qui nourrissent souvent un dédain raciste envers les Japonais ou un sentiment de rancœur cultivé depuis la guerre russo-japonaise, les atamans cosaques de la Sibérie orientale sont plus faciles à amadouer. Certains, comme Semenov, sont natifs de l'Extrême-Orient russe et possèdent des connexions locales utiles à la poursuite des objectifs japonais. En sélectionnant ainsi ses protégés russes, le but de Tokyo est de créer et de soutenir un mouvement qui soit à la fois antibolchevique et qui rejette toute notion de socialisme¹⁹⁶. L'intérêt initial porté par Tokyo envers le général Khorvat, par exemple, était motivé à la fois par le fait qu'il était lui-même disposé à établir une dictature militaire, et qu'il se montrait possiblement ouvert à faire des concessions économiques et territoriales au Japon¹⁹⁷. Le cosaque Semenov est toutefois leur « homme fort » le plus important, du fait du rôle central qu'il va éventuellement occuper dans la politique japonaise en Sibérie.

¹⁹⁵ Des officiers déployés en mission de reconnaissance par l'État-major japonais au début de l'année 1918 ciblent explicitement les cosaques comme groupes russes locaux les plus susceptibles de pouvoir constituer une opposition militaire efficace aux bolcheviques. Outre Semenov, on peut citer Ivan Kalmykov, ataman de la région d'Oussouri, qui bénéficie aussi du support japonais pendant la guerre civile. Voir Morley, *op. cit.*, p. 77-80, 97.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 168.

¹⁹⁷ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie... », *op. cit.*, p. 21.

Grigori Semenov est un chef cosaque de la Transbaïkalie qui devient une figure de proue de l'opposition des Russes blancs en Sibérie après la Révolution d'octobre. À la tête d'une armée composée principalement de volontaires bouriates, il apparaît à la fin de l'année 1917 comme le seul chef militaire local capable de poser une résistance effective aux bolcheviques en Sibérie orientale, les autres éléments contre-révolutionnaires étant trop désorganisés ou trop peu nombreux et mal équipés. Toutefois, les origines ethniques de Semenov, de descendance russe et bouriate, la composition de ses troupes, et la teneur de ses actions lui attirent la méfiance d'autres Russes blancs qui voient chez l'ataman un potentiel séparatiste et méprisent la tonalité pan-mongole de ses déclarations¹⁹⁸. Déjà en novembre 1917, alors que Semenov et ses troupes sont réfugiés à Harbin en Mandchourie, le général Khorvat, qui détient à ce moment le pouvoir effectif dans la ville, refuse de lui accorder son soutien pour organiser les Russes de la région en une armée de volontaires. Aux yeux du Khorvat, les actions du cosaque s'apparentent à l'organisation d'un mouvement nationaliste mongol¹⁹⁹.

Toutefois, à la fin de l'année 1917, il est plus important pour les Alliés de galvaniser des points de résistance locale plutôt que de s'attarder aux tendances politiques particulières de ceux-ci, à condition qu'ils soient antibolcheviques et amiables à la cause alliée. Lorsque le Japon prend officiellement la décision de soutenir Semenov en mars 1918, il est appuyé par la France et la Grande-Bretagne qui s'engagent aussi à lui prêter un certain support matériel et financier²⁰⁰. La France désigne ainsi le capitaine Pelliot pour assister Semenov en tant que

¹⁹⁸ Leur sentiment de suspicion est fondé dans la mesure où Semenov est très concerné par les affaires politiques mongoles. Lors du Congrès pan-mongol de 1919, il accorde son support militaire à l'établissement d'un état fédéral mongol qui réunirait les territoires de la Transbaïkalie et de la Mongolie intérieure. Il participe donc, avec les Japonais, à la réalisation d'un projet nationaliste pan-mongol incluant des espaces de la Sibérie orientale. Voir Ivan Peshkov, « In the shadow of 'frontier disloyalty' at Russia–China–Mongolia border zones », *History and Anthropology*, vol. 28, n° 4, 2017, p. 431-433.

¹⁹⁹ Morley, *op. cit.*, p. 45.

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 97-99. Au sujet du partage des coûts reliés au soutien de Semenov entre la France et la Grande-Bretagne, voir aussi SHD, 6N257, Télégramme n°3.689 BS/3, signé par Foch et remis à l'attaché militaire français à Pékin, 1^{er} mars 1918.

Commissaire délégué de France²⁰¹. En pleine période de négociation, l'alliance entre le Japon et Semenov reçoit l'approbation de deux alliés majeurs, les mêmes qui supportent également tout principe d'intervention en Sibérie. À bien des égards, Semenov devient à ce moment un agent japonais. Les troupes « semenovistes » seront dorénavant perçues comme une extension de l'intervention japonaise qui se prépare. Faisant office d'avant-garde, elles passent sous les ordres de l'État-major japonais une fois l'intervention déclenchée²⁰².

Avant même le commencement de l'intervention, la relation entre les Alliés et Semenov se corse avec l'apparition de nouveaux personnages russes considérés comme une alternative plus viable et légitime au leadership d'un gouvernement sibérien antibolchevique. Les Alliés n'ont jamais sérieusement envisagé de confier à Semenov, qu'ils considèrent tout au plus comme un chef de guerre, un rôle politique important²⁰³. Outre ce fait, ce sont les actions insubordonnées du cosaque qui ternissent sa réputation auprès des Alliés et soulignent son incapacité à constituer un réel centre de résistance antibolchevique. Au printemps 1918, par exemple, Semenov se lance dans une expédition téméraire sans recevoir d'appui allié dans le but de proclamer un gouvernement temporaire en Transbaïkalie qui prendrait essentiellement la forme d'une dictature militaire²⁰⁴. Il cherche ainsi à obtenir davantage d'autonomie vis-à-vis du général Khorvat, auprès duquel le cosaque joue un rôle de second violon. À cette fin, il accepte de soumettre son futur gouvernement au contrôle japonais, ce qui conduirait Tokyo à lui fournir un soutien militaire plus important. L'expérience se clôt par un échec, l'Armée rouge repoussant les troupes de Semenov jusqu'à la frontière chinoise à la fin du mois de juin²⁰⁵. Même s'il n'en est pas l'unique cause, cet épisode d'insubordination et de violence marquée des troupes cosaques correspond au moment où la France et la Grande-Bretagne

²⁰¹ SHD, 6N257, Télégramme n°3.689 BS/3, *op. cit.*

²⁰² SHD, 6N188, Télégramme n°77, Brylinski, attaché-naval de France au Japon à Clémenceau, 2 mars 1918.

²⁰³ SHD, 6N130, « Les possibilités actuelles... », *op.cit.*, p. 14-15.

²⁰⁴ Morley, *op. cit.*, p. 185.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 194-197.

choisissent d'abandonner presque tout support à Semenov. Il ne reste que le Japon qui persiste à appuyer l'ataman²⁰⁶.

En parallèle, l'émergence de l'amiral Alexandre Koltchak comme figure potentielle de ralliement des éléments russes antibolcheviques aggrave la rupture entre Semenov et les membres de l'Entente. Dès le printemps 1918, Koltchak se montre très hostile envers Semenov qu'il considère comme un agent japonais œuvrant seulement en faveur des intérêts de Tokyo²⁰⁷. Ce sentiment est rapidement partagé par les Alliés : en août 1918, les difficultés vécues par Semenov, qui sont notamment dues à l'insuffisance numérique de ses troupes, offrent un argument supplémentaire à l'État-major japonais en faveur d'une opération militaire étendue en Sibérie. La France soupçonne le Japon d'exagérer les obstacles rencontrés par Semenov pour justifier le dépassement des limites imposées par les États-Unis à l'intervention, au même titre qu'il semble instrumentaliser la situation des Tchécoslovaques pour servir ses propres intérêts²⁰⁸. Par la suite, l'animosité entre Semenov et Koltchak laisse place à un véritable conflit politique à la fin de l'année 1918. L'entêtement du Japon à supporter Semenov malgré son insubordination au régime de l'amiral a tôt fait d'envenimer ses relations avec les forces alliées. L'intérêt porté par le Japon au chef cosaque évolue bien vite aux yeux de Paris d'un appui profitable à la cause alliée à un rapport de clientélisme problématique risquant de compromettre le bon déroulement de l'intervention.

En automne de la même année, l'amiral Koltchak siège dans le gouvernement provisoire sibérien établi à Omsk en qualité de ministre de la Guerre. Fondé en septembre 1918, ce gouvernement est le résultat d'un compromis entre les éléments antibolcheviques de droite et les socialistes-révolutionnaires (SR). Ce « Directoire antibolchévique unifié », mené par cinq hommes de tendances politiques variées, se confond aisément avec les multiples

²⁰⁶ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie... », *op.cit.*, p. 13.

²⁰⁷ Morley, *op. cit.*, p. 204.

²⁰⁸ SHD, 6N188, Télégramme n°336, Delanney, 2 août 1918.

formations politiques qui émergent en Russie au cours de la guerre civile avant de disparaître aussi vite. L'instabilité politique de la région explique la réticence des Alliés à reconnaître officiellement le gouvernement de Omsk²⁰⁹. De fait, dans la nuit du 17 novembre 1918, des officiers partisans de Koltchak procèdent à l'arrestation impromptue de membres socialistes du Directoire au nom de l'amiral. Le jour suivant, le Directoire est aboli et Koltchak est proclamé le « chef suprême » de la dictature qui se met en place en Sibérie²¹⁰. Le coup d'État n'est pas sans répercussions diplomatiques. Bien que la plupart des Russes blancs considèrent l'amiral avec un certain respect, voyant en lui un élément modéré malgré l'établissement de son régime autoritaire, les différentes factions de la gauche antibolchevique y répondent avec hostilité²¹¹. Le Conseil national des Tchèques, en l'occurrence, refuse de reconnaître l'autorité de Koltchak et déclare sa prise de pouvoir d'illégale²¹². C'est le général Janin, resté à Omsk pour attendre la fin de la crise politique, qui doit convaincre les Tchécoslovaques de ne pas abandonner la lutte contre les bolcheviques²¹³.

Semenov se trouve au cœur de ces tensions politiques, car il refuse obstinément de se soumettre à l'autorité de Koltchak. Le 21 novembre, il déclare ne vouloir s'incliner que devant les généraux Denikine ou Khorvat et ce, même si ce dernier a accepté de son côté de se subordonner au nouveau régime de l'amiral²¹⁴. Ce refus exacerbe le mauvais rapport existant entre lui et Koltchak. Décidant d'abord de révoquer Semenov de sa position d'officier, Koltchak le déclare ensuite traître et charge le colonel Volkov, envoyé pour remplacer le cosaque, de le déférer au conseil de guerre²¹⁵. Entre l'effondrement du gouvernement panrusse de Omsk, jusqu'alors considéré comme une alternative possible aux

²⁰⁹ Moffat, *op. cit.*, p. 262-263.

²¹⁰ *Ibid.* Voir aussi SHD, 7N708, « Situation Sibérie orientale. Renseignements de l'E.M. Japonais », Service de l'attaché militaire de France, 28 novembre 1918.

²¹¹ Moffat, *op. cit.*, p.264.

²¹² SHD, 7N708, « Situation Sibérie orientale... », *op. cit.*, 28 novembre 1918.

²¹³ Moffat, *op. cit.*, p.264.

²¹⁴ SHD, 7N708, « Situation Sibérie orientale... », *op. cit.*, 28 novembre 1918.

²¹⁵ SHD, 7N708, « Situation en Sibérie orientale. Renseignement de l'E.M. Japonais », Service de l'attaché militaire de France au Japon, 11 décembre 1918.

bolcheviques dans la région, et l'escalade de tensions entre leurs divers protégés, la situation prend une tournure quelque peu gênante pour les Alliés.

Ces derniers font aussitôt pression sur le Japon pour qu'il intervienne auprès de son principal protégé pour l'obliger à accepter l'autorité de Koltchak. Le gouvernement impérial promet alors de faire tout son possible, en affirmant à multiples reprises avoir donné des instructions fermes en ce sens au général Otani²¹⁶. Malgré ces promesses, proférées en apparence de bonne foi, le conflit s'éternise pendant la majeure partie de l'année 1919. La démarche diplomatique du Japon contraste une nouvelle fois avec la réalité du terrain. Dédaigneux de Koltchak, qu'il perçoit comme un agent britannique peu favorable aux ambitions japonaises en Sibérie, Tokyo ne voit pas la soumission de Semenov à ce dernier comme une évolution désirable²¹⁷. Or, l'absence de politique alliée commune lui permet aisément de danser autour du problème que pose Semenov. Aucune force alliée n'a officiellement reconnu le gouvernement de Koltchak, et le gouvernement impérial se sert de cet argument pour défendre sa position ambiguë et pour éluder la question du conflit entre Koltchak et Semenov²¹⁸. Roger Maugra, ambassadeur de France au Japon en 1918-1919 affirme par ailleurs que si les Alliés en venaient à reconnaître le régime de Koltchak, le Japon serait forcé de prendre le pas et de faire de même, quitte à délaisser Semenov comme « pivot de leur politique en Sibérie orientale »²¹⁹. Il estime ainsi que c'est le manque de convergence des vues entre les nations alliées qui permet au Japon d'agir à sa guise dans la région. Il y a toujours une certaine conviction de la part des agents français que si le Japon était mieux encadré par les Alliés, celui-ci serait obligé de délaisser ses objectifs personnels pour se ranger de leur côté. En absence d'un tel encadrement, il est relativement aisé pour le Japon

²¹⁶ SHD, 6N188, Télégramme n°469, Maugras, 13 décembre 1918 ; SHD, 6N188, Télégramme n°472, Maugras, 18 décembre 1918; SHD, 7N708, « Situation Sibérie orientale. Renseignements de l'E.M. Japonais », Service de l'attaché militaire de France au Japon, 19 décembre 1918.

²¹⁷ Morley, *op. cit.*, p. 204; Ono, *op. cit.*, p. 99.

²¹⁸ Voir par exemple : SHD, 6N188, Télégramme n°154, Bapst, ambassadeur de France au Japon, 24 mai 1919.

²¹⁹ SHD, 6N188, Télégramme n°13, Maugras, 17 janvier 1919.

d'instrumentaliser la situation pour justifier les actions unilatérales entreprises par ses troupes, et ainsi de transformer les opérations de l'intervention interalliée en actions politiques assujetties aux objectifs de l'Empire japonais.

Or, pour les Français comme pour les Britanniques et les Américains, il semble évident que le Japon favorise plutôt l'action désordonnée de son protégé, car la possibilité de la création d'un gouvernement russe unifié ne convient pas à leur idéal d'une Sibérie politiquement morcelée et instable. Il leur serait en effet plus désirable de voir la Sibérie être gouvernée par plusieurs petits gouvernements faibles qui pourraient être influencés ou intimidés par le Japon²²⁰. Ce faisant, l'insubordination de Semenov n'implique pas seulement un manque d'unité parmi les différentes factions antibolcheviques de Sibérie. Le cosaque participe pleinement à la déstabilisation de la région et met en péril le régime déjà précaire de l'amiral. S'adonnant à des multiples actes de banditisme sanglant, les troupes de Semenov contreviennent parfois directement aux manœuvres des forces de l'intervention, notamment en empêchant le transport de troupes et de matériels interalliés sur les chemins de fer du Transbaïkalie²²¹.

De plus, l'opinion que les Japonais ont de Koltchak, n'est pas particulièrement positive. Le gouvernement impérial le perçoit comme un agent britannique qui serait peu enclin à satisfaire les demandes de concessions japonaises²²². L'amiral ne fait pas davantage confiance aux Japonais, qu'il voit comme purement intéressés par les gains territoriaux que la guerre civile russe peut leur occasionner²²³. Il est évident que l'idée d'abandonner ses protégés pour se ranger derrière un homme possédant de mauvaises dispositions à son égard n'est pas très reluisante pour Tokyo. Les Français soupçonnent d'ailleurs que l'amiral aurait refusé de concéder des avantages économiques et territoriaux au Japon en échange de leur

²²⁰ Moffat, *op. cit.*, p. 264, 266.

²²¹ SHD, 7N708, « Situation en Sibérie orientale... », *op. cit.*, 11 décembre 1918.

²²² Morley, *op. cit.*, p. 204.

²²³ Moffat, *op. cit.*, p. 247.

appui, ce qui est à la fois une exposition de la politique japonaise en Sibérie à l'égard des chefs russes locaux et une explication possible du dédain particulier que manifeste le Japon envers Koltchak²²⁴. Ces suppositions, rapportées notamment par le commandant Lapomarède, accentuent la position de méfiance des Alliés vis-à-vis du Japon. Le fait que celui-ci ne soutient pas, et n'ait jamais soutenu, de « personnalité d'Europe » en Russie, mais qu'il favorise au contraire des personnages de Sibérie orientale, capables de lui concéder des gains faciles dans la région, devient une preuve supplémentaire du caractère intéressé de sa politique sibérienne tournée vers l'Asie, ainsi que de son manque d'affiliation réelle à la cause alliée.

Suivant cette logique, le Japon refuse d'abandonner Semenov tout au long de son conflit avec Koltchak et ce, malgré les nombreuses pressions effectuées par les alliés. En janvier 1919, le gouvernement impérial affirme que le Japon n'a pas l'intention de soutenir le séparatisme de Semenov ni même de reconnaître ses troupes comme une armée indépendante, mais qu'il ne peut cependant pas cesser toute relation avec le cosaque car il serait déshonorant de l'abandonner ainsi²²⁵. L'importance qu'occupe Semenov dans la politique sibérienne du Japon est toutefois bien connue des Alliés qui n'ignorent pas sa réticence à l'idée de délaisser le personnage qui lui est le plus favorable en Sibérie. Ainsi, au printemps suivant, alors que le conflit entre les deux Russes blancs persiste toujours, les Alliés accusent formellement le Japon de profiter de la rivalité violente entre Koltchak et Semenov et d'encourager en même temps les tendances séparatistes mongoles de ce dernier²²⁶. On estime que Semenov sert d'instrument pour Tokyo dont le but est de déstabiliser et de diviser la Sibérie à ses propres fins. L'ambassadeur russe au Japon confie à son homologue français, Edmond Bapst qu'il a la certitude que le Japon souhaite détacher la Sibérie orientale de la Russie et que la preuve réside dans le fait qu'il encourage secrètement les « intrigues séparatistes » de Semenov à

²²⁴ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie... », *op.cit.*, p. 21.

²²⁵ SHD, 6N188, Télégramme n°13, *op. cit.*

²²⁶ SHD, 6N188, Télégramme n°85, Bapst, 1^{er} avril 1919.

Tchita ainsi qu'en Mongolie²²⁷. Certaines rumeurs font même état de la participation d'officiers japonais aux actes de banditisme effectués par les troupes « semenovistes » à Omsk²²⁸.

Le Japon, de son côté, déclare que Semenov aurait tôt fait de se soumettre à l'amiral si les Alliés daignaient reconnaître son gouvernement de façon officielle²²⁹. Ici encore, le gouvernement impérial se désiste de la problématique engendrée par les actions désordonnées et violentes de son protégé en évoquant le flou existant dans la politique interalliée. Le ministre de la Guerre Tanaka affirme d'ailleurs que le gouvernement japonais est toujours disposé à reconnaître le régime de Koltchak et qu'il n'attend que de voir les États-Unis se positionner à leur tour avant de le faire²³⁰. Cet argument permet de souligner la bonne disposition du Japon à l'égard des Alliés, en réaffirmant sa volonté de se ranger derrière leurs décisions politiques, tout en se prêtant comme amical au gouvernement de l'amiral malgré la persistance du problème de Semenov. Le Japon peut donc échapper à une prise de décision qui pourrait remettre en question un statu quo dont il profite.

La question de la reconnaissance du régime de Koltchak est toujours vive au début de l'été 1919. Des agents français rapportent que l'opinion russe à Omsk manifeste une certaine déception devant l'absence de reconnaissance officielle du gouvernement de l'amiral par les forces alliées. Cette hésitation permet à Tokyo de faire valoir leur sympathie à l'égard de la population russe en insistant sur le fait que le gouvernement japonais est pour sa part prêt à reconnaître le gouvernement de Omsk²³¹. Dans un entretien avec un colonel japonais dénommé Fukuda, un agent français rapporte l'opinion que ce sont les Alliés qui ont empêché le Japon de reconnaître officiellement le gouvernement de Koltchak, et qu'il s'agit là d'une

²²⁷ SHD, 6N188, Télégramme n°85, *op. cit.*

²²⁸ SHD, 6N188, Télégramme n°154, Bapst, 24 mai 1919.

²²⁹ *Ibid.*

²³⁰ SHD, 6N188, Télégramme n°145, Bapst, 17 mai 1919.

²³¹ SHD, 16N3192, Télégramme n°400-401, Martel, haut-commissaire français à Omsk, 16 juin 1919.

faute diplomatique de leur part que d'avoir pris en considération leur point de vue sur le sujet. Les Japonais se présentent ainsi comme « les vrais amis de la Russie », car ce sont eux qui, les premiers, ont manifesté le vœu de reconnaître Koltchak²³². De même, les Japonais répandent la rumeur parmi la population russe à Omsk que ce sont eux qui ont pris l'initiative de suggérer aux Alliés de reconnaître officiellement le gouvernement de l'amiral. On craint en parallèle que cette manœuvre n'exacerbe les critiques, de gauche comme de droite, d'une opposition déjà déçue par les défaites subies au front, et que les agents japonais ne les encouragent dans leurs attaques²³³. Alors que Tokyo revendique son caractère bienveillant auprès des Russes, ses actions semblent fermenter des disputes internes en accentuant les divisions politiques locales. L'appui japonais à un Russe blanc est encore une fois instrumentalisé selon l'évolution de la situation, cette fois pour gagner la sympathie de la population locale au détriment des autres nations alliées.

Du point de vue français, l'action politique des Japonais en Sibérie est donc marquée par l'exacerbation de conflits visant à morceler le peu d'unité existant entre les factions antibolcheviques. En plus de souhaiter la formation de faibles entités politiques aux dépens d'un gouvernement russe fort et unifié, le Japon offre son support à des chefs locaux qui lui promettent en retour certaines concessions territoriales ou économiques en Sibérie orientale. À travers ces manœuvres se manifestent un désir de déstabiliser et de diviser la région de façon à étendre l'influence de l'Empire japonais sur certains territoires de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient russe.

²³² SHD, 16N3192, « Entrevue de notre agent D. avec le colonel Fukuda », 21 juin 1919.

²³³ SHD, 16N3192, Télégramme n°400-401, *op. cit.*

2.3 L'intervention japonaise en Sibérie et la diplomatie interalliée

L'intervention sibérienne donne lieu à une dynamique diplomatique complexe. Le Japon, en tant que puissance montante sur la scène internationale, s'insère dans ce système d'alliances produit de la Grande Guerre non sans éveiller le scepticisme, voire la méfiance de ses alliés. Dans le cadre de l'intervention sibérienne, cette méfiance est à la fois justifiée par les intrigues menées par les militaires japonais en Sibérie orientale et en Extrême-Orient russe, et amplifiée par des notions racistes qui se rapportent au caractère « fondamentalement incompatible » des Asiatiques avec les Blancs et plus largement, à la crainte du « péril jaune »²³⁴ qui vient se greffer à la montée en puissance du Japon.

Dans la conclusion éclairante de son rapport sur l'historique de l'intervention, le commandant Lapomarède déclare que la participation du Japon à celle-ci se rapporte à peu près au type de coopération qu'il a offert durant la Grande Guerre : une coopération hésitante, apportant son lot de conditions, et fluctuante selon les victoires et les défaites de l'Entente²³⁵. Il évoque alors des différences raciales pour expliquer cet apparent désintérêt de la part de Tokyo envers les causes alliées. Tout comme dans le cas de la Chine, la sympathie du Japon est désignée comme « purement politique et asiatique »²³⁶. Lapomarède ajoute, en faisant référence aux prétentions libérales et démocratiques de l'Entente, qu'un idéal politique ne

²³⁴ Le concept de « péril jaune » apparaît au milieu du 19^e siècle, alors que s'accroît l'immigration en provenance d'Asie de l'est vers l'Occident. Il prend racine dans le racisme scientifique d'une part, qui catégorise les populations d'Asie comme appartenant à une « race jaune », et dans la crainte latente d'un Orient nébuleux, surpeuplé et invasif d'autre part. Flexible et arbitraire, le concept de « péril jaune » est attribué tour à tour à la Chine puis au Japon, selon le danger que chaque nation semble représenter pour l'Occident. Les victoires militaires du Japon sur la Chine et la Russie à la fin du 19^e siècle vont, par exemple, réorienter les angoisses liées au « péril jaune » vers celui-ci, que l'on craint capable de renverser la balance du pouvoir à l'international. Voir Michael Keevak, *Becoming Yellow: A Short History of Racial Thinking*, Princeton, Princeton University Press, 2011, p. 5-8 et Rotem Kowner, « 'Lighter than Yellow, but not Enough': Western Discourse on the Japanese 'Race', 1854- 1904 », *The Historical Journal*, vol. 43, n° 3, 2000, p. 104.

²³⁵ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie... », *op.cit.*, p. 38.

²³⁶ *Ibid.*

peut suffire à « rapprocher les races » et qu'il n'y a que « par la force ou grâce à la force » que les soi-disant principes civilisationnels de la France pourraient pénétrer au Japon²³⁷. Dans cette logique, il est impossible de développer une camaraderie sincère, un rapport d'égal à égal avec les Japonais. Toute relation ne peut être que superficielle et motivée par les intérêts politiques de l'Empire, et ce n'est qu'en subordonnant le Japon à l'Occident qu'il devient possible d'obtenir une réelle compréhension des esprits. Ainsi perçoit-on l'alliance entre Tokyo et les puissances occidentales comme une chose fragile, un fait fréquemment souligné à travers l'insistance de Paris à fournir un encadrement allié solide à l'intervention japonaise. Si on ne fait pas confiance au Japon pour mener seul des opérations en Sibérie dans le sens entendu par l'Entente, on espère le contraindre par le biais d'une structure militaire et diplomatique interalliée qui régirait l'intervention. Compte tenu du peu de moyens que possède la France, la réalité prend évidemment une forme toute autre. Le cadre interallié ne permet pas aux Français d'imposer leur volonté sur l'intervention, non plus qu'il n'empêche le Japon de mener à bien ses objectifs personnels.

Parmi les forces de l'Entente, c'est donc Tokyo et, dans une moindre mesure, Washington qui donnent corps à l'intervention sibérienne. Marquée par leur rivalité croissante dans le Pacifique, la relation nippon-américaine prend sans surprise une place prépondérante dans la diplomatie interalliée au cours de l'intervention. Alors que le monde de l'après-guerre commence à se dessiner à l'horizon, le rapport entre le Japon et les États-Unis se révèle être déterminant en Extrême-Orient et dans le Pacifique. Selon Pierre Grosser, qui prend soin de replacer le théâtre asiatique dans la mouvance globale, la dynamique nippon-américaine est primordiale à la stabilisation non seulement de l'Extrême-Orient et du Pacifique, mais aussi de l'ordre international ainsi que de l'équilibre du pouvoir entre les grandes puissances²³⁸. La guerre mondiale aura permis au Japon de se hisser au rang de puissance industrielle,

²³⁷ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie... », *op.cit.*, p. 39.

²³⁸ Grosser, *op. cit.*, p. 83-85.

consacrant son insertion sur la scène internationale. Le chamboulement du rapport de pouvoir entre les puissances impérialistes en Asie lui donne aussi l'opportunité d'élargir sa sphère d'influence sur les territoires chinois et russe. Dans cette conjoncture, les États-Unis font figure de contre-pouvoir à la présence japonaise en Extrême-Orient. L'expression de leur rivalité dans le contexte de l'intervention sibérienne n'échappe pas à cette logique. Bien que le gouvernement de Hara Takashi s'efforce de privilégier un rapport prudent et amical avec Washington, c'est principalement sous la pression américaine que les actions unilatérales des militaires japonais en Sibérie orientale se résorbent finalement²³⁹. Or, la France craint que l'exacerbation des tensions entre les deux pays autour de la question sibérienne pourrait encourager l'isolement diplomatique du Japon sur la scène internationale, en l'excluant par exemple de la toute nouvelle Société des Nations. On estime ainsi que la rivalité nippo-américaine en Sibérie pourrait entraîner un dangereux déséquilibre qui retrancherait le Japon dans son militarisme belliqueux et l'éloignerait de l'Entente.

Sur le terrain, le conflit entre le Japon et les États-Unis en Sibérie orientale s'articule principalement autour de la question des chemins de fer. Le Transsibérien est un souci majeur de l'Entente. Tous les plans d'intervention depuis celui suggéré par Foch en décembre 1917 incluent l'objectif prioritaire de prendre le contrôle du chemin de fer pour mener à bien le reste des opérations²⁴⁰. Le Transsibérien est à l'époque le moyen de transport le plus efficace pour parcourir le pays : partant de Moscou, le chemin de fer traverse l'Oural pour atteindre les grandes villes de Sibérie et contourne le lac Baïkal jusqu'à Tchita, où la ligne se scinde en deux pour atteindre l'océan Pacifique (voir figure 2.3). Un premier tronçon, plus court, serpente vers le sud en territoire chinois et pénètre dans la Mandchourie du Nord à partir de la « station Manchzhuriya »²⁴¹. Il s'agit du chemin de fer de l'Est chinois, construit et

²³⁹ Grosser, *op. cit.*, p. 89.

²⁴⁰ Morley, *op. cit.*, p. 32-33.

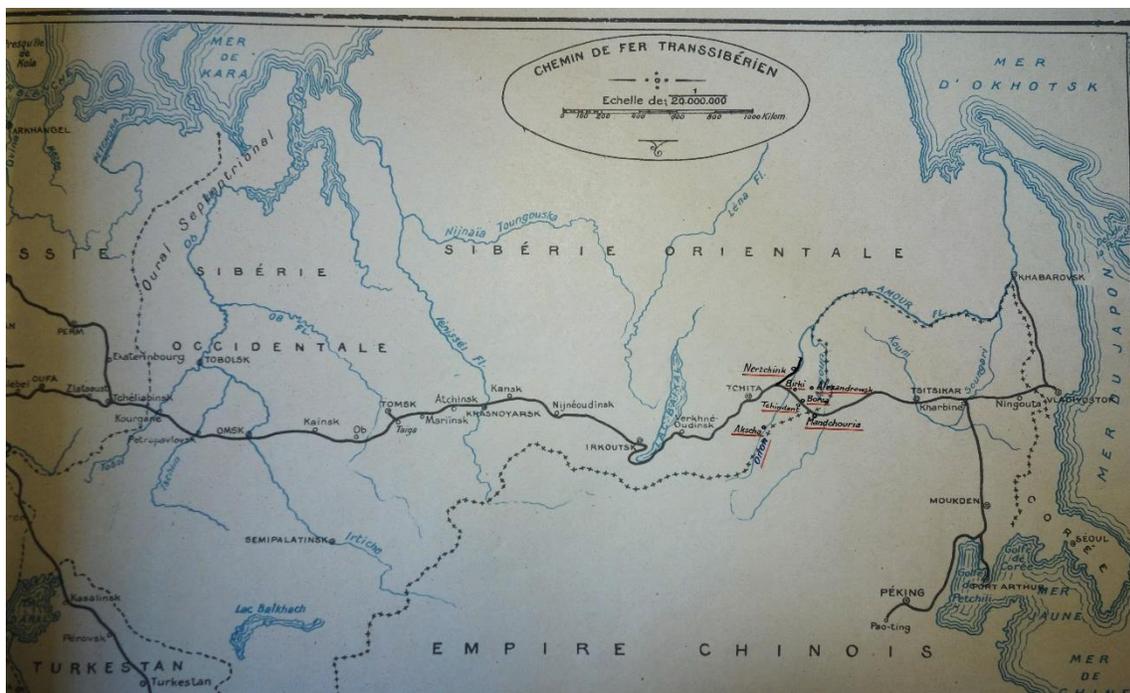
²⁴¹ Kenneth Larry Knotts, Jr., *They Kept the Trains Running: The U.S. Russian Railway Service Corps During the Allied Intervention in Russia's Civil War*, these de Ph.D. (histoire), Université du Nebraska, 2014, p. 162.

administré par les forces russes qui étaient stationnées dans le nord de la Mandchourie jusqu'à leur expulsion par des troupes chinoises durant la Révolution²⁴². Le deuxième tronçon, construit à la suite de la guerre russo-japonaise, se poursuit en territoire russe le long du fleuve Amour et vient achever son trajet dans la ville portuaire de Vladivostok. Le Transsibérien est aussi l'unique voie ferrée connectant la Russie d'Asie à Moscou, ce qui en fait un élément primordial de la logistique militaire. Tout au long de la guerre, le chemin de fer est utilisé pour transporter des tonnes de matériel allié, acheminé depuis les quais de Vladivostok jusqu'au front en Russie d'Europe²⁴³. La situation ne change pas au cours de la guerre civile : prendre le contrôle du Transsibérien reste fondamental pour mener à bien le déplacement de troupes et de matériel d'un bout à l'autre de la Russie. Ce faisant, les différentes factions impliquées dans le conflit s'arrachent régulièrement la possession du Transsibérien ou encore, en sabotent le fonctionnement pour dérailler les opérations de leurs ennemis.

²⁴² Asada, *loc. cit.*, p. 1286, 1308.

²⁴³ Knotts, *op. cit.*, p. 162-163.

Figure 2.3 Carte du chemin de fer Transsibérien en 1918



Source : SHD, 6N188, Chemin de fer Transsibérien, 1918

Confrontés à de nombreux problèmes de rendement, le Transsibérien se révèle incapable de supporter à lui seul le poids des opérations alliées en Russie. Les Américains préparent donc à la fin de l'année 1917 l'envoi d'un corps spécial de secours ferroviaire sous la direction du colonel George Emerson et de l'ingénieur John F. Stevens pour restaurer et maintenir la ligne de chemin de fer²⁴⁴. Après avoir été retardé plusieurs mois en Mandchourie à cause de la Révolution d'octobre, ce corps particulier vient s'ajouter en été 1918 à la mission d'intervention américaine. Il assiste l'effort interallié en Sibérie en réparant ponts, rails, tunnels et autres structures ferroviaires détruites par les bolcheviques²⁴⁵. Au printemps 1919, les quelques 7000 hommes du général Graves qui composent le corps expéditionnaire

²⁴⁴ Knotts, *op. cit.*, p. 162-163.

²⁴⁵ *Ibid.*, p. 175.

américain sont aussi échelonnés le long du Transsibérien entre Vladivostok et Khabarovsk²⁴⁶. Les troupes américaines en Sibérie sont sommées de « rester neutres », soit de ne pas s'ingérer dans les affaires internes du pays et d'éviter dans la mesure du possible d'engager le combat avec des factions russes. La situation sur le terrain les amène parfois à faire exception lorsqu'ils sont confrontés à des forces de l'Armée rouge ou même, à d'anciens alliés belliqueux tels que Semenov²⁴⁷. Pour Washington, l'intervention doit avant tout favoriser la reprise économique de la région, reprise qui nécessite forcément le rétablissement et le maintien des chemins de fer²⁴⁸. Ainsi le rôle joué par les États-Unis en Sibérie se résume à la gestion du trafic sur le Transsibérien : ils emploient soldats et ingénieurs essentiellement pour protéger et entretenir les lignes de chemin de fer.

Cependant, le Japon convoite aussi la prise de contrôle du Transsibérien. L'idée de laisser les lignes de chemin de fer de la Sibérie orientale tomber aux mains des Américains leur est inacceptable. Le problème des chemins de fer est omniprésent dans les négociations qui précèdent l'intervention interalliée. Outre l'importance du Transsibérien d'un point de vue logistique, il est aussi relié à la crainte de la pénétration allemande en Russie, ainsi qu'à la récupération du matériel allié accumulé à Vladivostok. Dans ses rapports avec les Alliés au début de l'année 1918, le ministre des Affaires étrangères Motono insiste allègrement sur la question : la sécurité de la Sibérie orientale ne peut être assurée qu'en reprenant le contrôle des lignes de chemin de fer du Transsibérien et de l'Est chinois aux mains des bolcheviques et de leurs partisans²⁴⁹. Pour les interventionnistes japonais, l'occupation des chemins de fer, dans le nord de la Mandchourie et à l'est du lac Baïkal, apparaît comme une condition

²⁴⁶ SHD, 6N188, « Occupation militaire japonaise en Sibérie », *op. cit.*, p. 10-13.

²⁴⁷ Knotts, *op. cit.*, p. 190-191.

²⁴⁸ Dunscomb, *op. cit.*, p. 93.

²⁴⁹ SHD, 6N188, Télégramme n°42, Renault, 7 février 1918.

nécessaire de l'organisation de l'opération large qu'ils rêvent d'accomplir en Sibérie orientale, un élément clé de la poursuite des ambitions impérialistes du Japon²⁵⁰.

Le Japon et les États-Unis se disputent sur la question du Transsibérien tout au long de l'année 1918. De ces négociations, le marquis de La Begassière, conseiller à l'ambassade française à Tokyo, rapporte les paroles de l'ambassadeur américain qui exprime sa méfiance à l'égard de l'État-major japonais qui, selon lui, « poursuit en Sibérie orientale une politique particulariste et cherche à maintenir la désunion avec l'arrière-pensée d'en tirer un profit personnel »²⁵¹. Cependant, La Begassière ne conçoit pas les actions des Américains comme innocentes non plus. Selon lui, le fait que ceux-ci priorisent le rendement du Transsibérien, et qu'ils insistent au passage pour installer l'ingénieur américain Stevens à sa direction, laisse entendre qu'ils cherchent tout autant que les Japonais à y accomplir leurs objectifs personnels²⁵². Il faut d'ailleurs noter que, du point de vue français, les Américains se sont révélés être un allié particulièrement difficile sur le plan de l'intervention. Les positions maintenues par Washington contreviennent plus d'une fois à la réalisation des espoirs français, notamment en décalant l'exécution des opérations et en limitant largement leur portée. Leur participation est certes considérée nécessaire pour restreindre les visées impérialistes du Japon, mais Paris ne tire qu'une satisfaction réduite de l'implication américaine en Sibérie, considérant la faible étendue de ses actions et la priorisation de ses propres intérêts économiques dans la région.

Face au rejet subséquent de propositions américaines et japonaises sur la gestion du Transsibérien, l'ambassadeur anglais suggère une action commune des gouvernements alliés pour faire pression sur le Japon²⁵³. L'idée est toujours de faire entendre raison à Tokyo en le ramenant sous la coupe des Alliés aux moyens de pressions diplomatiques. En décembre

²⁵⁰ Morley, *op. cit.*, p. 52, 55-56.

²⁵¹ SHD, 6N188, Télégramme n°436, La Begassière, 11 novembre 1918.

²⁵² SHD, 6N188, Télégramme n°425, La Begassière, 31 octobre 1918.

²⁵³ SHD, 6N188, Télégramme n°444, La Begassière, 14 novembre 1918.

1918, le Japon soumet un nouveau projet au gouvernement américain qui fait cette fois-ci une concession importante sur le plan de la gestion des chemins de fer. Il renonce en effet à l'établissement d'un régime spécial sur le chemin de fer de l'Est chinois mais prévoit en contrepartie une direction générale confiée à des Russes et assistée par un comité interallié dirigé par l'Américain Stevens. La proposition, qui pourrait en théorie convenir aux principes de non-ingérence et d'autonomie locale promulgués par la diplomatie américaine, est pourtant jugée insatisfaisante par Washington qui souhaite s'approprier le pouvoir réel sur la direction du Transsibérien pour en assurer le rendement²⁵⁴.

Après des mois de dissension, Washington et Tokyo parviennent enfin à un accord sur la gestion des chemins de fer au début de l'année 1919. Cet accord propose la création d'une commission interalliée chargée de répondre aux questions d'ordre général concernant les chemins de fer, d'un comité technique composé d'un représentant de chaque nation alliée, ainsi que d'un comité militaire. L'activité de ce nouvel organe administratif comprend toutes les lignes de chemin de fer dans les zones d'occupation des Alliés, incluant le chemin de fer de l'Est chinois²⁵⁵. L'accord est officiellement accepté par le gouvernement américain en février. L'hésitation de Washington est tout de même déplorée par l'ambassadeur français à Tokyo qui souligne que le délai a permis de faire surgir certaines complications dans les relations sino-japonaises. Cet arrangement donne au Japon l'autorité d'administrer le tronçon chinois, ce qui soulève des vives protestations de la part de Pékin qui réclame son droit de gérer la ligne de chemin de fer passant sur son territoire à défaut de la Russie²⁵⁶. De plus, la décision du cabinet de Hara Takashi de se joindre à cet accord ne fait pas l'unanimité au sein de l'État-major japonais qui objecte à l'idée de se soumettre à l'autorité de la commission interalliée. Refusant de reléguer le contrôle du chemin de fer, l'armée japonaise continue d'interférer dans les opérations ferroviaires, en plus de poursuivre ses actions unilatérales en

²⁵⁴ SHD, 6N188, Télégramme n°469, Maugras, 13 décembre 1918.

²⁵⁵ SHD, 6N188, Télégramme n°9, Maugras, 13 janvier 1919.

²⁵⁶ SHD, 6N188, Télégramme n°28, Maugras, 1^{er} février 1919.

Sibérie orientale²⁵⁷. Elle continue par exemple d'appuyer ses protégés cosaques qui s'adonnent à du banditisme violent et disruptif et ce, en dépit des nombreuses protestations alliées. Malgré une politique de collaboration entre le premier ministre Hara Takashi et le ministre de la Guerre Tanaka Giichi, l'armée japonaise adopte en Sibérie orientale une attitude insubordonnée que le gouvernement est incapable de circonscrire²⁵⁸.

À travers la question du Transsibérien s'exprime une véritable lutte de pouvoir entre le Japon et les États-Unis pour la domination des lignes de chemin de fer. Il est possible d'y voir, en quelque sorte, l'expression de la redéfinition de la balance du pouvoir dans le Pacifique, telle qu'elle se manifeste sur le terrain réduit de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient russe. À la différence des autres éléments qui composent la rivalité nippo-américaine en Sibérie, le conflit autour du Transsibérien implique un affrontement direct des ambitions respectives des deux nations. Il s'agit d'un élément essentiel de la politique sibérienne que mène Washington, tout en étant aussi central au Japon pour l'expansion des activités de son armée en Russie d'Asie.

En juin 1919, lorsque les Américains dépêchent un de leurs agents auprès du gouvernement Koltchak pour l'encourager à adopter des pratiques démocratiques, Bapst soupçonne le gouvernement japonais de désapprouver cette démarche par peur de voir s'établir un régime démocratique sous domination américaine. Le Transsibérien, en particulier, tomberait aussi sous la coupe de Washington, ce qui aurait pour conséquence immédiate de faire échouer tout projet d'expansion de l'Empire japonais en Sibérie orientale et dans l'Extrême-Orient russe²⁵⁹. D'une part, la position centrale qu'occupe le Transsibérien dans l'intervention japonaise ainsi que dans le conflit nippo-américain est claire. L'interprétation de Bapst permet de souligner d'autre part que la politique sibérienne menée par le Japon est, du point

²⁵⁷ Dunscomb, *op. cit.*, p. 93.

²⁵⁸ *Ibid.*, p. 93, 98.

²⁵⁹ SHD, 16N3192, Télégramme n°165, Bapst, 5 juin 1919.

de vue français, l'antithèse d'une organisation de la Sibérie selon les principes de démocratie libérale des Américains. La stratégie d'impérialisme agressif réalisée par l'armée japonaise en Sibérie orientale est fondée sur l'idée traditionnelle d'établir un périmètre de sécurité économique et militaire au nord du continent asiatique. Cette stratégie contraste non seulement avec les principes du gouvernement plus modéré de Hara Takashi, mais aussi avec les objectifs de la restructuration de la politique internationale de l'après-guerre promus par la « nouvelle diplomatie » américaine²⁶⁰.

La rivalité entre le Japon et les États-Unis s'exprime aussi en Russie d'Asie au-delà de la question des chemins de fer. De façon générale, les Américains protestent régulièrement contre les actions de l'armée japonaise et des cosaques qui sont sous sa dépendance. Maugras écrit en janvier 1919 qu'à la suite de l'accord conclu entre le Japon et les États-Unis à propos du Transsibérien, Washington pourrait enfin se concentrer sur les problèmes occasionnés par Semenov et pousser Tokyo à faire davantage de concessions en modifiant leur attitude vis-à-vis de l'ataman cosaque²⁶¹. Considérant leur relative impuissance diplomatique, les agents français identifient les pressions américaines comme le moyen le plus efficace de réorienter les actions du Japon en Sibérie. C'est pourquoi au cours de l'été 1919, au moment où l'armée japonaise poursuit une politique active de destruction du bolchevisme en Sibérie orientale, la France craint que les objections américaines ne suffisent plus à limiter le caractère intéressé de l'intervention japonaise. Tokyo supporte à ce moment le gouvernement Koltchak et fait également monter les frustrations à l'égard des Alliés en paradant la question de la reconnaissance du régime de l'amiral. Le parti militaire, inquiet de la propagation du bolchevisme en Extrême-Orient, souhaite provoquer rapidement la chute des soviets. C'est une farouche opposition interne, provenant des figures plus modérées du gouvernement ainsi que de l'opinion japonaise, qui empêche une expansion effrénée de l'intervention déjà

²⁶⁰ Masataka, *op. cit.*, p. 227, 229-230.

²⁶¹ SHD, 6N188, Télégramme n°13, *op. cit.*

extrêmement impopulaire²⁶². Malgré tout, il y a en juin 1919 un mouvement accéléré des troupes japonaises venues en renfort en Sibérie orientale qui inquiète l'ambassadeur français. Pour ce dernier, les conséquences logiques de cette action approfondie seraient d'amener le Japon à ignorer les contestations américaines et à s'insérer encore davantage dans les affaires internes de la Sibérie orientale²⁶³. Les diplomates et militaires français s'inquiètent donc de voir s'occasionner une véritable rupture diplomatique entre le Japon et les États-Unis, une rupture qui aurait comme impact immédiat de laisser libre cours aux ambitions japonaises en Sibérie orientale et en Extrême-Orient.

Sur ce point, on peut aussi citer un rapport du capitaine Grenier qui dénote des reproches faits à l'armée américaine et partiellement confirmés par l'État-major japonais. On accuse notamment ses soldats d'avoir encouragé la révolte des hommes du cosaque Kalmykov, un autre protégé japonais qui occasionnait des troubles en Sibérie orientale, pour les pousser à se rendre aux Américains. Plus grave encore, les troupes américaines sont accusées d'avoir permis le massacre d'un détachement japonais en refusant d'engager les forces bolcheviques. D'autres reproches aux accents antisémites font état d'une grande proportion de Juifs russes naturalisés parmi leurs rangs qui composeraient des « éléments douteux », les prédisposant à plus de sympathie envers les bolcheviques²⁶⁴. Les soldats américains sont essentiellement accusés de fraterniser avec l'ennemi, voire de désertir pour rejoindre le camp des bolcheviques, et de saboter les efforts de l'armée japonaise en Sibérie orientale. Grenier déplore la montée potentielle d'un sentiment anti-américain vigoureux au Japon, stimulé entre autres par des polémiques diffusées par la presse japonaise²⁶⁵. La rivalité nippo-américaine en Sibérie, malgré l'impopularité de l'intervention en soi, pourrait nourrir des frustrations existantes au Japon et encourager l'implantation d'un sentiment populaire anti-

²⁶² SHD, 16N3192, Télégramme n°174, Bapst, 19 juin 1919.

²⁶³ SHD, 16N3192, Télégramme n°175, Bapst, 22 juin 1919.

²⁶⁴ SHD, 6N188, « Les États-Unis en Sibérie. Les États-Unis et le Japon », Capitaine Grenier, attaché-militaire au Japon, à Clémenceau, 29 mars 1919, p. 6-8.

²⁶⁵ *Ibid.*, p. 12.

américain. Pour Grenier, cela signifie que le Japon risquerait de faire volte-face sur le plan diplomatique. Au lieu de poursuivre la course espérée vers une plus grande démocratisation du pays, le Japon pourrait s'en éloigner et replonger dans le militarisme agressif qui a fait sa réputation avant la guerre, et que l'on voit s'exécuter en Sibérie orientale²⁶⁶. Ainsi, il est entendu qu'une rupture avec les États-Unis participerait de l'isolement diplomatique du Japon et l'écarterait naturellement des principes de la démocratie libérale prônée dans l'ordre mondial américain.

La fin de l'année 1919 ne voit pas une amélioration de la situation en Sibérie, ni sur le plan diplomatique ni sur le plan militaire. La relation entre Tokyo et Washington reste tendue : le refus officiel de l'armée japonaise de se subordonner à la commission interalliée du Transsibérien, le financement continu des atamans Semenov et Kalmykov, et l'ingérence non moins marquée des troupes japonaises dans les affaires intérieures russes entraînent une nouvelle contestation officielle de la part des États-Unis à l'égard de la politique sibérienne du Japon²⁶⁷. Néanmoins, le cabinet de Hara se démontre à la fois incapable de restreindre les actions indépendantes de l'armée en Sibérie orientale, et appréhensif à l'idée d'entamer un recul militaire qui obligerait l'abandon des objectifs sibériens de l'intervention japonaise. L'effondrement imminent du gouvernement de Koltchak à Omsk sous les coups d'une offensive bolchevique en automne 1919 précipite une nouvelle crise dans le gouvernement japonais. Le dilemme s'impose : déployer davantage de troupes pour appuyer le régime blanc ou abandonner l'amiral et retirer les forces japonaises de la Sibérie orientale? Avant de prendre une décision, le cabinet choisit de s'enquérir de l'attitude des Américains sur la question, de façon à éviter d'exacerber leur opposition avec une nouvelle augmentation impromptue des troupes japonaises dans la région. Seul le nord de la Mandchourie sera renforcé, à la suggestion de l'État-major qui craint les conséquences de l'établissement d'un

²⁶⁶ SHD, 6N188, « Les États-Unis en Sibérie. Les États-Unis et le Japon », *op. cit.*, p. 12.

²⁶⁷ Dunscomb, *op. cit.*, p. 98.

potentiel gouvernement bolchevique en Sibérie orientale sur les territoires adjacents de la Mandchourie, de la Corée et de la Mongolie²⁶⁸. La réponse officielle des Américains ne viendra pas : le 8 janvier 1920, le Général Shigemoto Ôi (1863-1951) informe le gouvernement japonais du retrait anticipé des troupes américaines de la Sibérie. L'annonce est un choc²⁶⁹. Avec le départ graduel, mais généralisé, des troupes de l'Entente, l'intervention interalliée touche à sa fin.

La première phase de l'intervention japonaise s'illustre ainsi par une coopération à deux mesures et une instrumentalisation du cadre interallié au profit de la poursuite des intérêts spéciaux de l'Empire japonais. Pour la France, il s'agit d'un moment de désenchantement à l'égard de l'influence qu'elle détient au sein de l'intervention alliée et auprès du Japon lui-même, puisqu'elle se révèle incapable d'imputer la direction voulue aux opérations en Sibérie. La question de la marche à l'Oural, cruciale pour la France, ne sera jamais réalisée malgré les efforts persistants de ses représentants au Japon. De même, Paris se retrouve en situation d'impuissance face à l'attitude discordante de la diplomatie japonaise et de son action militaire concrète qui ne convient pas aux principes établis par l'accord interallié. L'État-major japonais, souhaitant profiter de l'opportunité pour mener ses objectifs dans le cadre des traités internationaux, prend toutefois soin de ne pas rejeter d'emblée les considérations interalliées. Au contraire, le contexte de l'intervention est instrumentalisé dans la justification des opérations militaires de l'armée impériale, au même titre que les questions récurrentes de la sécurité nationale et de la protection des ressortissants japonais en territoire russe. Les réassurances diplomatiques de Tokyo ne suffisent pas à calmer l'appréhension croissante de l'Entente face à la tournure prise par l'intervention japonaise, et de nombreux conflits viennent exacerber les tensions entre le Japon et ses alliés au cours de l'année 1918-1919. Tokyo est entre autres accusé de favoriser des protégés cosaques violents au détriment des

²⁶⁸ Dunscomb, *op. cit.*, p. 100-103.

²⁶⁹ *Ibid.*, p. 110.

chefs des Russes blancs préférés par l'Entente, dans le but d'encourager des particularismes ethniques et de mener au morcellement du territoire russe. De surcroît, on estime que le Japon souhaite présider à l'établissement de petits gouvernements faibles qu'il pourrait aisément dominer, puis intégrer à la sphère d'influence de son Empire. L'expérience de la participation japonaise à l'intervention semble démontrer, aux yeux de Paris, la fragilité de sa loyauté à un système d'alliance, ainsi que l'importance croissante de la rivalité nippo-américaine dans la dynamique asiatique à la fin de la Grande Guerre. L'attitude intransigeante des États-Unis à l'égard de l'intervention japonaise soulève la crainte d'un repli diplomatique éventuel de la part de Tokyo. Il est à ce moment évident que seul Washington détient une influence notable sur le Japon, ainsi que la capacité de freiner les ambitions particulières de celui-ci dans la région. De ce fait, un rejet complet de la coopération nippo-américaine pourrait mener à la marginalisation du Japon sur la scène internationale, mais aussi à un revirement politique vers un militarisme agressif sur le continent asiatique.

Les deux premières années de l'intervention japonaises annoncent les transformations politiques profondes de l'espace asiatique à la suite du conflit mondial. La France prend rapidement conscience de l'insuffisance du cadre interallié pour orienter les actions japonaises dans son sens voulu. Renflouée par la Grande Guerre à l'instar des États-Unis, le Japon démontre au cours de l'intervention sibérienne qu'il détient les moyens de réaliser ses ambitions en Asie; il est notamment impossible pour la France, épuisée et diminuée par des années de conflit, d'agir de manière significative auprès de celui-ci. Par conséquent, le virage agressif emprunté par l'intervention japonaise apparaît clairement au cours de la phase interalliée des opérations. D'abord soucieux d'imputer une certaine justification alliée aux actions de ses militaires, l'État-major japonais se lance dans des opérations larges qui ont pour but sous-jacent l'élargissement de la sphère d'influence du Japon. Éventuellement, les objectifs particuliers de l'Empire prennent le dessus sur l'orientation de l'intervention japonaise. Les actions unilatérales de l'armée impériale et de ses protégés russes

contreviennent même à la préservation de certains gouvernements russes blancs, jugés trop à gauche ou trop peu sympathiques aux intérêts japonais. Supposée être une opération réduite vouée à la rescousse du Corps Tchèque, l'intervention japonaise devient une véritable action antibolchévique rattachée aux ambitions expansionnistes de son Empire.

CHAPITRE III

L'INTERMINABLE INTERVENTION (AVRIL 1920 – OCTOBRE 1922)

La première moitié de l'année 1920 annonce officiellement la fin de l'intervention sibérienne interalliée. Il ne reste bientôt plus que le Japon qui persiste dans cette expédition devenue unilatérale. Durant cette période, l'armée impériale s'enlise dans une occupation militaire de la Russie extrême-orientale qui ne prendra fin que deux ans plus tard²⁷⁰. À la suite du départ annoncé des forces américaines de la Sibérie en janvier 1920, le Japon doit redéfinir les objectifs de l'intervention de façon à justifier la présence continue de ses troupes sur le territoire russe. Malgré le caractère plus modéré du cabinet de Hara Takashi, qui contraste généralement avec l'attitude agressive de l'État-major de l'armée, le retrait complet des forces japonaises apparaît à ce moment comme une impossibilité pour toutes les instances du pouvoir. L'occupation militaire est toujours nécessaire, de leur avis, pour garantir au Japon une position favorable dans l'Extrême-Orient russe, ainsi que pour assurer la sécurité des frontières de l'Empire et des ressortissants japonais contre l'Armée rouge et la propagation du bolchevisme²⁷¹. L'intervention unilatérale du Japon devient une question de défense

²⁷⁰ Malgré le retrait des troupes japonaises du continent russe, le nord de l'île Sakhaline continue d'être occupé par l'armée impériale jusqu'en 1925.

²⁷¹ Dunscomb, *op cit.*, p.111.

nationale. Le ministre de la Guerre Tanaka suggère ainsi une restructuration de l'intervention selon la formule proposée par les Américains au cours de l'été 1918 : des effectifs réduits seraient concentrés autour de Vladivostok, ce qui leur permettrait de délaissier certaines zones troubles dans les régions de la Transbaïkalie et de l'Amour (voir figure 3.1). La proposition est adoptée par Hara et celui-ci s'engage dorénavant à réduire la taille de l'expédition sibérienne selon ces nouveaux paramètres²⁷².

Figure 3.1 Estampe japonaise « La marche de l'armée japonaise dans Vladivostok », 1919



Source: Library of Congress, Prints and Photographs Division Washington D.C., États-Unis, LC-DIG-ppmsca-08213, <http://loc.gov/pictures/resource/ppmsca.08213/>

²⁷² Dunscomb, *op cit.*, p.111.

Cependant, la stagnation de l'armée japonaise en Russie, d'autant plus embarrassée par le départ graduel des autres troupes alliées, accentue l'impopularité généralisée de l'intervention. À l'intérieur même du pays, l'opinion publique japonaise se fait, dans une large mesure, indifférente ou critique des actions de l'armée impériale, désabusée par la politique russe menée par le cabinet de Hara et peu intéressée par les relents ultranationalistes de l'affaire²⁷³. La poursuite d'une intervention unilatérale entraîne aussi la suspicion de la communauté internationale. On se méfie de la nature des intentions du Japon, qui ne peut plus prétendre au couvert des objectifs alliés pour justifier ses actions en territoire russe²⁷⁴. La possibilité de l'isolement diplomatique du Japon en raison de son aventurisme impérialiste est une menace qui pèse toujours, d'autant plus que l'opposition forte des États-Unis, qui pourraient aisément rallier d'autres nations à leur cause, est connue de tous.

Ce dernier chapitre englobe donc la seconde moitié de l'intervention sibérienne correspondant à l'action unilatérale du Japon en territoire russe. De façon générale, la documentation française entourant les années 1920 à 1922 de l'intervention japonaise en Sibérie s'appauvrit considérablement. Les observations de Bapst, l'ambassadeur français à Tokyo, sont plutôt succinctes, les télégrammes courts et moins nombreux que durant la phase interalliée de l'intervention sibérienne. Cela témoigne sans doute de l'intérêt faiblissant de la diplomatie française pour la question, alors que la mission militaire française a quitté la Russie pour de bon et que les considérations asiatiques de la France s'orientent principalement vers l'Indochine. Ce chapitre tâche de retracer d'abord le passage de l'expédition interalliée à une opération militaire unilatéralement japonaise au cours de l'année 1920. Suivant le départ de leurs alliés, le Japon doit redéfinir l'intervention et ses objectifs officiels pour justifier sa présence continue dans l'Extrême-Orient russe : celle-ci sera désormais fondée sur une stratégie de défense impériale visant la protection des

²⁷³ Dunscomb, *op cit.*, p. 126-128.

²⁷⁴ *Ibid.*

ressortissants japonais ainsi que du périmètre de sécurité de l'Empire contre l'avancement de l'armée rouge et la propagation du bolchevisme. La France considère, avec une certaine justesse, que la prolongation de l'intervention japonaise cache en réalité les intentions têtues du parti militaire qui cherche toujours à exécuter sa vision expansionniste dans l'Extrême-Orient russe. En effet, l'État-major de l'armée mène une politique militaire unilatérale qui tente, encore une fois, d'établir un gouvernement pro-japonais à Vladivostok, soit l'un des derniers pôles du pouvoir militaire japonais en Russie.

Cette dernière phase de l'intervention représente ainsi l'abandon final du caractère allié de l'intervention sibérienne au profit d'une action politique antibolchevique orientée vers l'exécution des objectifs de l'Empire. La seconde partie du chapitre analyse la perception française de l'intervention japonaise comme mesure d'intégration au système international, ainsi que la crise de l'impérialisme japonais provoquée par la transformation du contexte mondial, les pressions internationales et l'impopularité croissante des institutions militaires parmi la population. Enfin, la troisième partie s'attarde sur l'importance de l'intervention sibérienne dans l'ascension du Japon comme puissance impérialiste au tournant du 20^e siècle. Alors que Tokyo y démontre l'envergure de sa puissance militaire et économique acquise durant la guerre, l'intervention sibérienne se constitue en un terrain primordial où s'exprime la nouvelle réalité du système international et de ses rivalités impériales émergentes. Le Japon détient durant la période de l'entre-deux-guerres une position avantageuse dans le Pacifique et en Extrême-Orient. Toutefois, l'étalement de ses forces en Sibérie et dans la Russie extrême-orientale ne lui apportera que des gains temporaires tout en approfondissant ses insécurités diplomatiques.

3.1. L'intervention japonaise repensée

En 1920, les objectifs de l'intervention interalliée sont largement accomplis ou, en raison du développement de la situation en Russie et à l'international, ont dû être ajustés ou abandonnés. La fin de la guerre, notamment, élimine la crainte de voir la Russie basculer sous la domination de l'Empire allemand ; on lutte dorénavant de façon décomplexée contre le bolchevisme, sans plus le traiter comme une extension des armes allemandes. La question de la reconstitution du front de l'Est, primordiale pour la France en 1917 qui en fait l'un de ses arguments principaux en faveur d'une expédition sibérienne, n'a plus lieu d'être dès la signature de l'armistice. Quant à la protection du corps tchécoslovaque, raison première de la présence des Alliés en Sibérie, l'évacuation de ses soldats est déjà en grande partie achevée dès la fin de 1918. Officiellement, les dernières troupes tchécoslovaques quittent le territoire russe le 1^{er} septembre 1920²⁷⁵. L'intervention alliée se posait aussi comme un moyen potentiel de restaurer l'ordre et la stabilité en Russie, en se défendant néanmoins, sur le plan théorique, de s'impliquer directement dans les affaires intérieures du pays. Cet objectif, dont les résultats ont été peu fructueux pour les Alliés et leurs protégés, semble être sur le point de se réaliser lorsque s'amorce, sous l'ordre de Lénine, un regroupement des gouvernements régionaux pro-bolcheviques, de nature plus modérée que les soviets militants, qui conduit le 6 avril 1920 à la proclamation d'une nouvelle entité politique : la République de l'Extrême-Orient. Conçue comme un État-tampon, l'instauration de cette république sert à rasséréner les Japonais quant à l'éventualité d'une propagation communiste en Extrême-Orient, de façon à encourager le retrait de leurs troupes en Russie. L'attitude du Japon ne change pas immédiatement face à l'émergence de ce nouveau gouvernement, assimilé sans doute à la multitude d'entités instables qui ont traversé la région au cours de la guerre civile, mais la République de l'Extrême-Orient et son influence stabilisatrice deviennent bien vite difficile à ignorer et remettent profondément en question l'occupation japonaise de la région²⁷⁶.

²⁷⁵ Dunscomb, *op. cit.*, p. 135.

²⁷⁶ *Ibid.*, p. 120-121, 149.

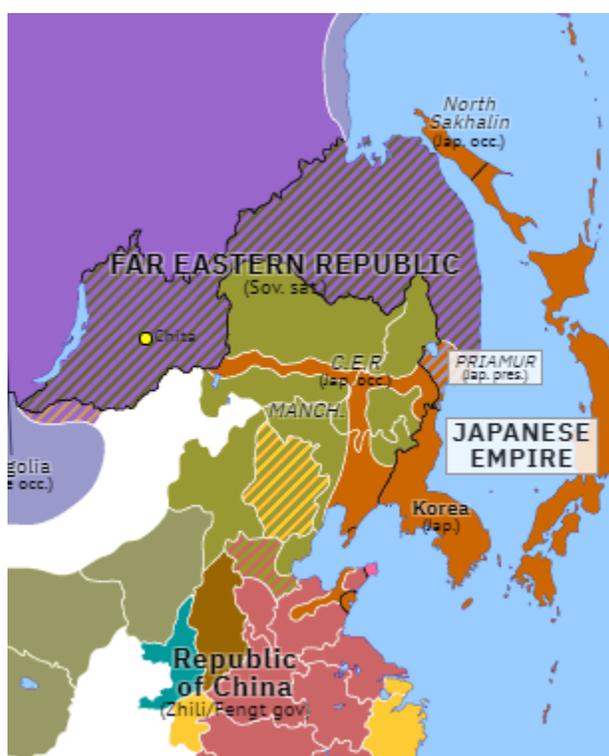
Lorsque l'intervention sibérienne cesse d'être une opération interalliée, la présence continue du Japon sur le continent soulève la scrutation et la critique à la fois de sa propre population désillusionnée et de la communauté internationale. Pour justifier cette nouvelle phase de l'intervention, le Japon retourne à sa position originale, défendue lors des négociations de 1917-1918, où il se réservait le droit d'intervenir de façon unilatérale dans le cas où les frontières de l'Empire et de son « périmètre de sécurité » seraient menacées. Selon cet argumentaire, l'occupation militaire de l'Extrême-Orient russe est redéfinie comme une nécessité et une garantie pour assurer la sécurité des résidents japonais et de leurs biens, ainsi que pour empêcher le « désordre bolchevique » de se répandre aux frontières de l'Empire, notamment en Mandchourie et en Corée. Le massacre des Japonais à Nikolaïevsk en mars 1920 est instrumentalisé par le gouvernement impérial en ce sens : la mort de quelques 700 Japonais, incluant des civils dont le vice-consul et sa famille, aux mains d'une bande de partisans rouges, qui seraient plus tard désavoués par les bolcheviques, sert de justification parfaite pour retarder le retrait des forces japonaises malgré le départ de leurs alliés²⁷⁷. Bapst indique dans un télégramme daté du 1^{er} avril 1920 que l'issue des combats à Nikolaïevsk, ainsi que d'autres altercations s'étant aussi conclues par des pertes japonaises, laisse planer la possibilité de représailles de la part du Japon. Il cite ensuite une note publiée par le gouvernement assurant que le Japon retirera bien ses troupes, mais qu'il lui est impossible de le faire dans le climat actuel, alors que la sécurité des individus japonais et de leurs biens reste menacée : « Quand la situation des territoires voisins du Japon sera calme, quand les menaces contre la Mandchourie et Corée auront cessé, quand la sécurité des Japonais en Sibérie sera certaine, quand les communications seront libres, le Japon évacuera »²⁷⁸. Une déclaration qui résume de façon plutôt concise les nouvelles assises de l'intervention japonaise. Le Japon annonce par la suite l'occupation militaire de la zone autour de Nikolaïevsk et du nord de Sakhaline, comme garantie, jusqu'à ce qu'un gouvernement russe

²⁷⁷ Dunscomb, *op. cit.*, p. 116-119; Linkhoeva, *loc. cit.*, p. 299.

²⁷⁸ SHD, 6N188, Télégramme n°125, Bapst, 1^{er} avril 1920.

puisse offrir compensation pour le massacre des Japonais. En contrepartie, l'évacuation des troupes japonaises de la Transbaïkalie et du nord de la Mandchourie à l'ouest de Harbin est prévue pour le début de l'été, et les négociations avec la nouvelle République de l'Extrême-Orient s'entament sur des considérations militaires pour créer une zone-tampon entre les forces russes et japonaises²⁷⁹.

Figure 3.2 Carte de la Russie extrême-orientale à l'été 1921



Source : *Omniatlas*, 2017. <https://omniatlas.com/maps/northern-eurasia/19210608/>, 9
janvier 2022

Cette refonte des objectifs officiels de l'intervention écarte toute prétention alliée de cette dernière. La défense des ressortissants de l'Empire japonais, de ses frontières ainsi que de

²⁷⁹ Dunscomb, *op. cit.*, p. 126.

ses zones d'influence se positionne au centre du discours diplomatique de Tokyo, offrant une justification large aux actions souvent indépendantes de leur armée. Bapst rapporte par exemple une sommation envoyée par le commandant des forces japonaises au gouvernement provisoire de Vladivostok qui ordonne à celui-ci d'autoriser le déplacement libre des troupes japonaises dans la province maritime, mais aussi de faire cesser toutes les manifestations et les publications à caractère antijaponais²⁸⁰. Ce dernier élément trahit d'une part l'impopularité des soldats japonais auprès de la population locale, qui témoigne suffisamment de son antipathie envers ceux-ci pour nécessiter un appel formel, et souligne d'autre part leur statut irrévocable d'occupants militaires indésirables. Il va sans dire que la présence continue de l'armée japonaise en sol russe ne repose pas uniquement sur l'idée équivoque d'une « défense nationale » ni même sur la protection des résidents japonais, mais cache aussi une ambition impérialiste qui se devine aisément à l'action de ses militaires. Du point de vue français, la poursuite de l'intervention unilatérale est principalement le fait du parti militaire qui, comme en 1918 et 1919, tâche de mener son propre agenda en Russie extrême-orientale. Bapst reconnaît certes que la défense impériale, entendue comme la protection des frontières de l'Empire et de son périmètre de sécurité, se situe au cœur des préoccupations de Tokyo qui craint particulièrement la propagation du bolchevisme sur les territoires de la Corée, de la Mandchourie et même du Japon. Toutefois, il indique que l'on retarderait aussi le départ des troupes japonaises dans l'attente d'un événement quelconque qui « obligerait » une action de leur part et viendrait justifier de façon rétrospective leur présence²⁸¹. Ambassadeur au Japon depuis mars 1919, Bapst avait notamment documenté les accusations alliées à l'encontre de l'ingérence japonaise visant à morceler la région en une série de petits gouvernements faibles. Ses télégrammes datés de la dernière phase de l'intervention laissent entendre que Tokyo n'a pas tout à fait abandonné l'espoir de voir s'installer un gouvernement qui lui serait favorable. Il fait mention en mars 1921 d'un

²⁸⁰ SHD, 6N188, Télégramme n°129, Bapst, 6 avril 1920.

²⁸¹ SHD, Télégramme n°294, Bapst, 1^{er} décembre 1920; SHD, Télégramme n°326, Bapst, 21 décembre 1920.

soulèvement de paysans sibériens contre les soviets et précise que « le désir du gouvernement japonais est que la crise actuelle se termine par l'établissement d'un État particulier d'Extrême-Orient, dont le gouvernement serait raisonnable et avec lequel lui-même pourrait traiter »²⁸². Les autorités japonaises font toutefois preuve d'une certaine retenue en empêchant Semenov de s'impliquer dans le mouvement par crainte de gâcher les chances d'y renverser le pouvoir bolchevique²⁸³.

Les observations de Bapst, qui sont plutôt brèves et s'intéressent surtout à l'éventualité de l'évacuation des troupes impériales, effleurent donc la dynamique complexe de la phase finale de l'intervention japonaise en Sibérie. S'il est vrai que le parti militaire domine toujours la direction des opérations, la faction modérée de Hara Takashi, qui augmente à ce moment ses efforts pour subordonner l'État-major à l'autorité du cabinet, n'est pas en reste. L'impopularité de l'intervention japonaise atteint des sommets inégalés entre 1920 et 1922, et la distinction entre les camps ultra-interventionniste et modéré du gouvernement japonais se fait moins nette. Près de deux ans après le début de l'intervention sibérienne, et suivant la quantité de ressources et d'hommes déployés dans cette opération coûteuse et impopulaire, il est aussi impensable pour le cabinet que pour l'État-major japonais de quitter le continent les mains vides, sans se garantir au minimum une position favorable dans l'Extrême-Orient russe²⁸⁴.

Néanmoins, et sans surprise, le cabinet et l'État-major ne voient pas la résolution de l'intervention du même œil. Les troupes de ce dernier perdurent notamment dans leurs entreprises politiques désastreuses en Extrême-Orient russe sans consultation des décisions du cabinet. De fait, Dunscomb décrit les deux dernières années de l'intervention comme le théâtre d'un énième conflit entre le cabinet et l'État-major de l'armée japonaise pour élargir

²⁸² SHD, Télégramme n°59, Bapst, 18 mars 1921.

²⁸³ *Ibid.*

²⁸⁴ Dunscomb, *op. cit.*, p. 128, 151.

les prérogatives du gouvernement sur la politique impériale. Désireux de réduire l'indépendance de l'armée et de la soumettre plus fermement au contrôle du cabinet, Hara Takashi délaisse quelque peu son attitude conciliatrice pour tenter d'appliquer un programme de réformes militaires et d'imposer certaines mesures à l'État-major pour que celui-ci retire ses troupes de la Sibérie. Il se heurte évidemment à une opposition virulente au sein de l'armée dirigée par son chef Uehara, agissant toujours comme le fer de lance de la faction militariste en politique japonaise²⁸⁵.

Cependant, il est à souligner que Hara n'approuve pas à ce moment le retrait complet des troupes japonaises de la Russie, mais vise plutôt une réduction graduelle de leur nombre et un arrêt au laissez-faire de l'armée sur le terrain²⁸⁶. De façon notable, le ministre de la Guerre Tanaka, autrefois un fervent interventionniste, se range aussi aux côtés de Hara Takashi sur la question. Il lui semble dorénavant impossible de voir le Japon atteindre ses objectifs initiaux en Russie d'Asie et juge qu'il est nécessaire de repenser l'intervention pour assurer à Tokyo une position avantageuse dans la région après le départ de ses forces. Avec la restructuration de l'expédition russe, Tanaka exprime le besoin pressant de changer l'attitude de l'État-major, que l'on dénote comme une cause majeure de la méfiance populaire et internationale. Il en relève, selon lui, à la fois de la survie du cabinet, qu'une opposition nationale farouche pourrait déstabiliser, et du statut international du Japon²⁸⁷. Il y a donc à ce moment un certain revirement du pouvoir au sein du gouvernement ou, tout du moins, de l'influence du parti militaire sur la politique russe du Japon. La faction plus modérée de Hara gagne Tanaka à sa cause, et tous deux réussissent à convaincre le *genrô* Yamagata Aritomo (1838-1922) de se joindre à eux dans le but de s'opposer à Uehara et ultimement de revoir

²⁸⁵ Dunscomb, *op. cit.*, p. 140, 152-153, 161.

²⁸⁶ Il faut attendre 10 mai 1921 pour que le cabinet change de position officielle et prenne la décision de rapatrier l'entière des troupes au Japon.

²⁸⁷ Dunscomb, *op. cit.*, p. 128.

les prérogatives de l'État-major pour attribuer davantage de responsabilités au cabinet sur la formulation d'une politique continentale²⁸⁸.

À l'instar de ce que Bapst note dans ses télégrammes, c'est bien au niveau des actions des troupes japonaises que se démarque la poursuite d'une politique militaire séparée et unilatérale dans l'Extrême-Orient russe. La réalisation d'un gouvernement pro-japonais à Vladivostok constitue de fait l'une des aspirations de l'armée japonaise en 1920²⁸⁹. Dans la nuit du 4 au 5 avril, les autorités militaires japonaises de Vladivostok interviennent auprès du *zemstvo*²⁹⁰ local, alors dirigé par une coalition de différentes tendances socialistes, puis ordonnent le désarmement de tous les Russes de la ville, ainsi que de Khabarovsk et de Nikolsk. George Montandon, un représentant de la Croix-Rouge suisse de passage à Vladivostok, assiste à la seconde prise de la ville par les Japonais qu'il décrit comme « la plus brutale et la plus sanglante ». Il joint à son propos des clichés de soldats japonais emportant des cadavres dans la rue ou tenant une foule à distance avec leurs armes alors qu'ils encerclent le bâtiment abritant le gouvernement russe²⁹¹. Montandon précise que, contrairement aux déclarations faites par les autorités militaires nippones à l'adresse de leurs alliés²⁹², l'intervention auprès du gouvernement de Vladivostok s'est déroulée sans provocation de la part des Russes ni justification pour le degré de brutalité ensuite exercé²⁹³. Le *zemstvo* survit de peu au coup. Les Japonais se retirent assez rapidement à la suite de protestations alliées en affirmant que la suspension de leurs drapeaux dans la ville ne servait

²⁸⁸ Dunscomb, *op. cit.*, p.1 37-138.

²⁸⁹ *Ibid.*, p. 150-151.

²⁹⁰ Un *zemstvo* est une assemblée territoriale, réunissant des représentants des élites aristocratiques et économiques locales, qui s'occupent des certaines affaires sociales et économiques. En 1918, sur les territoires sous contrôle bolchevique, les *zemstvo* sont remplacés par les soviets.

²⁹¹ George Montandon, *Deux ans chez Koltchak et chez les Bolchéviques pour la Croix-Rouge de Genève : (1919-1921)*, Paris, F. Alcan, 1923, p.82. Pour voir l'ensemble des photographies de Montandon prises à la suite du coup japonais, voir les figures 23 à 26 entre les pages 80-81 de ses mémoires.

²⁹² Le télégramme de Bapst indique par exemple que des bandes bolcheviques auraient attaqué les Japonais à Vladivostok le 4 avril, donnant lieu à l'ordre du général Ôi de procéder au désarmement des Russes, SHD, 6N188, Télégramme n°129, Bapst, 6 avril 1920.

²⁹³ Montandon, *op. cit.*, p. 82.

qu'à assurer la protection de certains bâtiments durant les opérations militaires. Plutôt qu'une réponse à une attaque, la raison véritable de cette tentative de coup d'État était d'empêcher le gouvernement provisoire de Vladivostok de transférer son pouvoir à la gauche bolchevique, la faction des Rouges jouissant d'une popularité et d'une influence croissantes dans la ville²⁹⁴, et d'établir si possible un régime fantoche à la solde du Japon. Mais sans assise parmi la population locale qui se méfie profondément de la présence japonaise, la tentative de l'armée impériale échoue²⁹⁵.

En mai 1921, un second coup d'État mené cette fois par des Russes blancs met fin au *zemstvo* socialiste de Vladivostok et établit en son lieu le gouvernement provisoire de Priamurye. Ce nouvel État antibolchevique de droite fait aussitôt rupture avec la République Extrême-Orientale et proclame son autorité sur l'ensemble de la Russie²⁹⁶. Il est dirigé d'abord par deux hommes d'affaires locaux, les frères Merkulov, qui seront déposés un an plus tard par le général Dietrich, ancien commandant sous Koltchak²⁹⁷. La réussite du coup s'explique principalement par la concentration de réfugiés blancs à Vladivostok qui, arrivés au cours de l'année en provenance des quatre coins de la république, renversent graduellement la balance des forces au pouvoir. La présence de l'armée japonaise, qui occupe toujours la ville, a permis aux troupes blanches de s'y amasser en relative sécurité, à l'abri de l'influence bolchevique²⁹⁸. Néanmoins, le rôle joué par les soldats japonais dans la formation de ce nouveau régime blanc est plus équivoque qu'en avril 1920. Expliquant l'incertitude apparente de celle-ci face aux événements, Dunscomb écrit : « In the end they intervened just enough to ensure that the coup was bloodless but that the White forces prevailed »²⁹⁹. À

²⁹⁴ Montandon mentionne que dans l'élection du *zemstvo* suivant le coup japonais, la seule liste bolchevique, sur sept, obtient 80% des votes. *Ibid.*, p. 82-83.

²⁹⁵ Dunscomb, *op. cit.*, p. 120.

²⁹⁶ *Ibid.*, p.163.

²⁹⁷ J.D. Smele, *The "Russian" Civil Wars, 1916–1926. Ten Years That Shook the World*, New York, Oxford University Press, 2015, p. 223-224.

²⁹⁸ *Ibid.*, p. 233-234.

²⁹⁹ Dunscomb, *op. cit.*, p. 163.

Khabarovsk, des combats se déclenchent entre les bolcheviques et les troupes blanches dites « kappelistes », surnommées en l'honneur de leur défunt général, Vladimir Kappel³⁰⁰. Les Japonais s'y impliquent d'abord en favorisant ces dernières, puis choisissent de les désarmer sous prétexte de respecter un accord conclu avec la République Extrême-Orientale³⁰¹. Cette attitude ambivalente ne satisfait évidemment personne. Un télégramme de l'ambassade française au Japon rapporte que la conduite des troupes japonaises est « très sévèrement jugée » et qu'elle soulève les protestations d'« antibolcheviques de toutes les opinions » qui vont se plaindre à cet effet au consulat de Vladivostok³⁰².

Les hésitations de l'armée japonaise s'expliquent d'une part à la lumière de la décision officielle du cabinet qui annonce enfin le retrait complet des troupes impériales de Russie. Le commandant expéditionnaire, le général Tachibana Koichirô (1861-1929) ayant succédé à Ôi en janvier 1921, est aussi notablement absent de Vladivostok et se trouve à Tokyo au moment du coup. D'autre part, la méfiance mutuelle des Japonais et des Russes blancs qui composent la mouvance contre-révolutionnaire contribue à l'attitude incertaine des troupes impériales face à ce revirement de situation dans la province maritime³⁰³. Les troupes dites « kappelistes » constituent une force militaire majeure parmi les Russes blancs impliqués dans le coup et sont issues du commandement d'un ancien général des forces sibériennes de Koltchak. Or, il existe toujours un espoir vague au sein de l'armée japonaise de remettre leur protégé Semenov en position de pouvoir, de manière à insuffler une orientation pro-japonaise au gouvernement provisoire de Priamurye. Réfugié en Chine à Port-Arthur, une ancienne base navale russe alors sous le contrôle des Japonais, le cosaque a participé au financement

³⁰⁰ Kappel (1883-1920) fut un le bras droit et ami de Koltchak. Il meurt d'engelure dans la taïga sibérienne en janvier 1920, en alors que son armée cherche à contourner une révolte bolchevique à Krasnoïarsk. Après une marche pénible à travers la Sibérie orientale, le restant de ses forces est accueilli dans l'armée de Semenov. Smele, *op. cit.*, p. 117.

³⁰¹ SHD, 6N188, Télégramme n° 98, Charles Arsène-Henry, secrétaire de l'ambassade de France au Japon, 29 mai 1921.

³⁰² *Ibid.*

³⁰³ Dunscomb, *op. cit.*, p. 163.

du coup, et ses troupes, accompagnées de celles de Kappel, occupent le 23 mai 1921 la ville de Nikolsk au nord de Vladivostok³⁰⁴. Cependant, Semenov est profondément impopulaire auprès des Russes de toutes les tendances. La faction blanche qui constitue le gouvernement provisoire n'est pas en reste et va jusqu'à s'opposer au débarquement du cosaque dans la ville. Il sera donc impossible pour Semenov de jouer un rôle dans le nouveau gouvernement. Les Japonais doivent ainsi composer avec une formation politique blanche qui ne leur est ni affiliée ni sympathique³⁰⁵.

Ce faisant, l'orientation donnée à la politique impériale par Hara diffère de l'action politique unilatérale de l'armée japonaise, mais s'appuie tout de même sur la violence et l'intimidation découlant de l'occupation militaire. Les visées impérialistes de Hara et de son cabinet ne sont pas non plus négligeables. « He had always supported a policy which would provide Japan at least some measure of access, perhaps a very large measure, to the raw materials, resources and potential markets of the Russian Far East »³⁰⁶, précise Dunscomb à propos de Hara. À cet effet, la présence de ses troupes dans la province maritime lui confère une marge de manœuvre plus grande, agissant comme support et garantie dans sa politique russe. L'occupation du nord de Sakhaline, par exemple, doit servir de levier de négociation pour que le Japon puisse obtenir compensation pour le massacre de Nikolaïevsk auprès d'un gouvernement russe stable (voir figure 3.2). La pratique va certainement un peu plus loin : sitôt déployées dans la région, les troupes japonaises s'empressent de transformer le port local d'Alexandrovsk en base militaire navale. L'objectif est d'assurer la protection des installations de pêche japonaises placées sur la côte de la mer d'Okhotsk. Bapst mentionne à ce sujet que « Les Japonais veulent s'organiser pour avoir à portée, en cas d'attaque de ces installations, des forces de terre et de mer »³⁰⁷.

³⁰⁴ Dunscomb, *op. cit.*, p. 163; SHD, 6N188, Télégramme n° 98, *op. cit.*

³⁰⁵ Dunscomb, *op. cit.*

³⁰⁶ *Ibid.*, p. 151.

³⁰⁷ SHD, 6N188, Télégramme n°215, Bapst, 27 juillet 1920.

La position du cabinet évolue toutefois au cours des deux dernières années de l'intervention : la décision officielle du rapatriement des troupes japonaises de Russie en mai 1921 s'accompagne de l'adoption d'une « politique sage » qui vise l'établissement de relations amicales avec la République d'Extrême-Orient. Ainsi, Hara se met à prioriser les négociations avec la république pour l'obtention de droits et privilèges pour le Japon : alors qu'on ne lui prête à peine attention lors de sa formation au printemps 1920, on estime un an plus tard que c'est la voie la plus prometteuse pour sauvegarder les intérêts russes du Japon³⁰⁸. Par l'entremise diplomatique, en cultivant de bonnes relations avec cet État non-bolchevique, Tokyo peut encore espérer obtenir une place avantageuse dans le développement de l'Extrême-Orient russe après le départ de son armée³⁰⁹.

3.2. La fidélité aux alliances et la crise de l'impérialisme japonais

La poursuite de l'intervention japonaise de façon unilatérale consacre l'abandon du modèle interallié au profit d'une action militaire antibolchevique rattachée aux intérêts de l'Empire. Celle-ci fait état d'un aventurisme impérialiste instigué en majeure partie par le parti militaire au sein du gouvernement japonais. Alors que le Japon pouvait, au début de l'intervention, se reposer sur son rôle d'allié de l'Entente pour faire valoir ses positions, argumenter ses choix selon les bénéfices possibles à une cause commune, il ne lui est dorénavant plus possible de légitimer ses actions en Russie sur la base de sa participation à une opération interalliée. La perception française de l'intervention japonaise en Sibérie se transforme selon son rapport

³⁰⁸ Dunscomb, *op. cit.*, p. 151.

³⁰⁹ *Ibid.*, p. 150-151.

au système d'alliance qui l'encadre originalement, alors qu'il vient affirmer, dans une certaine mesure, le rôle du Japon dans le système international.

En 1917-1918, la France voit l'engagement du Japon en Sibérie comme une initiative largement positive et attendue de sa politique étrangère. Les réticences soulevées à l'encontre des intérêts particuliers du gouvernement impérial dans la région n'atténuent pas le désir général de voir les troupes japonaises débarquer en Russie. Au contraire, les agents diplomatiques français en Asie renforcent l'idée qu'intégrer le Japon à une opération interalliée est en réalité le meilleur moyen de le contrôler : l'intervention sibérienne fait office de test à leurs yeux, une façon pour le Japon d'honorer son allégeance envers l'Entente et de faire ses preuves en tant que puissance et allié militaire. Un bref rapport sur la situation militaire au Japon, qu'ils produisent à la suite du départ de Terauchi, illustre bien cette vision en concluant que : « (...) bien que le parti militaire ait quitté le pouvoir, son programme, qui donne au Japon la mission de civiliser, de défendre et de diriger l'Asie, continue à être appliqué. Mais cette application exige que le Japon inspire confiance à l'Europe, tant par sa force militaire que par sa fidélité aux alliances »³¹⁰. Il y est souligné le caractère conditionnel de l'appui offert à Tokyo en sa position revendiquée de « leader » asiatique, selon s'il se montre ou non un allié redevable à l'Europe. La position française vis-à-vis la participation du Japon à l'intervention sibérienne s'inscrit donc dans cette logique, dans une attitude quelque peu paternaliste, motivée sans doute en partie par le rapport colonial que la France entretient avec l'Asie, qui espère arrimer l'action du Japon en Sibérie à ses propres intérêts ainsi qu'à ceux de l'Entente. L'intervention sibérienne fait ici figure de mesure positive d'intégration du Japon dans le système international. Le Japon a l'occasion, en participant aux opérations interalliées, de faire état de la force de ses armes, de se montrer à la hauteur

³¹⁰ SHD, 7N680, « Situation militaire », 20 octobre 1918.

de son statut acquis de grande puissance, et de se prêter fidèlement à son rôle de nation alliée aux yeux de la communauté internationale.

Il a été démontré précédemment qu'il y avait un décalage entre les objectifs officiels et la réalité sur le terrain. Ce décalage s'accroît quand les militaristes japonais prennent le dessus des opérations en Sibérie au détriment de la faction plus modérée de Hara Takashi. L'engagement des troupes japonaises ne produit pas les résultats espérés et leur conduite soulève la critique des Alliés qui ont tôt fait de remettre en question les intentions et objectifs réels du Japon. Les Américains en particulier persistent dans une opposition farouche à la direction prise par l'intervention japonaise. On évoque le spectre de l'isolement diplomatique du Japon sur la scène internationale, alors que l'on craint de voir le gouvernement impérial se replier sur l'Asie et s'enliser dans un militarisme chauvin.

Pour les Français, la nature même de l'action japonaise, le degré de violence auquel les troupes impériales peuvent s'adonner en Sibérie et dans l'Extrême-Orient russe, importe peu, les dommages collatéraux restant acceptables dans la mesure où leurs intérêts nationaux n'en sont pas gênés. La conclusion du rapport de Lapomarde sur l'historique de l'intervention indique notamment que le Japon a bien rempli sa tâche en se débarrassant du « germanisme » en Sibérie orientale et dans l'Extrême-Orient russe et que « [...] les reproches que nous lui adressons et qu'il mérite, proviennent, non pas tant de ce qu'il a suivi les leçons de ses maîtres germaniques, que de ce qu'il est resté d'abord et surtout un asiatique »³¹¹. Pour le commandant, la victoire contre la « pénétration allemande » en Russie est primordiale et la conduite générale des troupes japonaises n'est que considération secondaire. Il estime aussi qu'il est impossible d'exiger du Japon qu'il offre un support désintéressé aux affaires de l'Europe, puisqu'il est une nation asiatique et donc, par nature, incapable de considérations sincères autres que celles de ses objectifs immédiats, contrairement à l'Occident qui est

³¹¹ SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie... », *op.cit.*, p. 38.

désigné comme possédant une conscience plus élevée, morale et philosophique. La conception de Lapomarde d'une supposée « incompatibilité fondamentale des races » s'accompagne de l'idée que l'Europe seule peut « civiliser » le Japon, ainsi que le reste de l'Asie, pour permettre l'avènement d'une coopération véritable entre les deux³¹². Au niveau de l'intervention sibérienne, c'est dans sa proximité avec la diplomatie alliée et le système d'alliance qui en découle, et donc dans le rapprochement politique et militaire avec l'Europe et les États-Unis, que l'on attribue un caractère positif à l'engagement japonais. Yukiko Yamasaki écrit : « La méfiance envers le Japon constatée en France avant la guerre a été remplacée par l'espoir de la contribution japonaise à l'effort de guerre », ajoutant que le Japon bénéficie aussi de l'anti-germanisme et de l'antibolchevisme répandus dans les milieux politiques et intellectuels français³¹³. Lorsque l'armée japonaise s'écarte visiblement du cadre interallié et délaisse les objectifs prescrits par ceux-ci, l'intervention sibérienne se transforme en symptôme inquiétant d'un potentiel repli diplomatique de la part du Japon. On craint de le voir prioriser l'expansion de son empire en Asie au détriment des alliances et des intérêts partagés avec l'Occident.

Ainsi le passage d'une opération interalliée à une expédition unilatérale achève-t-il de renverser toute estimation positive accordée à l'intervention japonaise dans la politique internationale du Japon. Sans plus de justificatif allié, celle-ci ne souligne plus l'appartenance privilégiée du Japon à un système d'alliance, mais entache au contraire sa politique étrangère en l'associant à un militarisme expansionniste exacerbé. De ce fait, il n'est pas étonnant que Bapst y voit des machinations du parti militaire, connu comme étant la faction « pro-Asie » du gouvernement japonais, pour faire durer l'intervention alors que leurs troupes s'éternisent en Russie extrême-orientale. Il n'a évidemment pas tort sur ce point, considérant la politique militaire unilatérale menée par l'État-major japonais, mais il est intéressant de noter que

³¹² SHD, 7N708, « Historique de l'intervention japonaise en Sibérie... », *op.cit.*, p. 39.

³¹³ Yamasaki, *loc. cit.*, p. 104.

l'ambassadeur français identifie la rivalité nippon-américaine comme facteur poussant Tokyo à persister dans son entreprise, soit pour défier les États-Unis soit pour ne pas perdre la face devant eux³¹⁴. La poursuite de l'intervention unilatérale est donc ainsi perçue, comme un acte de contestation envers l'Amérique, et par extension envers l'Occident au vu de sa position hégémonique dans la politique internationale.

L'intervention sibérienne, qui devait permettre à Tokyo d'étendre son influence en Extrême-Orient dans le cadre des traités internationaux, a désormais perdu la légitimité que lui conféraient l'accord et la participation des Alliés. La dernière phase de l'expédition, il a été vu, invoque sa part de conflits dans le gouvernement japonais entre des factions dont les contours commencent à se brouiller face à l'échec des objectifs initiaux et l'épuisement généralisé. Outre l'opposition classique entre dirigeants militaires et civils, cette période très critiquée de l'intervention fait ressurgir la crise profonde de l'impérialisme japonais. C'est à la fin de la Première Guerre mondiale d'abord que le Japon doit remettre en question sa politique impériale : dans le contexte transformé du nouvel ordre mondial wilsonien, il lui faut dorénavant concilier ses propres pratiques la domination avec des notions de démocratie et de libéralisme dictées par les États-Unis sur la scène internationale. Bien que rien n'y empêche l'existence de l'empire à proprement dit, ces principes se posent inévitablement en contradiction des percées expansionnistes agressives que mène l'armée japonaise. Sur les attentes morales de la nouvelle diplomatie à l'américaine de l'entre-deux-guerres, Thomas Burkman précise : « Ideology did not eradicate power as a factor in diplomacy, but it required new justifications for the use of force and successfully challenged a Machiavellian approach to relations between people »³¹⁵. Au lieu de la traditionnelle conquête territoriale, la « diplomatie de la canonnière » typique du siècle dernier, on prône plutôt un impérialisme

³¹⁴ SHD, 6N188, Télégramme n°326, Bapst, 21 décembre 1920; SHD, 6N188, Télégramme n°35, Bapst, 11 février 1921.

³¹⁵ Burkman, *op. cit.*, p. 9.

« réformé » axé sur la poursuite d'intérêts commerciaux dits rationnels³¹⁶. Michael Schiltz explique dans son ouvrage sur l'impérialisme financier japonais que ce n'est pas l'expansion de l'Empire comme objectif ultime qui est reconsidérée, mais bien les moyens pour la mettre en œuvre. Le dilemme qui s'articule au cours de la première moitié du siècle relève du questionnement suivant : quelles stratégies politiques doit-on utiliser pour assurer l'autonomie et l'indépendance du Japon dans un contexte qui lui est fondamentalement averse? Faut-il suivre les États-Unis et limiter l'expansion de l'Empire en Asie ou s'opposer à l'ordre mondial américain et risquer un conflit avec les grandes puissances?³¹⁷ L'expérience japonaise de l'intervention sibérienne se situe au cœur de ce questionnement et représente, en quelque sorte, le résultat précoce de l'échec de la politique de compromis, incarnée à cette époque par Hara Takashi, et l'emportement de la « double diplomatie » jouée par les ultranationalistes japonais.

Or, la montée au pouvoir de Hara au début de l'intervention est symbolique pour la France de la bonne volonté qu'a le Japon de vouloir s'adapter à la « victoire » des principes démocratiques et libéraux et de suivre une politique accommodante de l'Occident qui consacrerait son intégration au nouveau système international. Soucieux d'entretenir des relations positives avec les puissances occidentales, Hara se donne la tâche délicate de moduler les ardeurs du parti militaire, sans pour autant délaissier les intérêts particuliers du Japon en Extrême-Orient. Il perçoit, naïvement peut-être, l'intervention comme une occasion pour Tokyo de tisser de meilleures relations avec Washington en se prouvant un allié redevable et conciliant³¹⁸. Toutefois sa tentative de réconcilier les ambitions des militaristes avec les impératifs d'une alliance avec l'Entente rencontre peu de succès.

³¹⁶ Masataka, *op. cit.*, p. 228, 232.

³¹⁷ Michael Schiltz, *The Money Doctors: Finance, Imperialism, and the Building of the Yen Bloc, 1895-1937*, Cambridge, Harvard University Asia Center, 2012, p. 22.

³¹⁸ Dickinson, *op. cit.*, p. 198.

L'État-major de l'armée n'attribue pas la même fonction diplomatique à l'intervention sibérienne. L'opportunité de s'engager en Russie apparaît à un moment crucial pour l'armée qui subit une perte de prestige et d'influence au sein du gouvernement et de la population³¹⁹. Rival de la marine japonaise, les deux États-majors se font compétition pour la distribution du budget alloué à la défense nationale. L'armée de terre détient une position privilégiée dans l'institution militaire du Japon jusqu'à la guerre russo-japonaise de 1904-1905. Considérée comme la première ligne de défense de l'Empire, sa prépondérance est justifiée par son statut de rempart contre l'ennemi traditionnel russe. Le déclin de son influence s'amorce par la suite : négligée par le cabinet Ôkuma, prédécesseur de Terauchi, qui favorise la marine durant la Grande Guerre, elle est forcée de reconsidérer son rôle dans la défense nationale avec la chute de l'Empire tsariste en 1917. De plus, la présence croissante des États-Unis dans le Pacifique, qui décide d'ailleurs d'étendre son programme naval en 1916, offre un contexte particulièrement favorable aux demandes budgétaires de la marine japonaise. L'expansion importante désirée par l'armée de terre apparaît à ce moment peu réalisable³²⁰. L'intervention sibérienne insuffle une nouvelle vie aux projets expansionnistes de l'État-major de l'armée. Influencé par les leçons tirées de la guerre en Europe, il voit en celle-ci l'opportunité d'explorer une nouvelle stratégie de défense nationale qui s'appuie sur la création d'une sphère d'autarcie en Extrême-Orient. Obtenir un statut hégémonique dans la région devient donc une priorité pour l'État-major dans le contexte de l'après-guerre³²¹.

Cette volonté particulière de rehausser le prestige de l'armée et de lui redonner sa place au cœur de la défense de l'Empire accompagne la mise en œuvre d'une politique militaire unilatérale en Russie. Selon Dickinson, la signification historique de l'intervention sibérienne est d'incarner une dernière tentative de l'armée japonaise d'imposer une direction à la politique impériale avant la période de l'entre-deux-guerres qui marque le bref recul de

³¹⁹ Dickinson, *op. cit.*, p. 198.

³²⁰ *Ibid.*

³²¹ *Ibid.*, p. 192; Masataka, *op. cit.*, p. 229.

l'impérialisme japonais agressif au profit de certaines tendances réformistes. Il s'agit d'une culmination des ambitions continentales du Japon, agressivement poursuivies par l'État-major qui cherche en même temps à revigorer les sentiments nationalistes et militaires d'une population désintéressée³²². Le déroulement de l'intervention démontre l'échec ultime de cette tentative : si le parti militaire réussit à prendre le dessus des opérations sibériennes, cet aventurisme impérial se solde par une baisse record de l'influence et du prestige de l'armée à la fois dans l'opinion japonaise et dans le gouvernement. La population japonaise reconnaît éventuellement la « diplomatie militaire » de l'État-major comme un problème majeur de l'intervention : c'est en constatant l'entêtement de l'armée à vouloir rester en Sibérie malgré les décisions du cabinet que l'on finit par lui reconnaître sa portion du blâme dans l'expérience désastreuse de l'expédition sibérienne³²³.

Enfin, un scandale à la fin de l'année 1922 scelle le sort de l'État-major aux yeux de l'opinion publique japonaise : on découvre parmi le matériel de guerre allié toujours stocké à Vladivostok qu'une quantité importante d'armes a « disparu » au cours de l'occupation japonaise. L'armée impériale est aussitôt soupçonnée d'avoir fait circuler des armes jusqu'en Mandchourie pour y supporter les forces du seigneur de guerre pro-japonais, Zhang Zuolin³²⁴. Après avoir nié cette accusation, un porte-parole de l'armée déclare qu'un nombre d'armes auraient pu passer entre les mains des Russes blancs, ce qui constituerait de fait une violation d'un embargo international sur les armes auquel le Japon avait adhéré³²⁵. Malgré ces réfutations, personne ne croit à l'innocence de l'armée dont les précédents en matière d'ingérence politique et militaire en Extrême-Orient sont bien connus. La colère populaire

³²² Dickinson, *op. cit.*, p. 202-203.

³²³ Dunscomb, *op. cit.*, p. 152-153.

³²⁴ Zhang Zuolin (1875-1928) émerge comme homme fort influent dans la foulée de l'échec de la première république chinoise. Nommé gouverneur militaire de la province de Liaodong, il est nommé en 1918 « inspecteur général des trois provinces orientales » de la Mandchourie. Il devient alors un allié prospectif intéressant pour l'armée japonaise qui lui offre son support, avec l'accord du cabinet, en échange de droits et concessions en Mandchourie.

³²⁵ Dunscomb, *op. cit.*, p. 198-199.

qui découle de ce scandale est donc notable, car elle va jusqu'à remettre en question les droits fondamentaux de l'armée japonaise prévus dans la constitution de Meiji³²⁶ qui garantit son indépendance face au cabinet³²⁷. Il s'y retrouve aussi une dénonciation du dommage causé à la réputation internationale du Japon en raison de cette « double diplomatie » menée par l'armée. La question de la loyauté du Japon aux alliances internationales est mise en avant : on considère en d'autres termes que le militarisme traditionnel isole le Japon des courants internationaux, ternit son prestige national et met en péril la confiance qu'on lui accorde au niveau mondial³²⁸. Plus tard, un major adjudant du corps expéditionnaire à Vladivostok sera poursuivi dans une cour martiale publique pour avoir transmis personnellement des munitions à des représentants de Zhang ; il servira dans les faits de bouc émissaire à l'armée dans l'espoir de réparer les torts causés par le scandale³²⁹.

3.3. L'intervention sibérienne et la balance du pouvoir impérial

À l'ouverture de la conférence de paix à Versailles en 1919, les délégués japonais siègent à titre de vainqueurs à la même table que les trois grands pays alliés de la guerre. Soixante ans après l'imposition de traités inégaux par les puissances occidentales, le Japon peut dorénavant négocier d'égal à égal avec celles-ci³³⁰. « The Versailles Peace Conference, like

³²⁶ L'article 11 de la constitution attribue le droit de commandement suprême de l'armée et de la marine à l'empereur (統帥権 ou *tôsuiken*), ce qui assure en pratique que les deux États-majors ont le seul contrôle des opérations militaires. Du même article découle le droit d'appel direct à l'empereur (帷幄上奏 ou *iaku jôsô*) qui reconnaît que les États-majors et les ministres de l'armée et de la marine sont exclusivement responsables devant le trône, et leur permet de consulter directement l'empereur. Aucune prescription constitutionnelle n'oblige l'institution militaire à déférer devant le cabinet ni même à coopérer avec celui-ci.

³²⁷ Dunscomb, *op. cit.*, p. 200-202.

³²⁸ *Ibid.*, p. 200-202.

³²⁹ *Ibid.*, p. 201-202.

³³⁰ Dickinson, *op. cit.*, p. 5-6, 205.

its two predecessors, the Shimonoseki Conference capping the Sino-Japanese War and the Portsmouth Conference crowning the war with Russia, serves [...] as a reminder of the distinct rise of Japan's international status »³³¹, résume Dickinson. En déclarant la guerre à l'Allemagne, le Japon obtient le statut de nation alliée et se garantit une position avantageuse pour faire reconnaître ses gains territoriaux, notamment dans le Shandong. Il signe pour ce faire des accords secrets au cours de l'année 1917 avec les pays de l'Entente dans le but de faire reconnaître ses « intérêts spéciaux » en Chine. La France, tout particulièrement, s'engage avec l'Angleterre à appuyer les revendications japonaises sur les anciennes colonies allemandes lors de la conférence de paix³³². Le rôle du Japon dans l'intervention sibérienne contribue à ce moment à le maintenir en position de force. Tokyo peut tour à tour se servir de sa présence en Extrême-Orient russe comme preuve de sa loyauté aux alliances et levier de négociation implicite pour supporter certaines de ses revendications. Le premier conflit mondial laisse ainsi place à de nouvelles dynamiques internationales : le Japon arrive à la conférence de paix en tant que nation créancière en se situant au sommet de sa puissance militaire et économique, et fait face à une Europe affaiblie et morcelée par l'effondrement des vieux empires continentaux. Quant à la France, après quatre ans de conflits sanglants et ravageurs sur son territoire, elle se trouve endettée et exténuée et ne détient que peu d'avantages au-delà du prestige de sa victoire³³³.

Lors des négociations, Tokyo cherche d'ailleurs à entériner un principe d'« égalité des races » dans la future Société des Nations, non pas par souci réel de discrimination (la colonisation japonaise et la brutalisation subséquente des populations asiatiques sous son contrôle parlent d'elles-mêmes), mais plutôt pour consacrer son statut de nation impérialiste au même titre que les puissances occidentales blanches³³⁴. Il s'agit d'un reflet de la

³³¹ Dickinson, *op. cit.*, p. 205.

³³² John E. Dreifort, *Myopic Grandeur: The Ambivalence of French Foreign Policy toward the Far East, 1919-1945*, Kent, Kent State University Press, 1991, p. 22-24.

³³³ Morlat, *op. cit.*, p. 58.

³³⁴ Dickinson, *op. cit.*, p. 206.

configuration nouvelle du jeu impérial dans lequel le Japon refuse explicitement d'être associé à une nation colonisée, mais revendique plutôt une égalité de pouvoir et de reconnaissance auprès des grandes puissances. Le rejet de cette proposition ainsi que, de manière plus importante encore, la résistance de la Chine qui refuse avec l'appui du président Wilson de se ranger derrière le transfert du Shandong au Japon, frustrent toutefois les ambitions de Tokyo. Malgré ses succès diplomatiques, le passage du Japon à Versailles prend aussi part au récit de son humiliation sur la scène internationale : « It is the story of Japanese victimization upon the international stage that is marshaled to explain Japan's ultimate defiance of the world order in the 1930s »³³⁵.

À cet égard, le discours des Américains à Versailles, dont le statut au sommet des négociations est incontestable, est particulièrement gênant pour les Japonais. Les déclarations de Wilson, affirmant la venue d'un nouvel ordre mondial fondé sur des principes libéraux de démocratie et d'internationalisme, sont profondément troublantes. Elles viennent remettre en question certains fondements de la politique nationale et étrangère du Japon, en plus de s'opposer concrètement à ses ambitions impérialistes en préconisant par exemple le retrait des troupes japonaises du Shandong³³⁶. Le leadership du Japon doit alors composer avec un contexte international transformé, un système en pleine refonte qui n'admet plus le militarisme conquérant auquel le Japon avait assujéti la construction de son État moderne et de sa puissance en tant que nation. Naturellement, les rivalités impériales en ressortent transformées. D'une part, le Japon ne peut plus compter sur la « vieille diplomatie » cloîtrée et bilatérale pour gérer les conflits et doit composer avec l'émergence d'institutions extranationales telles que la Société des Nations. La fin de la guerre entraîne, d'autre part, une nouvelle configuration du pouvoir en Asie. Si les États-Unis sont la force dominante de l'ordre mondial de l'entre-deux-guerres, le Japon émerge aussi comme une puissance

³³⁵ Dickinson, *op. cit.*, p. 206.

³³⁶ *Ibid.*, p. 209-211.

indiscutable du Pacifique et de l'Extrême-Orient. Avec l'effondrement de l'Empire russe, le retrait de l'Allemagne et le déclin de l'influence la puissance britannique, les deux nations deviennent titulaires de la stabilité et de la balance du pouvoir impérial dans la région.

L'intervention sibérienne se constitue rapidement comme le théâtre privilégié de nouvelles dynamiques impériales qui domineront l'espace extrême-oriental durant la période de l'entre-deux-guerres. Pour la France, les relations nippon-américaines se trouvent au cœur de la diplomatie de l'intervention sibérienne. Déjà à l'étape des négociations, il faut attendre une entente finale entre le Japon et les États-Unis pour que soit déclenchée l'expédition. Le dernier rempart contre celle-ci est la participation des Américains qui refusent d'accepter le principe d'intervention, entre autres dans la crainte de voir Tokyo profiter de l'occasion pour nourrir ses propres intérêts impérialistes en Sibérie orientale et en Extrême-Orient. Or, la condition ultime de l'engagement du Japon, telle que proclamée par le cabinet de Terauchi, est justement de recevoir un mandat allié unanime qui inclut l'appui des Américains au projet. Dans cet aller-retour étourdissant, la France, conjointement avec la Grande-Bretagne, joue en quelque sorte un rôle de médiatrice durant les négociations entre les deux pays. Elle fait à la fois pression sur le Japon et sur les États-Unis pour précipiter un accord interallié qui pourrait mener au déploiement de troupes en Sibérie. De façon notable, la France considère à ce moment les États-Unis comme un obstacle plus important que le Japon : c'est la « mauvaise volonté américaine » plutôt que la conduite de Tokyo qui retarde dangereusement la mise en place de l'expédition³³⁷. L'important conflit encadrant la question du Transsibérien durant l'année 1918-1919 implique d'autres efforts de médiation de la part de Paris et Londres. Paris blâme encore une fois l'entêtement de Washington pour les problèmes diplomatiques qui en découlent, et souligne son hypocrisie vis-à-vis le Japon alors que les Américains s'évertuent tout autant que ce dernier de prendre possession du chemin de fer

³³⁷ SHD, 16N3060, « Note pour Monsieur le Président du Conseil... », *op. cit.*

pour mettre à profit leurs propres objectifs économiques³³⁸. Quant à la dernière phase de l'intervention, soit le moment où celle-ci devient unilatéralement japonaise, l'éventualité du départ des troupes impériales de la Russie est une question qui, aux yeux des Français, est aussi régie par la dynamique nippo-américaine. Si Tokyo retarde l'évacuation de son armée, c'est pour éviter d'avoir l'air de succomber à une injonction américaine³³⁹. L'intervention japonaise unilatérale fait figure, sous cette logique, d'une démonstration de force et d'indépendance à l'encontre de l'Amérique.

Outre la rivalité américano-japonaise, la relation politique et militaire que le Japon entretient avec les États ou factions russes et chinois forme aussi un aspect déterminant de l'intervention sibérienne. Le contexte de la Première Guerre mondiale, qui confère au Japon une élévation importante sur les plans économique et militaire et distrait en même temps les colonisateurs européens, lui permet d'accentuer son rapport prédateur avec la Chine. Lorsque se présente l'opportunité d'intervenir en Sibérie, la coopération sino-japonaise devient impérative pour Tokyo. La signature d'un accord militaire en mars 1918 représente l'aboutissement de nombreuses pressions diplomatiques du Japon envers la Chine à cet égard. La France, au même titre que les autres nations alliées, se méfie naturellement des démarches entreprises par le Japon en Chine, ne croyant pas à l'innocence du prétexte pour lutter contre l'avancée des puissances germaniques. Les diplomates français à Pékin et à Tokyo retranscrivent les griefs des Chinois et font enquête sur le contenu véritable de l'accord que l'on soupçonne d'avoir des « clauses secrètes »³⁴⁰. On craint que les modalités réelles de cette entente, que le Japon refuse de divulguer publiquement, puissent mener à la domination économique et militaire de Pékin. Le souvenir outrageant des fameuses « Vingt et une demandes » imposées au gouvernement de Yuan Shikai en 1915 est, après tout, encore

³³⁸ SHD, 6N188, Télégramme n°425, La Begassière, 31 octobre 1918; SHD, 6N188, Télégramme n°28, Maugras, 1^{er} février 1919.

³³⁹ SHD, 6N188, Télégramme n°49, Bapst, 28 février 1921.

³⁴⁰ SHD, 6N130, Télégramme n°263, Boppe, 18 mai 1918; SHD, 6N188, Télégramme n°223, Regnault, 31 mai 1918.

frais³⁴¹. Mais sans avoir besoin de clause secrète, l'accord militaire, qui permet aux troupes impériales d'opérer librement en Mandchourie du nord, prévoit avant tout l'avancement des intérêts spécifiques de l'Empire japonais en Extrême-Orient³⁴². Par exemple, Tanaka, qui s'occupe de diriger les négociations avec la Chine, insiste répétitivement sur l'importance stratégique d'obtenir le contrôle de la zone du chemin de fer de l'Est chinois, désirant dans les faits remplacer la présence coloniale russe, disparue avec la Révolution, par celle du Japon. Pour ce faire, il n'hésite pas à encourager le financement illicite de protégés russes pour s'opposer aux avancées militaires chinoises dans la zone du chemin de fer, puis à solliciter une réorganisation du conseil d'administration à Harbin pour y installer le Général Khorvat et ses protégés dans des positions avantageuses. Puis, avant même le début formel de l'intervention en Sibérie, Terauchi approuve déjà en mai 1918 le déploiement de quelque cent troupes japonaises à Harbin³⁴³.

L'effondrement de l'Empire tsariste laisse également un vide qui perturbe le *statu quo* en Extrême-Orient et met fin à ce qui était une relation triangulaire inégale entre la Russie, le Japon et la Chine en Mandchourie. Le déclin des forces russes permet à la Chine de regagner momentanément le contrôle de la région et au Japon de s'y engouffrer pour élargir sa sphère d'influence coloniale³⁴⁴. Dans le contexte de la révolution et de la guerre civile, en l'absence de pouvoir russe qu'il considère légitime, le Japon entretient un rapport de domination inégal avec les Russes, assumé et maintenu par l'invasion et l'occupation militaire du territoire. Il n'est pas étonnant que, considérant leur désir d'assujettir certaines parties de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient russe à la sphère d'influence de leur Empire, les troupes japonaises se conduisent sur le continent avec la brutalité d'une nation conquérante,

³⁴¹ Profitant de la distraction des puissances européennes en guerre, le Japon fait signer une série d'accords à Yuan Shikai qui garantissent, entre autres, la reconnaissance de revendications minières et ferroviaires japonaises dans le Shandong, l'octroi de concessions spéciales en Mandchourie, et rien de moins que la domination des affaires intérieures de la Chine par le biais de conseillers japonais.

³⁴² Dickinson, *op. cit.*, p. 184.

³⁴³ *Ibid.*, p. 185-187.

³⁴⁴ Asata, *op. cit.*, p. 1304-1306.

galvanisées par le contexte particulièrement violent de la guerre civile russe. Les documents diplomatiques français témoignent peu de l'ampleur de cette violence, qu'elle soit directe ou commise par l'entremise de protégés russes peu savoureux comme l'ataman Semenov. Cette dimension de la participation japonaise étant, aux yeux de Paris, moins importante que son action antibolchevique, elle est généralement passée sous silence. Lorsque mention est faite, on tend à justifier et excuser les « débordements » par les circonstances difficiles de l'intervention et la violence des bolcheviques eux-mêmes³⁴⁵. Ce que les Français relèvent plutôt c'est le sentiment antijaponais important d'une majorité de la population russe, plus gênant pour l'implication des Alliés en Russie et pour la réputation internationale du Japon.

En outre, lorsque le Japon entame les négociations avec la République Extrême-Orientale, il profite de sa faiblesse relative et de son désir pressant de voir les troupes impériales évacuer le continent russe pour imposer des conditions de vainqueur à son départ³⁴⁶. Le secrétaire de l'ambassade française au Japon, Charles Arsène-Henry, mentionne que ces négociations sont semblables à celles qui s'effectuent au même moment dans le Shandong, traçant par inadvertance un parallèle intéressant entre le traitement des espaces chinois et extrême-oriental russe par le Japon³⁴⁷. Par ailleurs, jusqu'en 1920, la division stratégique des opérations militaires de l'armée japonaise fait de l'Extrême-Orient russe et de la Mandchourie un seul et même théâtre d'opération connecté par le chemin de fer de l'Est chinois. C'est avec la restructuration de l'intervention et de ses objectifs que l'on sépare

³⁴⁵ Lapomarède indique, par exemple, dans un rapport sur l'occupation militaire japonaise que les officiers ont commis d'« irréparables erreurs » dans la répression des bolcheviques en Sibérie orientale en exécutant des innocents, et justifie ces actions par la méfiance et l'ignorance des Japonais vis-à-vis de la population locale, ainsi que par la « guerre au couteau » menée par les forces rouges. Voir SHD, 6N188, « Occupation militaire japonaise en Sibérie », Lapomarède, 25 mai 1919.

³⁴⁶ Dunscomb, *op. cit.*, p. 168-169.

³⁴⁷ SHD, 6N188, Télégramme n°93, Henry, 20 mai 1921.

finalement les deux espaces, reconnaissant que le nord de la Mandchourie représente des intérêts chinois distincts de ceux rattachés à la Russie³⁴⁸.

Néanmoins, le dénouement de l'intervention sibérienne démontre la fragilité de la position internationale du Japon au sortir de la Grande Guerre. Bien qu'il se trouve en théorie au sommet de sa puissance économique et militaire, la nouvelle conjoncture mondiale le rend particulièrement susceptible aux pressions externes, tandis que l'absence de politique impériale commune en raison de l'opposition du cabinet et de l'État-major, combinée aux dénonciations populaires de l'aventurisme de l'armée, le heurte davantage sur le plan diplomatique. L'ascension des États-Unis en tant que première puissance mondiale s'accompagne d'un essor économique qui fait croître le commerce transpacifique au point de créer, au Japon, une dépendance nouvelle aux marchés et aux capitaux américains³⁴⁹. L'intégration croissante de l'économie japonaise à la prospérité américaine pèse sur la politique étrangère de Tokyo. Elle impacte à la fois le désir de rapprochement diplomatique des dirigeants modérés et la méfiance belliqueuse des ultranationalistes désireux de ne pas se plier aux exigences américaines. Cette dynamique peut être clairement identifiée dans la conduite de l'intervention japonaise en Sibérie: alors que le gouvernement impérial décide au départ d'atteler sa participation à celle des États-Unis, soucieux d'en faire une opération conjointe et mutuelle, les actions indépendantes de l'armée transforment celle-ci en acte d'opposition et de résistance aux pressions américaines.

Burkman souligne aussi que les prouesses militaires du Japon ne compensent pas la désuétude de sa technologie et de sa stratégie de guerre, qui traînent derrière les avancements importants accomplis durant le conflit mondial, en particulier en ce qui concerne l'aviation et la technologie sous-marine³⁵⁰. Il ajoute : « Meanwhile, Japan's wartime growth in heavy

³⁴⁸ Dunscomb, *op. cit.*, p. 143.

³⁴⁹ Burkman, *op. cit.*, p. 7-8.

³⁵⁰ *Ibid.*, p. 6.

industry, its new overseas territories, and the shift to oil as naval fuel exposed the Empire to greater strategic liabilities and demanded far-ranging supply systems »³⁵¹, impliquant que l'ambition même du Japon de se hisser au premier rang des puissances impérialistes accentue en parallèle sa vulnérabilité stratégique et militaire. Témoignant de l'angoisse particulière que soulève la sécurité économique de l'Empire, l'accaparement des ressources naturelles de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient russe constitue l'un des objectifs principaux de l'action unilatérale japonaise. L'abandon du modèle interallié de l'intervention correspond à la mise en avant de la protection des intérêts continentaux et coloniaux du Japon, incluant l'organisation de l'Extrême-Orient russe en espace économique rattaché à l'Empire³⁵². Les négociations avec la République extrême-orientale tournent principalement autour de la question des droits et privilèges économiques que les Japonais cherchent à s'y garantir. Mais l'imposition de la force militaire ne suffit pas dans le contexte particulier de l'entre-deux-guerres à assurer au Japon la place qu'il convoite dans l'Extrême-Orient russe ni même dans le nord de la Mandchourie.

Du côté français, l'intervention sibérienne souligne au contraire le recul notable de sa propre influence face à l'émergence des puissances américano-japonaises en Asie et dans le Pacifique. La France n'est certes pas absente de l'Extrême-Orient : en plus de ses intérêts chinois, elle possède toujours l'importante colonie de l'Indochine où se concentre sa politique étrangère en Asie. L'expérience de la guerre relègue toutefois celle-ci au second plan, derrière les questions européennes considérées plus urgentes. À Versailles, la France est davantage préoccupée par les principes de sécurité et de réparations plutôt que par la gestion des problèmes asiatiques nés du conflit mondial³⁵³. Ainsi l'attitude de Paris vis-à-vis de l'intervention japonaise reflète cette ambivalence particulière, tirée à la fois de son insécurité

³⁵¹ Burkman, *op. cit.*, p.6.

³⁵² Dunscomb, *op. cit.*, p. 85, 90.

³⁵³ Dreifort, *op. cit.*, p. 21.

diplomatique en Extrême-Orient et de son intérêt plus marqué pour la dimension européenne de la dynamique internationale.

Au cours de l'expédition, la France manifeste tour à tour une confiance envers le Japon découlant du système d'alliance de l'Entente, une indulgence envers certaines revendications impérialistes de Tokyo que l'on juge acceptables dans le contexte de son engagement contre l'Allemagne et en Russie d'Asie, et une méfiance due au délaissement progressif des objectifs alliés. En 1917-1918, ses rapports avec le gouvernement impérial sont prudents et amicaux : il faut souligner qu'on tente alors de le convaincre de se lancer dans une entreprise ambitieuse en Sibérie qui permettrait la reprise de la guerre contre l'Allemagne à l'est. L'ambassadeur français Marcel Delanney est envoyé au Japon en juin 1918 à titre d'ambassadeur avec la tâche explicite de désamorcer les disputes potentielles entre Tokyo et Paris au sujet de la Chine, particulièrement autour de la question épineuse des trois provinces au sud, soit le Yunnan, le Guangxi et le Guangdong bordant l'Indochine³⁵⁴. Lorsque se développe le conflit nippo-américain, Paris refuse de prendre à parti l'une des deux puissances et adopte plutôt une posture médiatrice pour résorber l'éclatement des tensions. Une posture qui trahit le faible poids diplomatique occupé par la France dans les opérations interalliées en Sibérie et que l'on peut comprendre comme une tentative du Quai d'Orsay de contrevenir à son influence diminuée. C'est à cette fin précise que l'établissement d'une haute-commission interalliée ayant pour tâches de superviser les questions politiques et

³⁵⁴ La France possède une sphère d'influence importante dans le sud de la Chine depuis les années 1880, où elle y fait des investissements substantiels, notamment en construisant un chemin de fer et en finançant des missions catholiques. Toutefois, l'entrée en guerre du Japon en 1914 permet à celui-ci d'effectuer des avancées majeures en Chine sur les plans politique, économique et militaire. En 1916, le Japon a une présence établie dans le Fujian, province voisine du Guangdong, et s'implique aussi militairement dans le Yunnan en soutenant des factions hostiles au gouvernement de Yuan Shikai. Les ambitions chinoises démontrées par le Japon inquiètent donc les cercles politiques et coloniaux français qui y voient une menace aux intérêts de Paris en Chine. C'est pourquoi, en juin 1918, la France et le Japon s'accordent pour respecter leur sphère d'influence respective en Chine : les Français ne doivent pas s'approcher du Fujian ni des provinces proches de Formose, tandis que les Japonais doivent se tenir à distance du Yunnan, du Guangxi et du Guangdong. Sur le sujet, voir Morlat, *op. cit.*, p. 43-59, 170-171, et Dreifort, *op. cit.*, p. 15-16.

économiques en Sibérie est suggéré à l'été 1918, lorsque les Alliés discutent encore des modalités de l'intervention à venir³⁵⁵. Consciente d'être incapable de rivaliser sur le terrain avec les puissances nippon-américaines, la France se tourne vers des stratégies de médiation diplomatiques dans l'espoir de pouvoir influencer la teneur des opérations à son profit.

Les relations franco-japonaises de l'entre-deux-guerres se rattachent de façon générale à l'expérience alliée de la Grande Guerre et de l'intervention sibérienne. Les deux puissances sont motivées par des objectifs stratégiques et géographiques différents : les Français détiennent peu d'intérêts au Japon et vice versa, ce qui produit un rapport plutôt distant, mais généralement positif. L'entente cordiale entre Tokyo et Paris permet même un certain rapprochement diplomatique : les deux gouvernements s'offrent un degré de support mutuel non-négligeable lors des conférences internationales. À Versailles par exemple, la France se range derrière le Japon concernant les questions chinoises, tandis que le Japon fait de même avec celles des réparations de guerre à Genève et Bruxelles³⁵⁶. Il existe alors en politique française vis-à-vis du Japon deux tendances opposées. Certains hommes politique français ne considèrent pas Tokyo comme une menace sérieuse pour l'Indochine, mais soulignent plutôt les effets « bénéfiques et stabilisateurs » de sa présence en Chine. D'autres redoutent au contraire les visées expansionnistes des milieux militaristes japonais et prônent la nécessité de se doter de mesures de sécurité particulières en Indochine contre la possibilité d'une invasion³⁵⁷. Ce rapport ambivalent, dans lequel le Japon est à la fois perçu comme un allié et une menace potentielle, se reflète indiscutablement dans la perception française de l'intervention japonaise en Sibérie. La conception d'un danger japonais latent est basée d'une part sur les actions concrètes de l'armée impériale japonaise en Asie. On peut citer à cet effet les avancées notables de la présence japonaise dans le Yunnan limitrophe lors de la guerre,

³⁵⁵ Carley, *op. cit.*, p. 78-79.

³⁵⁶ Morlat, *op. cit.*, p. 171.

³⁵⁷ Jacques Binoche, « La politique extrême-orientale française et les relations franco-japonaises de 1919 à 1939 », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, t.76, n° 284-285, 1989, p. 267.

ce qui constitue effectivement une menace directe envers les intérêts français³⁵⁸. Elle est d'autre part indissociable des idées reçues du « péril jaune » qui conçoit les Asiatiques comme une menace existentielle envers l'Occident. Dans cette optique, le Japon ne peut concevoir de véritable fraternité avec les puissances occidentales et reste un allié fragile, du moins jusqu'à ce que la domination européenne s'y effectue et vienne neutraliser le danger potentiel en le « civilisant ». Plus encore que la guerre, l'expérience de l'intervention sibérienne démontre, aux yeux des Français, les limites d'une possible coopération militaire avec le Japon : bien que celui-ci s'acquitte efficacement des tâches qu'on lui donne, il ne serait être mené au-delà de sa propre sphère d'intérêts pour se joindre à une cause commune avec l'Occident.

3.4. Le long rapatriement et la fin de l'intervention japonaise

Malgré la décision officielle prise par le cabinet au printemps 1921 de procéder au retrait des troupes, le rapatriement complet des forces japonaises en Russie tarde à s'accomplir. Le revirement du gouvernement japonais, qui refusait auparavant au même titre que l'État-major d'évacuer l'entièreté de leurs troupes, ne fait que signaler une intention plutôt vague de mettre un terme éventuel à l'intervention. Il s'agit tout au plus, à ce moment, d'un gage de bonne volonté à l'égard de la communauté internationale, sans toutefois que se manifestent des actions concrètes à sa suite. Le Japon est aussi confronté aux pressions occasionnées par la République d'Extrême-Orient, ce petit État-tampon russe dont l'influence stabilisatrice dans la région ne peut plus être ignorée³⁵⁹. Puisque le rétablissement de l'ordre était l'une des conditions nécessaires au retrait de l'armée impériale de Russie, il devient nécessaire pour

³⁵⁸ Morlat, *op. cit.*, p. 59.

³⁵⁹ Dunscomb, *op. cit.*, p. 149-150.

Tokyo d'entamer des négociations formelles avec la république avant que l'intervention ne soit dépourvue de toutes ses justifications.

Bien entendu, l'idée de procéder à des pourparlers avec le gouvernement local, malgré les termes de vainqueurs proposés par le ministre des Affaires étrangères Uchida, est rejetée par l'État-major et son commandant expéditionnaire en Russie, le général Tachibana. Ceux-ci ne sont pas prêts à capituler aisément sur la question de la démobilisation de leurs troupes et le cabinet doit mettre en place une série de mesures pour leur forcer la main et s'assurer de leur coopération³⁶⁰. En premier lieu, Hara souhaite éliminer le schisme persistant, dont la portée est plus longue que la seule intervention sibérienne, entre les différentes instances du gouvernement pour réaliser une politique étrangère uniforme. Parvenir à un compromis satisfaisant permettrait au Japon d'affronter plus efficacement les puissances occidentales dans la réorganisation de l'espace asiatique de l'après-guerre³⁶¹. C'est par le biais d'une conférence que Hara tente d'accomplir son objectif : tenue entre le 16 et 25 mai 1921, elle réunit le cabinet, les deux États-majors de l'armée et de la marine, ainsi que les administrations des colonies et des forces militaires déployées à l'étranger. Lors de l'événement, le cabinet réfute les nouvelles protestations du général Tachibana et réaffirme fermement la décision d'amorcer le rapatriement des troupes de Russie et d'ouvrir les négociations avec la République d'Extrême-Orient³⁶². Il faut noter que l'un des buts sous-jacents de la conférence est alors de raffermir l'autorité du cabinet sur les questions coloniales, dans une manœuvre caractéristique de Hara qui tente tout à tour de compromettre avec les militaristes et d'élargir les prérogatives du cabinet sur la politique impériale.

À l'ouverture de pourparlers secrets à Dairen avec la République Extrême-Orientale en août 1921, les délégations russe et japonaise se retrouvent aussitôt en opposition sur la question

³⁶⁰ Dunscomb, *op. cit.*, p. 152-153.

³⁶¹ *Ibid.*, p. 153-154.

³⁶² *Ibid.*

épineuse du rapatriement : les Japonais refusent de fixer une date butoir quant à l'évacuation de leurs soldats de Russie avant la conclusion d'un accord, tandis que les Russes refusent d'entamer les négociations avant d'avoir obtenu une date précise³⁶³. Le dialogue s'annonce particulièrement difficile. Même si la délégation japonaise a été soigneusement composée par le cabinet pour moduler les intentions de ses représentants militaires et s'assurer du respect de sa ligne politique³⁶⁴, les Japonais font preuve d'une inflexibilité et d'une intransigeance nettement plus marquées que les Russes à la table des négociations.

Au début du mois de septembre, une proposition russe qui reconnaît une majorité des concessions demandées par les Japonais (sur la base, toutefois, du principe de réciprocité entre les deux états) est dûment rejetée, puisqu'elle prévoit aussi le retrait immédiat des troupes impériales dans un délai d'un mois après la signature de l'accord. En réponse, la délégation japonaise fait une série de demandes outrageantes qui dépassent de loin les conditions originalement établies par le cabinet. Il y est exigé, entre autres, la sécession du nord de l'île Sakhaline sur une période de 80 ans en compensation pour le massacre de Nikolaïevsk, l'obligation d'établir des conventions avec le Japon sur la pêche, les postes et télégraphes, les échanges commerciaux, les tarifs et la liberté de navigation, et le respect de tous les accords conclus avec les gouvernements russes précédents³⁶⁵. Le ton de la proposition fait écho aux fameuses « 21 demandes » que le Japon a cherché à imposer à la Chine en 1915, prévoyant la subordination pure et simple de la république russe par le biais de traités inégaux et de l'occupation militaire de son territoire. Elle reflète sans équivoque la position avantageuse des Japonais face à la République d'Extrême-Orient, ainsi que son

³⁶³ Dunscomb, *op. cit.*, p. 167-168.

³⁶⁴ La délégation japonaise est menée par Matsushima Hajime, chef de la section des affaires politiques de l'armée à Vladivostok, qui est lui-même secondé par le vice-consul Shimada et le chef d'État-major du corps expéditionnaire, le général Takayanagi.

³⁶⁵ Dunscomb, *op. cit.*, p. 168-169.

attitude générale de pouvoir conquérant cherchant à obtenir des gains économiques et territoriaux significatifs au terme de son entreprise impérialiste.

Le lancement des négociations à Dairen se superpose avec l'approche imminente d'une première conférence internationale d'envergure prévue à Washington en novembre 1921. L'invitation lancée, les Américains espèrent notamment précipiter une résolution à la présence japonaise en Russie. On souhaite que la date butoir du début de la conférence crée une pression suffisante pour permettre à la faction modérée du gouvernement japonais de prendre le pas sur les militaristes et d'accélérer la démobilisation de leurs troupes³⁶⁶. Le marasme économique dans lequel baigne le Japon depuis le printemps 1920 accentue la dépendance de celui-ci des marchés américains et le rend particulièrement susceptible à l'influence des États-Unis. Il y a donc, du côté japonais, un certain souci de régler la question sibérienne avant que la stagnation problématique de leur armée ne soit à nouveau critiquée sur la scène internationale, mais il est surtout espéré que l'absence d'une délégation russe officielle à Washington leur permette d'éviter la scrutation sévère de leur présence en Extrême-Orient russe³⁶⁷. Néanmoins, devant l'impasse des négociations avec la République d'Extrême-Orient, qui sont difficiles et peu fréquemment reconduites, le gouvernement japonais a tôt fait de perdre l'attitude décisive qui avait marqué les suites de la conférence organisée par Hara. La démission du ministre de la Guerre Tanaka, puis l'assassinat de Hara aux mains d'un jeune militaire fanatique le 4 novembre 1921 compliquent les choses. Aucune avance n'est faite sur la question de la démobilisation des troupes impériales de Russie³⁶⁸.

À la décision de l'amiral Yamagata, le ministre des Finances et membre du parti majoritaire du *Rikken Seiyūkai*, Takahashi Korekiyo, est nommé au poste de premier ministre pour remplacer Hara, dans le souci d'assurer une certaine continuité politique dans le cabinet en

³⁶⁶ Grosser, *op. cit.*, p. 97.

³⁶⁷ *Ibid.* ; Dunscomb, *op. cit.*, p. 166-167.

³⁶⁸ Dunscomb, *op. cit.*, p. 169.

prévision de la conférence de Washington³⁶⁹. De novembre 1921 à février 1922, la conférence réunit dans l'essentiel les nations victorieuses de la Grande Guerre à l'initiative des États-Unis, pour traiter de la question du désarmement et de la stabilité en Extrême-Orient et dans le Pacifique par la construction d'un nouvel équilibre des puissances. L'intervention japonaise en Russie n'est abordée qu'une seule fois en février 1922 : le chef de la délégation japonaise, Shidehara Kijûrô, se contente alors de réitérer la ligne officielle du cabinet, annoncée en mars 1920, stipulant que le retrait des troupes impériales doit être précédé du retour à l'ordre dans la région. Il souligne également que des négociations formelles sont en cours avec les Russes à Dairen, ce qui semble à ce moment apaiser la délégation américaine : « American officials announced their pleasure at this “firm declaration” of Japan’s intent to withdraw from the Russian Far East. The prevailing assumption among American statesmen was that this intention would be acted on soon »³⁷⁰. Or, les États-Unis font preuve de plus d'indulgence à l'égard du Japon au cours de la conférence, par contraste avec l'attitude inflexible qui leur était caractéristique lors de l'intervention interalliée en Sibérie. Soucieux de désamorcer l'impérialisme japonais en Asie et dans le Pacifique, ils choisissent de faire certaines concessions stratégiques pour protéger les intérêts particuliers de celui-ci et s'assurer de son adhésion générale³⁷¹. Il est à noter que la France agit à Washington aux côtés du Japon pour modérer l'influence des puissances américaine et britannique qui auraient pu autrement former un front commun contre celui-ci³⁷². Au terme de la conférence de Washington, le Japon peut se féliciter d'avoir réussi à détourner l'attention internationale de ses actions en Russie avec un certain succès³⁷³. Ce succès est cependant tempéré par le fameux traité « 5-5-3 » qui fixe un quota pour les navires de ligne des cinq puissances signataires. En échange de certaines garanties, le Japon accepte

³⁶⁹ Dunscomb, *op. cit.*, p. 170.

³⁷⁰ *Ibid.*, p. 175.

³⁷¹ Nicolas Vaicbourdt, « La conférence de Washington, 1921-1922 : l'idéal d'un nouveau congrès de Vienne pour le XX^e siècle ? », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, vol. 42, n° 2, 2015, p. 121-122.

³⁷² *Ibid.*

³⁷³ Dunscomb, *op. cit.*, p. 174.

de limiter ses forces navales en deçà de la proportion fixée pour les États-Unis et l'Angleterre, soit trois navires de ligne contre cinq³⁷⁴. La non-parité des rapports de force représentés par ce traité témoigne bien des efforts faits pour contenir la puissance montante du Japon dans le Pacifique. Le déroulement de l'intervention japonaise en Sibérie n'a fait que cimenter le sentiment de menace qu'inspire le Japon chez les puissances occidentales, en plus d'alimenter la rivalité nippo-américaine qui va à son tour informer la teneur des traités diplomatiques de l'entre-deux guerres.

Alors que s'amorce la dernière année de l'intervention japonaise, une offensive militaire est lancée par le gouvernement blanc à Vladivostok dans le but d'affermir leur emprise sur le territoire de la province extrême-orientale russe. Sans se mêler directement des opérations, les Japonais n'interviennent pas non plus pour en empêcher le cours ; c'est avec l'approbation tacite de l'armée impériale que les troupes blanches pénètrent finalement en hiver 1921 sur le territoire de la République d'Extrême-Orient. Le Japon espère pouvoir obtenir un avantage supplémentaire à la table des négociations, alors que Vladivostok subit les assauts des forces blanches³⁷⁵. Ce souhait est rapidement gâché, puisque l'offensive blanche ne tarde pas à s'essouffler d'une part, et encourage d'autre part un rapprochement supplémentaire entre la république et le gouvernement bolchevique à Moscou : le commandant militaire de la République extrême-orientale, envoyé par Moscou, se joint aux pourparlers à titre de conseiller malgré les protestations de Tokyo³⁷⁶. Éventuellement, c'est le Japon qui doit adopter une position plus flexible lors des négociations, alors que les troupes blanches continuent leur retraite jusqu'à revenir en territoire contrôlé par l'armée impériale³⁷⁷. Un nouveau conflit oppose néanmoins les délégations japonaise et russe lorsque la République d'Extrême-Orient exige de pouvoir envoyer ses troupes dans la zone contrôlée par le Japon

³⁷⁴ Vaicbourdt, *loc. cit.*, p. 123-124.

³⁷⁵ Dunscomb, *op. cit.*, p. 172-173.

³⁷⁶ *Ibid.*, p. 174.

³⁷⁷ *Ibid.*, p. 175.

pour y traquer les forces blanches et renverser le gouvernement issu du coup d'État blanc à Vladivostok. Devant le refus catégorique du Japon, un bref affrontement a lieu en avril 1922 entre les troupes de l'armée révolutionnaire populaire et les forces japonaises. L'événement constitue l'unique bataille d'envergure à laquelle participe l'armée impériale lors de la période unilatérale de l'intervention sibérienne³⁷⁸.

En parallèle, les négociations à Dairen aboutissent dans une dernière impasse : les représentants japonais affirment que s'il n'y a pas d'accord d'ici le 15 avril, ils cesseront les pourparlers. Ils se refusent toutefois à donner une date précise quant à l'évacuation de leurs forces du territoire russe, alors qu'il s'agit toujours de la condition nécessaire exigée par la République d'Extrême-Orient avant de procéder à la signature d'un accord. Ainsi, après plusieurs mois de négociations difficiles, aucune entente n'est conclue³⁷⁹.

Le retrait des troupes japonaises se poursuit malgré tout. Pour cause, l'impopularité généralisée de l'intervention, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Japon, combinée à ses coûts financiers et militaires faramineux, puis à la victoire évidente des forces rouges, il n'est plus de justification pour faire durer la présence japonaise sur le continent. Le ministre Uchida réaffirme en septembre 1922 que, bien que les pourparlers à Dairen aient échoué, l'évacuation de l'ensemble des forces japonaises, à l'exception des soldats occupant le nord de l'île de Sakhaline, se terminera d'ici la fin du mois d'octobre.³⁸⁰ Suivant une entente avec le commandement de l'Armée rouge, les dernières troupes japonaises, comptant 20 000 soldats, se retirent effectivement de la ville de Vladivostok en octobre 1922. Les forces de la République d'Extrême-Orient, aidées de partisans rouges locaux, prennent aisément le contrôle de la ville portuaire et déposent le régime blanc qui s'y trouvait toujours en place. Avec l'évacuation accomplie des forces japonaises, la république ne tarde pas à se dissoudre :

³⁷⁸ Dunscomb, *op. cit.*, p. 176-177.

³⁷⁹ *Ibid.*

³⁸⁰ *Ibid.*, p. 197.

l'assemblée populaire à Tchita vote le 14 novembre 1922 en faveur d'une union formelle avec la République socialiste fédérative soviétique de Russie³⁸¹.

À bien des égards, le soulagement, voire l'indifférence avec laquelle la fin de l'intervention japonaise en Sibérie est accueillie, à l'international comme à l'intérieur du pays, témoignent certainement de l'ampleur de ses échecs. L'occupation militaire du continent russe ne permet pas au Japon d'y élargir sa sphère d'influence de façon durable, et celui-ci se voit même contraint d'abandonner ses objectifs sibériens et de passer par la voie des négociations pour tenter d'obtenir gain de cause en Russie extrême-orientale, sans succès. C'est lors de la phase finale de l'intervention que les actions du Japon se colorent d'un acharnement particulier qui ne conduira qu'à une délégitimation de sa présence militaire en Russie ainsi qu'à une montée en popularité des tendances pacifistes et internationalistes au sein de sa propre population.

En conclusion, la dernière portion de l'intervention sibérienne s'amorce avec le départ graduel des forces alliées et le passage vers une opération unilatérale japonaise en Extrême-Orient russe, témoignage de l'entêtement de Tokyo à persister dans son entreprise coûteuse et impopulaire. Les années 1920-1922 consacrent de ce fait l'abandon des objectifs interalliés au profit d'une action politique antibolchevique rattachée aux intérêts spécifiques de l'Empire japonais. La présence continue des troupes japonaises exige une justification nouvelle pour faire face aux pressions diplomatiques de l'étranger ainsi qu'au rejet croissant de l'intervention parmi la population japonaise. Elle devient officiellement une opération défensive ayant pour but de protéger les ressortissants japonais et les frontières de l'Empire de la propagation bolchevique.

Dans la pratique, l'armée impériale poursuit son ingérence politique en opposition aux décisions du cabinet et cherche à encourager la formation d'un gouvernement pro-japonais à Vladivostok. Il en résulte une certaine baisse de confiance de la France qui voit dans l'action

³⁸¹ Smele, *op. cit.*, p. 225.

japonaise unilatérale les décisions du parti militaire et un repli vers la politique impériale « pro-Asie ». En agissant au détriment des alliances avec l'Occident, l'intervention japonaise est délégitimée. Cette impression se retrouve aussi dans l'opinion publique japonaise qui commence à identifier les actions indépendantes de l'État-major comme un facteur important des déboires de la campagne sibérienne. Alors que celui-ci tente, à travers l'engagement de ses troupes en Sibérie, de retrouver son prestige et sa position centrale dans la défense impériale, il ne fait qu'entacher la réputation internationale du Japon et la sienne auprès de sa propre population. Finalement, l'intervention sibérienne se situe dans un moment de transition historique, rattachée à la fin de la Grande Guerre, et exprime de façon correspondante la transformation du pouvoir en Extrême-Orient. Terrain privilégié des nouvelles rivalités impériales, elle fait la démonstration de l'ascendance militaire et économique du Japon dans la région, ainsi que de son opposition ponctuelle avec les États-Unis qui donne le ton à la rivalité nippo-américaine de l'entre-deux guerres. L'émergence du Japon comme puissance militaire et industrielle, et le déploiement de sa force en Russie, est reçue par la France avec ambivalence. Tour à tour perçu comme un allié et un ennemi, le rôle joué par Tokyo dans l'intervention sibérienne démontre, selon Paris, sa capacité à respecter les alliances, mais aussi la fragilité même de ce rapport en raison de l'absence de confrérie véritable entre le Japon et l'Occident.

CONCLUSION

En traçant un portrait large de l'intervention alliée et japonaise en Sibérie, il ressort un profond contraste entre les conditions ayant mené à sa réalisation lors de l'été 1918, et celles qui encadrent les derniers moments de l'évacuation des troupes japonaises de la Russie extrême-orientale en octobre 1922. Issue du contexte urgent de la Grande Guerre, l'intervention sibérienne constitue à ses débuts une préoccupation majeure des forces de l'Entente. Elle est, pour la France tout particulièrement, conçue comme une solution au retrait militaire anticipé de la Russie à la suite de la prise de pouvoir des bolcheviques. Lorsqu'elle se concrétise en août 1918, l'expédition militaire est dotée d'un crédo moral et publiquement délimitée en opération humanitaire de sauvetage de troupes alliées, de façon à légitimer l'occupation du territoire russe. Tout à l'inverse, c'est dans un monde bouleversé par la paix de Versailles et marqué par les proclamations idéalistes du président Wilson, que l'intervention sibérienne persiste et chute rapidement dans la dénonciation populaire. La participation entêtée du Japon, qui demeure bientôt seul en Russie extrême-orientale, attise les tensions entre les grandes puissances et souligne le caractère ambigu de son appartenance au système international, tantôt reçu en allié désirable et tantôt en ennemi potentiel. L'intervention sibérienne, devenue unilatéralement japonaise, se termine dans l'impopularité et l'indifférence générales, à l'ombre de l'internationalisme croissant du tournant de la décennie.

Rapidement isolée de l'évolution des événements à l'échelle internationale, l'intervention japonaise en Sibérie se pose aussi en contradiction au niveau national. La population japonaise n'est pas en reste de la tendance mondiale et commence à s'intéresser à une variété

d'idéologies internationalistes au détriment de la conquête militaire. Déjà sceptique en 1918, une large partie de l'opinion japonaise considère l'intervention sibérienne comme une extension de la guerre en Europe qui n'a rien à voir avec les affaires du Japon. L'adhésion populaire est dès lors une chose difficilement acquise. C'est l'État-major de l'armée qui voit malgré tout dans l'intervention sibérienne la possibilité d'insuffler à la population japonaise un nouvel enthousiasme envers les questions impériales en stimulant la ferveur nationaliste et militariste qui a accompagné les épisodes de conquête de la fin du 19^e et du début du 20^e siècles. La participation du Japon à l'intervention a l'effet inverse sur sa population : les échecs répétés, la stagnation de l'armée japonaise, puis les dénonciations à l'international contre le Japon en Sibérie entraînent un désabusement profond de l'opinion populaire nipponne. L'intervention sibérienne provoque conséquemment un désengagement populaire de la conquête impériale traditionnelle et une baisse de popularité importante de l'armée au sein de la population. À l'aube des années 1920, il devient clair que l'expansion impériale n'agit plus comme facteur unificateur de la nation au même titre que lors des précédentes guerres contre la Chine et la Russie³⁸².

Lorsque située dans l'histoire large de l'impérialisme japonais, la fin de l'intervention en Sibérie marque donc le recul temporaire des avancées impérialistes agressives du Japon en Asie de l'Est. Malgré un malaise initial face à la montée des principes démocratiques et libéraux, le Japon conçoit qu'il est nécessaire de s'adapter et d'admettre les compromis en ce qui concerne l'expansion de son Empire, de façon à conserver un statut important au sein du système international³⁸³. Il y a une volonté de la part de Tokyo, au début des années 1920, de participer à la restructuration du système international de l'après-guerre. Sous l'égide de politiciens et diplomates réformistes modérés, plus populaires que jamais avec le déclin notable de l'influence de l'armée³⁸⁴, le Japon participe au projet de la Société des Nations et

³⁸² Dickinson, *op. cit.*, p. 203.

³⁸³ Masataka, *op. cit.*, p. 262.

³⁸⁴ *Ibid.*, p. 266.

à la tenue de conférences multilatérales visant, par exemple, à formuler des plans de désarmement en Asie et dans le Pacifique. Il estime à ce moment pouvoir réaliser la vision de son Empire dans le cadre diplomatique des institutions internationales et des consultations multilatérales entre puissances, une approche similaire à sa participation dans la Grande Guerre puis à l'intervention sibérienne à ses débuts. Le Japon considère que le rôle même qu'il est tenu à jouer dans le système international, comme seule nation asiatique possédant un siège permanent à la Société des Nations par exemple, témoigne de son statut acquis de grande puissance et de sa capacité à traiter avec les nations occidentales à titre d'égal³⁸⁵. Il faut attendre le tournant des années 1930 pour que le militarisme reprenne fermement pied dans la société japonaise et que la crainte latente de l'isolement diplomatique du Japon sur la scène internationale se réalise enfin.

L'attitude du Japon dans le cadre de l'intervention sibérienne se greffe de nombreuses ambiguïtés et contradictions. Il est clair, au bilan de ce travail, que ces divisions, qu'elles soient dues à des conflits diplomatiques ou des rivalités politiques internes, sont intimement rattachées à l'évolution des contextes national, régional et international de l'intervention. La conception de l'intervention japonaise en Sibérie se modifie en effet selon le cours de la guerre civile russe et de la Grande Guerre, mais aussi selon les transformations sociales et politiques qui émergent dans la foulée du conflit mondial. Rapidement, il devient nécessaire de justifier et de recadrer plusieurs fois les actions des troupes impériales en Sibérie aux yeux de la population japonaise et de la communauté internationale pour y faire perdurer leur présence. L'interrogation de la nature de l'intervention japonaise en Sibérie constitue dès lors la source de ce travail. L'utilisation de documents d'archives françaises permet d'apporter une perspective nouvelle sur la question et ainsi d'approfondir la compréhension de la participation japonaise à l'expédition sibérienne en relevant le rapport diplomatique plutôt méconnu entre le Japon et la France dans le contexte de l'intervention. Par ce même biais, il

³⁸⁵ Burkman, *op. cit.*, p. xii-xiii.

devient aussi possible de soupeser l'impact de l'intervention sibérienne sur le statut international du Japon. Alors que celui-ci tente toujours de s'imposer à titre d'égal aux nations impérialistes occidentales, l'intervention sibérienne vient tour à tour favoriser son ascension politique et militaire sur la scène internationale et fragiliser sa réputation auprès de certains autres pays telles que les États-Unis.

En adoptant une approche méthodologique fondée sur l'histoire globale, une histoire globale qui se veut débarrassée des aprioris européens pour relever le rôle déterminant joué par l'Asie dans l'histoire du 20^e siècle, l'intervention sibérienne peut être analysée comme un événement prenant pleinement part à la Grande Guerre. Au-delà de la temporalité prescrite par la dimension européenne du conflit, il est en effet possible de tracer un parallèle net entre l'entrée en guerre du Japon aux côtés de l'Entente en 1914 et sa participation subséquente à l'intervention interalliée en Russie en 1918. L'attitude et le rôle joué par le Japon sont, d'une part, similaires dans les deux cas. Il ne fait aucun doute pour Tokyo que la possibilité d'une expédition militaire dans la région sibérienne est une opportunité égale à celle offerte par le conflit mondial d'élargir sa sphère d'influence, mais aussi de se prouver en tant que puissance impériale et nation alliée. La perspective française soulève d'autre part toute l'importance de l'intervention dans le contexte de la Grande Guerre. Pour la France, il est impératif que l'expédition interalliée serve aux besoins de la guerre en Europe, qui constitue sa préoccupation majeure, et que les troupes japonaises soient poussées le plus à l'ouest possible. Le dialogue entre la France et le Japon autour de la question sibérienne s'inscrit de ce fait dans une lignée de vaines tentatives de la part de Paris d'impliquer le Japon dans le conflit mondial de façon plus marquée. L'analyse des documents français permet d'observer à quel point l'Asie et le Japon en particulier sont des espaces prépondérants dans les considérations stratégiques de la France. Il s'agit d'un constat qui donne du corps à la position théorique de ce mémoire, lequel souhaite participer à la désoccidentalisation du récit historique de l'histoire mondiale en revoyant la place de l'Asie en son sein.

Or, en combinant une approche globale qui s'intéresse à l'Asie comme espace moteur de l'histoire avec l'usage du point de vue français pour traiter de l'intervention sibérienne, il devient aussi possible de saisir certains aspects seyants des transformations géopolitiques qui s'opèrent à la fin de la décennie sur la scène internationale. La faiblesse relative de la France lors de l'intervention, notamment sur les plans diplomatique et militaire, met en relief la dynamique changeante en Asie de l'Est où l'on assiste au recul des vieux empires européens au profit de nouvelles puissances régionales émergentes. Ce sont le Japon et les États-Unis, sortis tous les deux de la Grande Guerre plus riches et plus influents (bien qu'à un degré différent), qui redéfinissent la balance du pouvoir en Asie et dans le Pacifique et se partagent dorénavant l'hégémonie dans la région. La France, autrefois une puissance impérialiste majeure dans le Pacifique, est désormais reléguée au rang de médiatrice entre les deux pays qui seuls possèdent les ressources suffisantes pour mener à bien l'intervention sibérienne désirée.

Pour approfondir la compréhension du rôle joué par le Japon dans l'intervention sibérienne, le questionnement central de ce mémoire s'est porté sur l'évolution de ses motivations et de ses objectifs tout au long de l'occupation militaire de la Sibérie et de la Russie extrême-orientale entre 1917 et 1922. L'interprétation française de ces objectifs, soutenue en majorité par les officiers militaires et les ambassadeurs de France au Japon et en Chine, retrace la réorientation politique et militaire rapide de l'intervention japonaise, mais aussi l'incapacité de Paris à rediriger les actions du Japon selon leurs propres objectifs. Suivant l'hypothèse posée dans l'introduction, l'intervention japonaise débute d'abord par une opération interalliée réduite dans le but de porter secours aux troupes tchécoslovaques, avant de transitionner vers une action antibolchevique unilatérale visant à l'élargissement de l'Empire japonais. Il n'y a toutefois pas de rupture nette entre les deux « phases » de l'intervention, mais plutôt une priorisation rapide des buts impérialistes du Japon dans laquelle le cadre interallié est instrumentalisé afin d'apaiser les membres de l'Entente.

Dans un premier temps, l'analyse s'ouvre sur la période des négociations précédant le déploiement de troupes alliées en Sibérie. Celle-ci débute au lendemain de la Révolution russe, soit en novembre 1917, et se termine par la conclusion d'un accord interallié en août 1918. Il est exploré dans ce premier chapitre les motivations initiales de la France, puis du Japon quant à la possibilité d'une intervention militaire dans la région sibérienne. En relevant les considérations spécifiques des Français, on peut expliquer l'attitude particulière de Paris envers le Japon, qui se démarque par une plus grande conciliation à l'égard de ses ambitions impérialistes pour autant que celles-ci soient estimées contrôlables et que l'action du Japon en Sibérie puisse être orientée au mieux selon les priorités françaises. En effet, c'est la poursuite de la guerre en Europe que la France privilégie par-dessus tout et c'est sous cet angle que Paris conçoit l'urgence d'une intervention en Sibérie pour contrevenir au retrait imminent des troupes russes et à l'effondrement du front à l'est. On perçoit à ce moment les bolcheviques comme des agents de l'Allemagne et les victoires politiques et militaires de ceux-ci semblent faire prélude à la subjugation de la Russie par les Empires centraux. Se tourner vers le Japon, qui pourrait profiter de l'occasion pour élargir sa propre sphère d'influence en Extrême-Orient, est un moindre mal pour Paris dans le contexte de la Grande Guerre.

Lorsque l'Empire tsariste s'effondre et que l'opportunité de la guerre civile russe se présente, le Japon se retrouve rapidement aux prises avec des dissensions politiques internes entre un parti militaire interventionniste et une faction plus modérée, cherchant davantage un rapprochement diplomatique avec l'Occident. Néanmoins, deux éléments sont rapidement établis et constituent la position diplomatique initiale du Japon : il se réserve le droit d'intervenir en Sibérie et en Extrême-Orient dans le cas où il jugerait les frontières de son Empire menacé par l'avancée bolchevique, et refuse de participer à des opérations militaires qui amèneraient ses troupes à l'ouest du lac Baïkal. De longs mois s'écoulent par la suite avant de parvenir à un consensus sur les modalités de l'intervention au sein même du

gouvernement japonais. La réticence des militaristes à participer à une opération interalliée fait contraste avec les plus modérés qui souhaitent avant tout obtenir le support incontesté des États-Unis au principe d'intervention. Du point de vue français, il est évident qu'une intervention japonaise est un événement inévitable. On estime que les visées impérialistes de Tokyo dans la région vont pousser celui-ci à prendre pour excuse un incident ou un autre pour déployer ses troupes en Extrême-Orient. Il s'agit d'un argument plusieurs fois avancé par les diplomates et militaires français lors des négociations pour favoriser la mise en place d'une intervention en Sibérie. Ils présentent la situation comme un faux dilemme pour précipiter une expédition interalliée: si une intervention japonaise est vouée à se produire, il est préférable d'encadrer celle-ci par le biais d'une opération conjointe entre les membres de l'Entente.

L'engagement impromptu d'un corps militaire tchécoslovaque dans le théâtre sibérien de la guerre civile russe provoque le revirement nécessaire au déclenchement de l'intervention sibérienne. Les États-Unis, enfin rallié à l'idée d'une expédition militaire en Russie, proposent un plan d'intervention réduite au Japon qui, après une certaine hésitation, est éventuellement accepté. L'accord est perçu comme une victoire de la faction modérée sur les militaristes du gouvernement japonais, puisque Tokyo accepte à ce moment de se plier à un cadre allié. La France y voit l'influence positive de l'Entente sur le Japon, que l'on juge « naturellement » moins enclin aux alliances avec l'Occident du fait de sa qualité de nation asiatique, et croit toujours possible de rediriger l'intervention sibérienne dans le sens des priorités françaises, puis de convaincre le Japon de s'étendre jusqu'en Russie d'Europe. Il est clair, dans cette conclusion de chapitre, que l'interprétation française de l'adhésion du Japon au principe d'intervention interallié est empreinte d'une certaine naïveté qui sera rapidement désabusée.

Dans un deuxième temps, la phase interalliée de l'intervention sibérienne est abordée dans la partie suivante de ce mémoire qui s'étire de la fin de l'été 1918 au printemps 1920. La

transformation rapide de l'intervention japonaise vers une action unilatérale spécifique aux intérêts de l'Empire y est examinée en profondeur. Il s'agit d'une période de désenchantement pour la France qui réalise de façon concrète qu'elle ne détient qu'une influence minimale sur le Japon, ainsi que sur la direction générale de l'intervention sibérienne. Reléguée au rang de médiatrice, la France doit opter pour des actions diplomatiques, souvent conjointes avec la Grande-Bretagne, pour faire pression sur le Japon et les États-Unis dans l'espoir de sauvegarder quelque peu ses intérêts particuliers et son influence politique. La confusion importante résultant de la guerre civile, le manque de communication entre Alliés et les méfiances latentes existant entre les uns et les autres compliquent d'autant plus les tentatives de la France de s'imposer par le biais de structures diplomatiques interalliées, puisqu'ils peinent à établir une politique commune et une unité de commandement pour régir l'intervention.

Par conséquent, la France déplore d'emblée la dissociation entre l'attitude diplomatique du Japon et les actions concrètes de ses militaires sur le terrain. Les limites prescrites par l'accord interallié ne tardent pas à être dépassées, avec le déploiement, par exemple, de troupes supplémentaires en Mandchourie du nord. Malgré les réassurances des diplomates japonais, qui cherchent à cadrer les actions de leurs troupes dans le sens des objectifs alliés, l'intervention japonaise semble prioriser de sitôt des buts qui lui sont propres, voire de contrevenir à la poursuite d'une politique commune alliée en Russie. Pour la France, ce revirement trahit une prise de contrôle rapide des militaristes sur les opérations menées en Sibérie au détriment de la faction modérée du cabinet.

De même, l'action politique du Japon en Russie se distancie rapidement des objectifs alliés : affilié à des Russes blancs peu savoureux tels que l'ataman cosaque Semenov, le Japon est accusé d'encourager les séparatismes ethniques et de mener une politique de morcellement du territoire russe de façon à favoriser la création de petits états faibles soumis à son influence. Les nombreux conflits diplomatiques qui opposent le Japon aux autres pays alliés, en

particulier les États-Unis, exacerbent la méfiance que ceux-ci entretiennent à l'égard des intentions de Tokyo en Sibérie et alimentent les tensions à l'international. Il ne fait aucun doute, pour la France, que la rivalité nippo-américaine tient place au cœur de l'intervention interalliée, compte tenu des efforts de médiation fréquents qui doivent être encourus entre les deux puissances. Or, les Américains et les Japonais ont des conceptions opposées de l'intervention sibérienne, ainsi que des agendas nationaux tout aussi contrastants. Alors que les États-Unis perçoivent l'expédition comme une opportunité de s'implanter économiquement dans la région, par le biais notamment de professionnels attelés au maintien du Transsibérien, les Japonais dirigent leur intervention davantage dans le sens d'un épisode de conquête militaire classique, espérant rattacher la Russie extrême-orientale à l'orbite de leur empire.

Ce faisant, le second chapitre entame aussi la question de la perception française du Japon en tant que nation alliée dans le contexte de l'intervention sibérienne. C'est au cours de cette période que l'expédition en Russie devient un élément foncièrement négatif de la politique étrangère japonaise, alors que les actions de l'armée impériale embarrassent Tokyo sur la scène internationale et attisent l'opposition farouche des États-Unis. La France craint de voir le Japon être isolé sur le plan diplomatique de la communauté internationale et qu'il se tourne par conséquence vers un militarisme agressif en Asie et hostile à l'Occident. L'expérience japonaise de l'intervention sibérienne semble faire la démonstration de la fragilité des rapports d'alliance avec le Japon. La France imagine ce dernier comme un allié ambigu et souvent réticent, qui refuse de s'engager dans des manœuvres conjointes au-delà de ce qui est bénéfique à ses intérêts nationaux. Cette perception est nourrie d'une méfiance basée sur des actes d'agression concrets du Japon en Asie et dans le Pacifique, mais aussi sur des biais racistes qui présupposent que les nations asiatiques ne sont pas « civilisées » au même titre que les Occidentaux et qu'il ne peut donc pas y avoir de confrérie véritable entre les deux.

Dans un dernier temps, la période de l'intervention japonaise unilatérale en Sibérie est couverte dans le chapitre trois de ce mémoire. Avec le départ des dernières troupes alliées en avril 1920, l'armée japonaise se retrouve seule à occuper une portion du territoire de la Russie extrême-orientale jusqu'à la fin du mois d'octobre 1922. L'instant où l'intervention cesse d'être une opération commune consacre l'abandon du cadre prescrit par les Alliés et achève de délégitimer l'action militaire des troupes japonaises en Russie. Il ne fait dorénavant plus aucun doute que l'intervention japonaise, devenue unilatérale, est vouée à des buts nationaux et impérialistes propres au Japon. Officiellement, celle-ci est redéfinie en tant que stratégie de défense nationale : le gouvernement japonais persiste dans son entreprise en Russie extrême-orientale sous le prétexte que les bolcheviques présentent toujours une menace à aux frontières de son Empire, ainsi qu'à la vie et à la propriété de ses ressortissants dans la région. Cette justification émane à la lumière de l'impopularité croissante de l'intervention sibérienne, de façon à lui redonner un semblant de légitimité aux yeux de la communauté internationale ainsi que de la population japonaise elle-même, qui est de plus en plus désabusée par l'aventurisme impérial. La France, de son côté, blâme le parti militaire japonais qu'elle considère responsable de la poursuite entêtée des objectifs impérialistes en Russie extrême-orientale. Une observation qui n'est que partiellement juste : il est vrai que l'État-major de l'armée tente toujours d'y étendre la sphère d'influence de l'Empire japonais, encourageant par exemple la formation d'un gouvernement pro-japonais à Vladivostok, mais la faction modérée de Hara Takashi refuse également de retirer les troupes de Russie sans obtenir des gains notables sur le territoire.

C'est au cours des deux dernières années de l'intervention sibérienne que les conséquences de celle-ci sur le statut international du Japon sont les plus visibles. Ce chapitre argumente que l'intervention sert, pour la France en particulier, d'une sorte de mesure d'intégration du Japon au système international. Il est observé que la participation de Tokyo à l'intervention se fait d'abord dans le contexte du système d'alliance de l'Entente et donc, que la France

perçoit l'occasion comme un test de loyauté auquel le Japon se soumet à l'égard de ses Alliés. L'intervention sibérienne est à ce moment conçue comme un élément positif et désirable de la politique étrangère du Japon en raison de son inclusion dans un cadre interallié. On espère que la participation japonaise à une opération conjointe en Russie annonce un rapprochement plus large avec l'Europe et les États-Unis. Ainsi le délaissement des objectifs interalliés au profit d'une action militaire unilatérale annule la valeur positive qui lui est associée. La présence japonaise en Russie devient un symptôme des ambitions impérialistes de Tokyo sur le continent et un obstacle gênant à ses relations diplomatiques avec les autres puissances alliées. Semblant démontrer le rejet des principes démocratiques et libéraux sous lesquels s'organisent le nouveau siècle américain, l'intervention japonaise pourrait devenir une cause de l'aliénation du Japon sur la scène internationale. En parallèle, le Japon est confronté à un certain désengagement populaire des valeurs nationalistes et militaristes qui ont jusqu'alors supporté les épisodes de conquête impériale du siècle précédent. L'impérialisme japonais se retrouve en crise sous le coup de la transformation du contexte mondial, des pressions internationales dénonçant les actions de l'armée, ainsi que de l'impopularité croissante des institutions militaires au sein de la société japonaise.

Le dernier aspect de ce chapitre se concentre sur la relation entre l'intervention japonaise en Sibérie et la réorganisation de l'équilibre du pouvoir en Extrême-Orient à la fin de la Grande Guerre. L'argument de l'intervention comme terrain primordial des rivalités de l'après-guerre est approfondi en reliant la dynamique politique et militaire de l'intervention japonaise à son contexte international large, puis à l'expression d'une nouvelle configuration du pouvoir en Asie et dans le Pacifique. Le Japon y émerge comme puissance impérialiste régionale incontestable, mais trahit aussi au cours de l'intervention sa vulnérabilité particulière sur les plans diplomatiques et économiques, et se démontre malgré tout sensible aux pressions nationales et internationales. Il est vu, par le même fait, que le rapport plutôt franco-japonais de l'entre-deux guerres est intimement relié à l'expérience de la Grande

Guerre puis de l'intervention sibérienne. Le rôle d'allié joué par le Japon lors du conflit mondial impute un caractère plutôt cordial, tantôt sympathique et tantôt méfiant, aux relations entre Tokyo et Paris, qui va même régulièrement accorder son support aux revendications japonaises lors de négociations multilatérales pour rompre le barrage diplomatique des puissances anglo-américaines.

Parmi les conclusions les plus seyantes de l'analyse, il est à souligner que l'intervention japonaise, filtrée à travers la perspective française, révèle toute l'ambiguïté de la position occupée par le Japon au sein du système international qui se dessine à la fin de la Grande Guerre. Celui-ci y est dépeint comme un allié fragile, voire réticent, qui doit être prudemment encadré par des structures interalliées pour freiner la somme de ses ambitions en Asie. Une alliance avec le Japon est malgré tout considérée comme désirable, non seulement pour l'empêcher de s'isoler et de se tourner vers d'autres puissances telles que l'Allemagne, mais aussi pour faire usage de ses ressources militaires et économiques en Asie qui dépassent alors les moyens que possèdent la France dans la région. Le regard posé sur le Japon en tant que nation alliée est teinté de biais racistes et coloniaux : on suppose que les Japonais, en tant qu'Asiatiques, ne peuvent faire preuve de sincérité dans leur alliance avec des pays occidentaux et qu'ils doivent être soumis à leur influence moralisante, militaire et politique, pour y parvenir. Cette conception est sous-jacente au dialogue diplomatique entre la France et le Japon, alors qu'elle tente de le convaincre de s'impliquer dans la guerre en Europe d'abord, puis en Sibérie. Elle prête notamment lieu à l'idée quelque peu naïve que l'intervention japonaise pourra aisément être orientée selon les besoins de la cause alliée, à l'image des pressions diplomatiques exercées avec succès lors des victoires japonaises précédentes contre la Chine et la Russie au tournant du siècle dernier.

Mais malgré l'adhésion initiale du Japon au principe d'intervention interallié, son implication en Sibérie ne tarde pas à prendre l'allure d'une action antibolchevique unilatérale, vouée à la réalisation des ambitions expansionnistes de l'Empire japonais. La priorisation rapide des

objectifs impérialistes japonais, au détriment des buts fixés par l'Entente, désenchante la France, qui est confrontée à sa propre impuissance politique et militaire, et semble donner raison au sentiment de méfiance généralement dirigé contre le Japon. La capacité du Japon à se prêter au jeu des alliances dans le cadre de l'intervention a un impact notable sur son statut à l'international : lorsque l'action militaire japonaise s'éloigne du cadre interallié déterminé au début de l'expédition sibérienne, la réputation à l'international, précieuse car difficilement acquise, de celui-ci se ternit et le rend plus susceptible aux pressions internes et externes. Par conséquence, au lieu d'encourager une nouvelle ferveur militariste et nationaliste au sein de sa population, tel que l'avait espéré l'État-major, l'intervention japonaise en Sibérie provoque une baisse de popularité drastique des institutions militaires et de la conquête impériale classique.

La politique sibérienne du Japon lors de la guerre civile russe fait contraste au contexte transformé du tournant de la décennie, qui se caractérise dès lors par une restructuration du système international fondé sur des principes libéraux et démocratiques. Tout à l'inverse de son implication au sein de conférences et d'instances multilatérales telles que la Société des Nations, le Japon dirige ses forces en Sibérie et en Russie extrême-orientale sur la base d'un militarisme agressif que les acteurs plus modérés du gouvernement peinent à freiner. L'intervention japonaise, qui se solde par un recul étonnant de l'impérialisme japonais en Asie durant l'entre-deux-guerres, fait rupture avec son contexte et semble davantage appartenir à la période fascisante de la fin des années vingt. Il n'est donc pas étonnant de pouvoir tracer des liens entre l'expérience sibérienne de l'armée japonaise et les projets impérialistes subséquents de la décennie suivante, particulièrement dans la province mandchourienne. Le concept de l'autarcie stratégique, par exemple, apparaît en 1917 sous l'inspiration de la guerre dite « totale » qui se mène en Europe : on songe alors à la création d'un espace de survie pour l'Empire japonais, d'un périmètre économique permettant à celui-ci d'être autosuffisant et d'opérer une mobilisation rapide et complète de la société pour les

besoins de la guerre si nécessaire. L'avènement de la guerre civile russe, puis du déclenchement de l'intervention sibérienne, permet de tester certaines théories de l'autarcie stratégique, en imputant notamment à l'armée japonaise le rôle d'assurer la défense des intérêts économiques et politiques du Japon sur le continent asiatique³⁸⁶.

Occupant toujours une place primordiale dans la construction imaginée de l'Empire japonais, la Mandchourie se retrouve sans surprise au cœur de ce périmètre de sécurité économique³⁸⁷. Si les échecs subis par l'armée japonaise en Russie sont clairs, les leçons tirées de l'expérience sibérienne le semblent moins et il est à se demander dans quelle mesure l'intervention japonaise en Sibérie, qui illustre avec évidence la transformation de la dynamique asiatique au début des années 1920, a influencé l'articulation de certaines stratégies militaires et politiques en Mandchourie à l'aube du second conflit mondial. L'historien Keishi Ono se prononce dans ce sens : pour lui, l'invasion de la Mandchourie puis la création de l'état fantoche du Mandchoukouo en 1932 concrétise les efforts entamés lors de l'intervention sibérienne par l'armée impériale japonaise pour établir un état indépendant pro-japonais dans le nord-est de l'Asie³⁸⁸. De même, les méthodes de contrôle adoptées par l'armée, autant dans la discipline de leurs soldats que dans l'application d'une censure nationale, sont inspirées des échecs et des difficultés vécues en Sibérie. La critique médiatique, par exemple, a contribué à plonger l'armée impériale dans une disgrâce momentanée, tandis que le manque de discipline des troupes mobilisées en Sibérie a convaincu les officiers du besoin d'éduquer suffisamment leurs soldats pour éviter des cas d'insubordination³⁸⁹. Les avancées économiques en Mandchourie, comme la création d'une banque centrale puis la diffusion d'une nouvelle devise japonaise, sont aussi des stratégies

³⁸⁶ Masataka, *op. cit.*, p. 220-222.

³⁸⁷ *Ibid.*, p. 230-231.

³⁸⁸ Ono, *loc. cit.*, p. 110-111.

³⁸⁹ *Ibid.*, p. 108-110.

impérialistes qui découlent de l'expérience japonaise de la guerre et de l'intervention sibérienne³⁹⁰.

Il va sans dire que les échecs de l'armée impériale, l'abandon forcé des intérêts sibériens de Tokyo, et le constat de la puissance américaine dans le contexte politique et militaire interallié ne sont pas sans conséquence sur les objectifs et la philosophie de l'appareil militaire japonais. Les parallèles qui peuvent s'occasionner entre l'intervention sibérienne et la remontée du militarisme à la fin des années vingt mériteraient une recherche approfondie, qui permettrait en même temps de poursuivre le travail de ce mémoire pour réintégrer l'intervention japonaise en Sibérie dans un récit globalisant de l'Asie au 20^e siècle.

³⁹⁰ Ono, *loc. cit.*, p. 103, 111.

BIBLIOGRAPHIE

Fonds d'archives

Library of Congress, Prints and Photographs Division Washington D.C, États-Unis, Les illustrations de la guerre sibérienne, 1919. Récupéré le 9 janvier 2022 de <https://www.loc.gov/pictures/collection/coll/item/2005680037/>

Service historique de la Défense (SHD), Château de Vincennes, France, Série N / Troisième République (1872-1940), Fonds Clémenceau :

- 6N-130 (Télégrammes et rapports provenant des attachés militaires et des Affaires étrangères en Chine concernant les événements de Sibérie, 1917-1919)
- 6N-155 (Rapports et correspondance des attachés militaires à Londres concernant l'intervention en Russie, 1917-1922)
- 6N-188 (Rapports des attachés militaires au Japon concernant la Sibérie et les Tchécoslovaques, 1917-1921)
- 6N-257 (Correspondance provenant du ministère de la Guerre, 1917-1920)

Service historique de la Défense (SHD), Château de Vincennes, France, Série N / Troisième République (1872-1940), État-major général, 2^e Bureau B :

- 7N-680 (Bulletin d'information de quinzaine ou quotidiens, situation générale, notes et études sur divers pays étrangers, octobre 1918 – décembre 1918)
- 7N-681 (Bulletin d'information de quinzaine ou quotidiens, situation générale, notes et études sur divers pays étrangers, décembre 1918 - août 1919)
- 7N-708 (Japon : renseignements reçus de l'ambassade de France, 1914-1920)

- 7N-709 (Chine : renseignements provenant de la légation de France, 1914-1919)

Service historique de la Défense (SHD), Château de Vincennes, France, Série N / Troisième République (1872-1940), Grand Quartier Général, Groupe de l'Avant, 3^e Bureau des T.O.E./3^e Bureau A (section orientale) :

- 16N-3021 (Correspondance expédiée, 8 septembre 1917 – 22 novembre 1917)
- 16N-3022 (Correspondance expédiée, 28 novembre 1917 – 24 janvier 1918)
- 16N-3026 (Correspondance expédiée, 2 octobre 1918 – 5 décembre 1918)

Source imprimée

MONTANDON, George, *Deux ans chez Koltchak et chez les Bolchéviques pour la Croix-Rouge de Genève (1919-1921)*, Paris, Librairie Félix Alcan, 1923.

Monographies

BEASLEY, William G., *Japanese imperialism, 1894-1945*, New York, Oxford University Press, 1987, 279p.

BURKMAN, Thomas W., *Japan and the League of Nations: Empire and World Order, 1914-1938*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2008, 289p.

CARLEY, Michael J., *Revolution and Intervention: the French Government and the Russian Civil War, 1917-1919*, Kingston, McGill-Queen's University Press, 1983, 265p.

CONNAUGHTON, Richard M., *The Republic of the Ushakovka. Admiral Kolchak and the Allied Intervention in Siberia, 1918-20*, Londres, Routledge, 1990, 193p.

DICKINSON, Frederick R., *War and National Reinvention: Japan in the Great War, 1914-1919*, Cambridge, Harvard University Asia Center, 1999, 363p.

- DREIFORT, John E., *Myopic Grandeur: The Ambivalence of French Foreign Policy toward the Far East, 1919-1945*, Kent, Kent State University Press, 1991, 334p.
- DUNSCOMB, Paul E., *Japan's Siberian Intervention, 1918-1922. "A Great Disobedience Against the People"*, Plymouth, Lexington Books, 2011, 248p.
- DUUS, Peter, Ramon H. MYERS et Mark R. PEATTIE (éd.), *The Japanese Informal Empire in China 1895-1937*, Princeton, Princeton University Press, 2014, 494p.
- GROSSER, Pierre, *L'histoire du monde se fait en Asie. Une autre vision du XX^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 2017, 655p.
- KEEVAK, Michael, *Becoming Yellow: A Short History of Racial Thinking*, Princeton, Princeton University Press, 2011, 248p.
- MASATAKA, Yoshihisa T., *The Making of Japanese Manchuria, 1904-1932*, Cambridge, Harvard University Asia Center, 2001, 522p.
- MELTON, Carol K. W., *Between war and peace: Woodrow Wilson and the American Expeditionary Force in Siberia, 1918-1921*, Macon Georgia, Mercer University Press, 2001, 269p.
- MORLAT, Patrice, *Indochine années vingt : Le balcon de la France sur le Pacifique (1918-1928)*, Paris, Les Indes Savantes, 2001, 610p.
- MORLEY, James W., *The Japanese Thrust into Siberia, 1918*, New York, Columbia University Press, 1957, 395p.
- SCHILTZ, Michael, *The money doctors from Japan: finance, imperialism, and the building of the yen bloc, 1895-1937*, Cambridge, Harvard University Asia Center, 2012, 268p.
- SMELE, Jon, *The "Russian" Civil Wars, 1916-1926: Ten Years that Shook the World*, New York, Oxford University Press, 2015, 464p.
- SOMIN, Ilya, *Stillborn Crusade. The Tragic Failure of Western Intervention in the Russian Civil War, 1918-1920*, New Brunswick, N.J., Transaction Publishers, 1996, 236p.
- UNTERBERGER, Betty Miller, *America's Siberian Expedition, 1918-1920: A Study of National Policy*, Durham, Duke University Press, 1956, 271p.

Articles et chapitres d'ouvrages collectifs

- BEHRINGER, Paul Welch, « 'Forewarned Is Forearmed': Intelligence, Japan's Siberian Intervention, and the Washington Conference », *The International History Review*, vol. 38, n° 3, 2015, p. 367-393.
- BINOCHE, Jacques, « La politique extrême-orientale française et les relations franco-japonaises de 1919 à 1939 », *Revue française d'histoire d'outremer*, vol. 76, n° 284-285, 1989, p. 263-275.
- COOX, Alvin D. « The Kwantung Army Dimension » dans Peter Duus et al. (éd.), *The Japanese Informal Empire in China 1895-1937*, Princeton, Princeton University Press, 2014, p.395-441.
- GROSSER, Pierre, « L'histoire mondiale/globale, une jeunesse exubérante mais difficile », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 110, n° 2, 2011, p. 3-18.
- HILBERT, Lothar, « Les attachés-militaires français: leur statut pendant l'entre-deux-guerres », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 215, n° 3, 2004, p. 25-33.
- KNOWER, Rotem, « 'Lighter than Yellow, but not Enough': Western Discourse on the Japanese 'Race', 1854-1904 », *The Historical Journal*, vol. 43, n° 3, 2000, p. 103-131.
- LINKHOEVA, Tatiana, « The Russian Revolution and the Emergence of Japanese Anticommunism », *Revolutionary Russia*, vol. 31, n° 2, 2018, p. 261-278.
- MARÈS, Antoine, « Mission militaire et relations internationales : l'exemple franco-tchécoslovaque, 1918-1925 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 30, n° 4, 1983, p. 559-586.
- MARÈS, Antoine, « L'année 1917 : un tournant pour les Tchèques ? », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 49, n° 2, 2017, p. 333-346.
- MASAFUMI, Asada, « The China-Russia-Japan Military Balance in Manchuria, 1906-1918 », *Modern Asian Studies*, vol. 44, n° 6, 2010, p. 1283-1311.

- MYERS, Ramon H. « Japanese Imperialism in Manchuria: The South Manchuria Railway Company, 1906-1933 » dans Peter Duus et al. (éd.), *The Japanese Informal Empire in China 1895-1937*, Princeton, Princeton University Press, 2014, p. 101-132.
- NAKATANI, Tadashi, « Making Peace from the Great War: A Generational Shift in Japanese Diplomacy in 1919 » dans Tosh Minohara et Evan Dawley (éd.), *Beyond Versailles: The 1919 Moment and a New Order in East Asia*, Lanham, Lexington Book, 2021, p. 267-307.
- ONO, Keishi, « The Siberian Intervention and Japanese Society », dans Oliviero Frattolino (éd.), *Japan and the Great War*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015, p. 93-115.
- PESHKOV, Ivan, « In the shadow of ‘frontier disloyalty’ at Russia–China–Mongolia border zones », *History and Anthropology*, vol. 28, n° 4, 2017, p. 429-444.
- SHMELEV, Anatol, « The allies in Russia, 1917–20: Intervention as seen by the whites », *Revolutionary Russia*, vol. 16, n° 1, 2003, p.87-107.
- VAICBOURDT, Nicolas, « La conférence de Washington, 1921-1922 : l’idéal d’un nouveau congrès de Vienne pour le XX^e siècle ? », *Bulletin de l’Institut Pierre Renouvin*, vol. 42, n° 2, 2015, p. 115-128.
- VOLGYES, Ivan, « Hungarian Prisoners of War in Russia 1916-1919 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, vol. 14, n° 1/2, 1973, p. 54-85.
- WHITEWOOD, Peter, « Nationalities in a Class War: “Foreign” Soldiers in the Red Army during the Russian Civil War », *Revue d’histoire européenne contemporaine*, vol. 14, n° 3, 2016, p. 342-358.
- YAMAMURO, Shinichi, « L’empire du Japon et le choc de la Première Guerre mondiale », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 249, n°1, 2013, p. 5-32.
- YAMASAKI, Yukiko, « L’intervention japonaise en Sibérie vue par les intellectuels français (1918-1920) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 256, n° 4, 2014, p.93-105.

Thèses

KNOTTS, Kenneth L., *They Kept the Trains Running: The U.S. Russian Railway Service Corps During the Allied Intervention in Russia's Civil War*, thèse de Ph.D. (histoire), Université du Nebraska, 2014, 162p.

MOFFAT, Ian, *The Allied Intervention in Russia, 1918-1920: The Diplomacy of Chaos*, thèse de Ph.D. (histoire), Royal Military College of Canada, 2012, 476p.

Ressources numériques

Omniatlas, *Interactive Atlas of World History*, 2011-2022. Récupéré le 9 janvier 2022 de <https://omniatlas.com/>